

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Les enjeux du VIII^e Congrès mondial
de la IV^e Internationale :
document du conseil général
Une contribution sur les Etats-Unis
Une contribution sur l'Europe**



Le 1^{er} septembre 2012, comme chaque année, le courant communiste internationaliste du POI, section française de la IV^e Internationale, a rendu hommage à Léon Sedov, à Léon Trotsky et à toutes les victimes du stalinisme.

N° 75

Nouvelle série (n° 681) - septembre 2012 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 3
- **Les enjeux du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale** p. 7
- **Lettre à nos lecteurs** p. 29
(Par *Socialist Organizer*)
- **Première contribution concernant les développements en Europe** p. 41
- **Europe : la crise s'approfondit** p. 49
(Par Marc Lacaze)
- **L'impérialisme contre le peuple syrien** p. 57
(Par Lucien Gauthier)
- **L'Inde face aux problèmes actuels de la lutte des classes, les leçons du soulèvement révolutionnaire de 1942** p. 61
(Par François Forgue et Olivier Doriane)
- **Le PCF et la question coloniale** p. 73
(Par Lucien Gauthier)

Présentation

Dans ce numéro de *La Vérité* sont publiés plusieurs documents qui s'inscrivent dans la préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Le conseil général de la IV^e Internationale a en effet décidé, lors de sa session de juillet 2012, de convoquer ce congrès pour le printemps 2013.

Dans les semaines qui ont suivi, l'assassinat des mineurs d'Afrique du Sud par la police du gouvernement ANC-PC-Cosatu a frappé de stupeur et d'indignation les travailleurs et les militants du monde entier.

C'est dans ce contexte que s'est tenu, le 1^{er} septembre, le rassemblement organisé comme chaque année par la section française de la IV^e Internationale sur la tombe de Léon Sedov, le fils de Léon Trotsky, assassiné par le Guépéou en 1938 à Paris (France) et enterré au cimetière de Thiais, dans la région parisienne.

« *Qui n'a pas de passé, n'a pas d'avenir.* » Le discours prononcé par Dominique Ferré, au nom du secrétariat international de la IV^e Internationale, illustre combien, ce 1^{er} septembre, ces enseignements du passé sont d'une actualité brûlante (1).

(1) Au cours de ce rassemblement, prirent également la parole des représentants de la jeune génération de combattants révolutionnaires : Nuria Aguilera, responsable de la commission jeunes de l'Union générale des travailleurs dans la région du Vallès, Barcelone, Etat espagnol ; Julian Gurster, étudiant, militant de l'ISA, section allemande de la IV^e Internationale ; et Guillaume Zarka, responsable de l'Alliance des jeunes révolutionnaires de France.

Tous trois ont ainsi apporté une première contribution à la préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Chers camarades,

Nous nous réunissons à l'appel de la section française de la IV^e Internationale, le courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant, sur la tombe de Léon Sedov.

Devant cette tombe, et soixante-douze ans, presque jour pour jour, après l'assassinat de Léon Trotsky par un agent stalinien, le 20 août 1940 à Mexico, nous rendons hommage à Léon Sedov, à Léon Trotsky, aux compagnons de Lénine, à tous les militants ouvriers communistes, socialistes, anarchistes, syndicalistes... assassinés et réprimés par le stalinisme, de Moscou à Paris, de Barcelone à Mexico.

Nous rendons hommage à tous ceux qui n'ont pas accepté la dégénérescence de l'URSS, qu'ils considéraient, à juste titre, comme la plus importante conquête des travailleurs du monde issue de la révolution d'Octobre 1917. Hommage à tous ceux, quels que soient leurs courants, qui ont contribué aux trois révolutions russes, et dont la bureaucratie — parce qu'elle était la négation d'Octobre 1917 — a cherché à briser la continuité.

D'aucuns s'interrogeront peut-être sur le sens de ce rassemblement, plus de vingt ans après la disparition de la bureaucratie stalinienne comme centre international contre-révolutionnaire, détruisant l'Union soviétique en 1991... A ceux qui s'étonneront et s'interrogeront sur le sens de ce rassemblement, nous dirons : regardez ce qui vient de se passer en Afrique du Sud.

Camarades,

Les images de la tragédie de la mine de Marikana, le 16 août dernier, ont fait le tour du monde. Des policiers, encadrés par des officiers blancs, ouvrent le feu à bout portant sur une manifestation de mineurs noirs, en grève avec leur syndicat, qui demandent des augmentations de salaire.

Trente-quatre ouvriers, selon les sources officielles, sont abattus par la police — dont beaucoup abattus dans le dos —, plus de soixante-dix sont blessés, tandis que deux cent soixante-dix grévistes sont arrêtés et détenus.

Un véritable massacre, dont la presse sud-africaine note qu'il rappelle « *les pires massacres du temps du régime raciste de l'apartheid* ».

Mais la différence majeure avec l'époque du régime raciste, c'est que c'est aujourd'hui un gouvernement des organisations issues du combat contre l'apartheid qui fait tirer sur les ouvriers noirs.

C'est aujourd'hui un gouvernement composé de l'ANC, du Parti communiste sud-africain et de la centrale syndicale Cosatu qui a fait tirer sur les ouvriers noirs, pour protéger les intérêts des grands trusts miniers, c'est-à-dire, en définitive, pour protéger les intérêts de la minorité capitaliste blanche contre les intérêts de l'immense majorité noire.

Honte ! Oui, honte à ces dirigeants du syndicat des mineurs affilié à la Cosatu qui, contre leurs propres syndiqués, contre toutes les traditions de leur propre organisation, ont appelé à briser la grève, aidant les patrons à organiser le lock-out !

Honte ! Oui honte aux dirigeants du Parti communiste sud-africain qui osent écrire, dans un communiqué diffusé le 17 août : « *Le chaos et l'anarchie initiés sous couvert de revendications salariales sont en réalité utilisés comme un moyen de recrutement pour l'AMCWU. (...) Nous appelons à l'arrestation immédiate de Steve Kholekile et de M. Mathunjwa (dirigeants du syndicat des mineurs AMCWU — NDLR), comme coordinateurs, planificateurs et dirigeants de cette violence anarchique.* »

Honte ! Oui honte à ceux qui appellent la police à arrêter les dirigeants du syndicat AMCWU, et osent les rendre responsables de l'odieux assassinat commis par la police. Ne sont-ce pas là les mêmes méthodes staliniennes de la calomnie, du mensonge et de l'appel au meurtre que celles utilisées il y a soixante-dix ans contre Trotsky, Sedov et des dizaines de milliers d'autres ?

Honte ! Oui honte à ceux qui, en Afrique du Sud comme en France, versent des larmes de crocodile sur les victimes tout en camouflant que la responsabilité du massacre incombe au gouvernement sud-africain, gouvernement de « gauche ».

Camarades,

Hasard de calendrier, c'est en Afrique du Sud, accueilli par la direction de l'ANC qui en est membre, que s'est ouvert jeudi (30 août 2012) le congrès de l'Internationale socialiste.

Un congrès qui vient de réélire, à l'unanimité, comme président Georges Papandréou, l'homme qui, depuis trois ans, a dirigé ou participé directement ou indirectement aux gouvernements qui en Grèce, au compte de la troïka FMI-Union européenne-BCE, frappent le peuple grec de ses mémorandums assassins.

Quand les partis issus de la II^e et de la III^e Internationale se portent à ce point aux premières loges de la prise en charge de l'offensive de destruction au compte de l'impérialisme, et cela dans le monde entier, ne sommes-nous pas là au cœur des problèmes soulevés par le programme de la IV^e Internationale : « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* » ?

Nous sommes au cœur des problèmes du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale que notre conseil général a décidé de convoquer pour le mois d'avril 2013.

Camarades,

Avant-hier, le procureur a annoncé l'acte d'accusation porté contre les deux cent soixante-dix ouvriers grévistes arrêtés : ils sont accusés, tenez-vous bien, du meurtre de leurs trente-quatre collègues assassinés par la police ! (2)

Rien n'est plus urgent que de répondre à l'appel lancé par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples au mouvement ouvrier et démocratique : que dès lundi, par centaines et par centaines, des motions syndicales affluent à l'ambassade

d'Afrique du Sud pour exiger du gouvernement l'arrêt immédiat de la répression et la libération de tous les ouvriers emprisonnés !

La IV^e Internationale, et sa section azanienne, partie prenante du combat du Socialist Party of Azania, l'affirment haut et fort : la tragédie de Marikana est la conséquence directe des accords de Kempton Park de 1994, qui ont vu les dirigeants de l'ANC, du Parti communiste et de la Cosatu passer un accord avec les héritiers de l'odieux régime de l'apartheid, afin de préserver — quelle que soit la couleur de peau de ceux qui sont au gouvernement — les intérêts de la minorité blanche, de préserver la propriété privée des trusts miniers qui pillent le sous-sol, de préserver la propriété privée des terres par une poignée de grands propriétaires fonciers blancs, de poursuivre le paiement de la dette contractée par le régime de l'apartheid.

La tragédie de Marikana est la conséquence directe du renoncement à instaurer une République noire, c'est-à-dire le pouvoir de l'immense majorité qui peine et qui souffre, transférant entre ses mains la propriété des mines et des terres. Oui, « République noire ! », ce mot d'ordre que Trotsky défendait dès le début des années 1930 dans les discussions avec les militants de l'opposition de gauche sud-africaine.

La tragédie de Marikana est là pour nous rappeler que la subordination aux institutions du système capitaliste en décomposition ne peut conduire ceux qui l'acceptent qu'à aller jusqu'au bout, jusqu'aux pires formes de répression et de destruction contre la classe ouvrière, ses organisations et la démocratie politique.

La IV^e Internationale n'a pas d'intérêts distincts de ceux des opprimés et des exploités. Avec nos camarades d'Afrique du Sud, nous soutenons — et cela, quelles que puissent être nos appréciations sur d'autres sujets — la position prise par Julius Malema, ancien dirigeant de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, qui a, dès le 18 août, condamné le massacre et désigné la responsabilité du gouvernement, et qui a posé la perspective de la nationalisation des mines !

(2) Cette accusation incroyable était portée par le gouvernement sud-africain en application d'une loi datant de l'apartheid. Cela a provoqué un tel choc dans le pays, de telles réactions parmi les travailleurs et dans les organisations que même le secrétaire général de la Cosatu, Zweli Vavi, a été contraint de déclarer : « *Inculper des mineurs du meurtre de leurs propres collègues par la police, il n'y a pas de mots pour décrire cela. Nous demandons qu'ils soient relâchés sur-le-champ.* »

Donner confiance aux ouvriers dans leurs propres forces, les aider à identifier les obstacles, les aider à se saisir du moindre point d'appui, aussi limité soit-il, pour leur combat, telles sont les méthodes de la IV^e Internationale.

Telles sont les questions qui seront au centre de la préparation du VIII^e Congrès mondial.

Un VIII^e Congrès mondial qui se tient dans une situation d'approfondissement de la crise du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production, une situation où aucun coup ne pourrait être porté contre la classe ouvrière sans la participation des sommets du mouvement ouvrier.

Mais une situation où, malgré les coups les plus brutaux, la classe ouvrière est là, avec ses organisations, et cherche la voie du combat uni avec ses organisations. C'est vrai en Afrique du Sud, c'est particulièrement vrai sur le Vieux Continent européen où, pour reprendre ce que nous écrivions voilà déjà huit mois : « *Partie de Tunisie, la révolution prolétarienne frappe aux portes de l'Europe.* »

Le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale se prépare en rapport direct avec les problèmes fondamentaux posés par ces

processus en Europe et dans le monde. Il se prépare dans le combat que nous menons, en France, pour renforcer la section française de la IV^e Internationale, en construisant avec acharnement ce Parti ouvrier indépendant que nous avons commencé à inscrire comme un élément incontournable du combat pour l'unité des travailleurs et des organisations contre la ratification du TSCG et ouvrant la perspective d'une manifestation nationale dans l'unité, contre toute mesure qui découle d'ores et déjà de la soumission de ce gouvernement aux institutions européennes.

Le VIII^e Congrès mondial se prépare en cherchant largement à ouvrir le débat et le dialogue avec cette couche de militants ouvriers et de jeunes — et insistons en particulier sur la jeunesse — qui se posent aujourd'hui la question de la rupture avec le régime capitaliste en décomposition.

C'est pourquoi la section française a décidé cette année d'inviter à cet hommage des jeunes militants insérés dans les combats de lutte de classe dans leur propre pays.

Vive la IV^e Internationale !

Les enjeux du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

La signification du VIII^e Congrès mondial, c'est la nécessité pour la IV^e Internationale de répondre, par la construction de sections, à une situation marquée par les développements de la révolution et de la contre-révolution. Situation mondiale qui vérifie pleinement la caractérisation, faite par Lénine, de l'impérialisme comme l'époque des guerres et des révolutions. Dans le sillage de la révolution prolétarienne en Tunisie et de ses suites en Egypte (confirmant la théorie de la révolution permanente), la menace de développements révolutionnaires déstabilisant l'ordre mondial a conduit l'impérialisme à répondre par la guerre contre-révolutionnaire en Libye, destinée à empêcher le soulèvement des peuples. Puis, d'emblée, l'impérialisme et ses agents ont provoqué la guerre civile en Syrie, et menacent aujourd'hui l'Iran. Et deux semaines lui ont suffi pour faire exploser le Mali, menaçant toute cette région d'Afrique de dislocation.

La politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme menace de dislocation tous les peuples, toutes les classes ouvrières et toutes les nations. Expression de cette politique, la guerre ne suffit pas à elle seule. L'impérialisme doit pouvoir s'appuyer sur des partis et des appareils pour contenir la poussée révolutionnaire des masses. Face aux développements révolutionnaires en Tunisie, puis en Egypte, il a développé, au nom de la « démocratie », la ligne de la « transition démocratique ». Celle-ci associe les ennemis d'hier, partis islamistes et partis de l'Internationale socialiste, pour former des gouvernements d'Union nationale dont la tâche première est de préserver la subordination de ces pays aux exigences de l'impérialisme. Pour ce faire, ces gouvernements s'attaquent au mouvement ouvrier : en Tunisie, en s'en prenant à la centrale syndicale historique de la classe ouvrière ; en Egypte, en tentant de préserver l'appareil syndical officiel contre les syndicats indépendants.

Dans tous les pays, sous des formes qui varient, le recours à l'intégration des organisations ouvrières est une nécessité pour préserver la domination impérialiste. Le développement révolutionnaire surgi en Tunisie frappe aux portes de l'Europe. Contre des plans d'austérité drastiques, les travailleurs et le peuple grecs se sont dressés, se heurtant à la fois au parti qui prétend parler en leur nom, le Pasok, et à la direction des syndicats liée à ce parti, dont les appels à des « grèves générales » de vingt-quatre heures visaient à contenir le mouvement de la classe ouvrière et l'empêcher de déboucher sur une réelle grève générale balayant les plans de la troïka. Illustration particulière du problème plus général de l'obstacle que constitue la politique des appareils et des conséquences de l'absence de parti révolutionnaire, aussi limités soient ses effectifs.

Questions clés du combat révolutionnaire de la IV^e Internationale, que Trotsky résume ainsi : « *L'intervention active des masses dans les événements historiques est en fait l'élément le plus indispensable d'une révolution (...). Le soulèvement des masses doit aboutir au renversement de la domination d'une classe et à l'instauration de la domination d'une autre (...). Afin de balayer l'ordre social périmé, la classe progressiste doit comprendre que son heure a sonné, se fixer la tâche de conquérir le pouvoir. Ici s'ouvre le chapitre de l'action révolutionnaire consciente où la prévision et le calcul s'unissent à la volonté et au courage. En d'autres termes, ici s'ouvre le champ d'action du parti.* » Et Trotsky précise : « *Sans un parti capable de s'orienter dans la situation, d'apprécier la marche, le rythme des événements, et de conquérir à temps la conscience des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Telle est la relation réciproque entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution et de l'insurrection* » (1).

L'objectif du VIII^e Congrès mondial est d'orienter l'activité des sections à partir de cette appréciation de la situation mondiale pour franchir une étape dans la construction, répondant ainsi à ce que le *Programme de transition* caractérise comme « *la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* ». Nous le savons, le parti révolutionnaire dirigeant ne sera pas construit avant la crise révolutionnaire. Mais pour qu'il puisse se construire au cours de la crise révolutionnaire, il faut un groupe de la IV^e Internationale, menant une politique de front unique visant à aider les masses, par leur mobilisation révolutionnaire sur des revendications transitoires, à avancer sur la voie de la solution à la question du pouvoir.

1. – UNE CRISE TOTALE ET GÉNÉRALE DE LA DOMINATION IMPÉRIALISTE FONDÉE SUR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

a) C'est une crise, totale et générale, de domination de l'impérialisme le plus puissant, celui auquel il revient de garantir « l'ordre mondial » du système fondé sur la propriété privée des moyens de production en décomposition : l'impérialisme américain. Et cela, avec tout ce que cela implique aux plans politique, économique et militaire sur tous les continents. Cette crise totale et générale, à la fois économique, sociale, politique et institutionnelle, pousse les masses opprimées et exploitées sur la voie d'une résistance qui devient à son tour facteur d'aggravation de la crise. Quant à l'impérialisme américain, il concentre sur lui toutes les contradictions de la situation mondiale : il doit imposer son ordre mondial, mais il n'est pas un super impérialisme ; il aurait besoin d'un pouvoir fort (de type fasciste), mais les conditions n'en sont réunies ni au plan national ni au plan international (cf. plus loin).

b) La succession des moyens parasitaires auxquels le capitalisme putréfié a recours depuis 1929 n'a fait que différer l'échéance et préparer les conditions d'une crise plus ample, plus profonde, plus générale. La phase ouverte avec la crise dite des subprimes, en 2008, a porté ces développements à une échelle inconnue jusque-là, généralisant la tendance à la transformation des forces productives en forces destructrices. L'analyse marxiste mise à jour par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême...*, et prolongée par le programme de la IV^e Internationale, se vérifie ici dans toute sa pertinence : le stade putréfié atteint par l'impérialisme le rend non seulement incapable de développer les forces productives, mais contraint à leur destruction en masse. Le recours aux divers volants d'entraînement parasitaires et artificiels de l'économie d'armement et de la déréglementation financière boursière et monétaire nourrit la formation de gigantesques bulles spéculatives éclatant les unes après les autres. Celle qui a éclaté en 2008 a terras-

(1) Léon Trotsky, « Révolution d'Octobre », conférence prononcée à Copenhague en 1932 devant l'Association des étudiants.

sé le système bancaire et fait s'effondrer des économies nationales entières. A travers ce qui est désigné comme « l'économie de la dette » se dessine la tentative d'instaurer un nouveau type de relations à l'échelle internationale au sein même de la classe capitaliste (entre les différentes bourgeoisies) et à l'intérieur même de chaque bourgeoisie nationale (entre ses différents secteurs). Le maître mot est désormais que pour éviter l'effondrement général du système, il faut à tout prix empêcher — ou limiter — la dévalorisation de la dette. L'arme de la dette est utilisée pour imposer la réduction massive et brutale du « coût du travail ». Mais en dépit des milliers de milliards de dollars injectés dans l'économie pour renflouer les banques et les grands groupes spéculateurs, se profile partout le spectre de la récession.

La destruction des nations par l'impérialisme conduit à l'immigration forcée de millions de jeunes et de travailleurs vers les pays impérialistes où ils sont confrontés à une politique systématique de discrimination alors qu'ils s'efforcent de travailler, de survivre et de résister dans les conditions les plus précaires. Dans le monde entier, ceux qui sont le plus durement touchés par la crise du capitalisme sont ceux que, dans le *Programme de transition*, Trotsky appelle « les couches travailleuses les plus opprimées » — la jeunesse, les femmes travailleuses, les immigrés et les nationalités opprimées.

c) La crise de domination de l'ensemble du système impérialiste se concentre au sein même de l'impérialisme américain. Sa domination sur le monde entier se renforce, mais dans des conditions de crise qui ne cessent de s'approfondir. La base en est l'impasse du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. La chute de la bureaucratie stalinienne a profondément déstabilisé l'ordre mondial, dont le maintien repose désormais en totalité sur l'impérialisme américain, contraint d'intervenir toujours plus directement sur tous les théâtres des opérations militaires, économiques et financières. C'est pourquoi, il n'a de cesse de chercher à imposer le par-

tage du fardeau aux impérialismes concurrents. Mais il lui faut aussi en permanence accentuer la pression sur les impérialismes concurrents pour tenter de pénétrer les marchés, conquérir par exemple une influence grandissante sur le sol africain en évinçant les restes de domination de l'impérialisme français. Comme il lui faut accentuer la pression dislocatrice sur la Chine de manière à dégager davantage de retour sur investissement, limité encore aujourd'hui par le maintien de la propriété sociale, de l'économie planifiée et du monopole du commerce extérieur, le tout, dans le cadre du monopole politique du Parti communiste.

d) Sur le plan intérieur : avec une dette gigantesque qui étouffe l'économie, le capital financier des Etats-Unis se doit de dégager des marges de profitabilité plus grandes de manière à apaiser la pression des marchés. C'est ce qui nourrit au sein même de la classe dirigeante le poids grandissant de l'aile protofasciste Tea Party, qui exige ouvertement le démantèlement de tous les droits et garanties de la classe ouvrière, et l'engagement d'une offensive frontale contre elle. Mais cette offensive elle-même, si elle a marqué des points considérables — la dénonciation des conventions collectives dans l'automobile, l'adoption de législations antisyndicales d'une brutalité inouïe dans plusieurs Etats, se combinant à un effondrement économique sans précédent depuis la crise de 1929, avec 50 à 60 millions d'Américains en dessous du seuil de pauvreté et des millions d'expulsions locatives —, se heurte à la résistance de la classe ouvrière. La menace la plus grande du point de vue de la bourgeoisie américaine, c'est ce qui s'est passé dans le Wisconsin et l'Ohio : la mobilisation de la jeunesse et de la classe ouvrière avec ses organisations syndicales, s'en prenant au centre du pouvoir politique, et renouant ainsi avec les grandes pages de l'histoire de la lutte de classe directe aux Etats-Unis.

e) C'est ce qui explique la division de la bourgeoisie américaine entre l'aile fascisante, qui cherche l'épreuve de force contre la classe ouvrière et la jeunesse, et une autre aile incarnée par Obama (et qui semble à l'heure actuelle être appuyée par

les secteurs importants du capital financier), qui, sur un même objectif, privilégie la politique de cooptation-intégration. La subordination des syndicats par leur direction au Parti démocrate — y compris dans le Wisconsin, où les syndicats furent en fin de compte entraînés dans le piège de la campagne pour obtenir la destitution du gouverneur Walker — a créé un climat politique qui a favorisé l'émergence du mouvement "Occupy". Des millions de jeunes (et de travailleurs), ne voyant se présenter aucune alternative politique aux partis jumeaux du capital, se sont tournés vers le mouvement "Occupy", dans lequel ils ont vu le moyen d'exprimer leur colère contre les capitalistes, le sauvetage des banques et les coupes budgétaires. Pourtant, cette vague de résistance saine venue de la base s'est trouvée dès le premier jour en contradiction avec la politique d'ensemble du mouvement "Occupy" (marqué par son refus de porter ses exigences contre l'Etat) et ses formes d'organisation (les décisions prises à l'unanimité, les camps de tentes, etc.) toutes mises en avant par les directions politiques traîtres. Alors que, notamment à Berkeley et Oakland, des groupes "Occupy" furent capables de rompre avec ce modèle en organisant — sur la base de décisions prises à la majorité et en liaison avec les syndicats — des actions de masse sur les revendications auprès de l'Etat (pas de coupes dans les budgets de l'éducation, solidarité avec le syndicat ILWU de Longview, etc.), dans la majorité des cas, en quelques mois, le mouvement "Occupy" fut en grande partie dispersé et, pour une grande part, se retrouva dans l'impasse du Parti démocrate et des confrontations du "Black Bloc" avec la police.

Tout cela n'est rendu possible que par le soutien que les dirigeants de l'AFL-CIO continuent d'apporter à Obama. Mais ce soutien suscite les plus extrêmes réserves de secteurs entiers du mouvement ouvrier, en raison du caractère anti-ouvrier, anti-syndical et antipopulaire du premier mandat d'Obama (cf. plus loin).

f) La crise du capital financier des Etats-Unis reste majeure. La « reprise » est celle des cours de Wall Street, qui, en

ce début d'année 2012, ont « miraculeusement » retrouvé leur niveau d'avant l'éclatement de la crise des subprimes. L'économie américaine est avant tout entraînée par son marché intérieur. Cela a été sa force depuis un siècle et demi, c'est aujourd'hui son talon d'Achille. La paupérisation qui frappe la classe ouvrière américaine entame très largement sa capacité de consommation et contrecarre toute relance réelle d'une économie américaine qui a épuisé — en tout cas de manière immédiate — l'effet d'entraînement des volants parasitaires de l'économie d'armement et de la spéculation. D'où la crise qui déchire les sommets et se répercute dans tous les aspects de la politique de l'impérialisme américain. D'où la pression grandissante de l'impérialisme américain sur l'Europe, et singulièrement sur l'Allemagne, pour lui faire aller le plus loin possible dans la prise en charge du fardeau de la crise du capitalisme.

Il n'en reste pas moins qu'au centre de cette crise, il y a la résistance de la classe ouvrière américaine. Ce qui pose pour le prochain congrès de la section américaine la nécessité de redéfinir les formes et les moyens du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier : préservation de ses organisations contre toute forme de cooptation et combat pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier, ce qui pose la question d'un Labor Party basé sur la rupture du lien de subordination des syndicats avec le Parti démocrate. La construction d'un tel parti pose également la question du lien avec les organisations des opprimés. Cela pose aussi le problème d'un Parti noir indépendant relié au combat pour la construction d'un Labor Party. Combat pour l'indépendance politique qui s'inscrit dans les processus à l'œuvre au sein des organisations ouvrières, dont certaines, engagées dans l'action de classe contre les coupes budgétaires, formulent elles-mêmes la contradiction entre ces actions menées contre la politique d'Obama et le soutien exigé d'elles par le sommet des appareils à la candidature d'Obama et au Parti démocrate.

g) La crise du capital financier des Etats-Unis est mondiale. C'est à cette échelle que se vérifie pleinement

l'affirmation de Marx selon laquelle « *la barrière du capital, c'est le capital lui-même* ». La nature réactionnaire sur toute la ligne de l'impérialisme telle que Lénine l'a définie s'exprime non seulement dans la tendance à la destruction en masse des forces productives, mais aussi dans la tendance à multiplier la chaîne des guerres d'agression contre les peuples. La guerre contre la Libye en 2011 marque le franchissement d'une nouvelle étape après les deux guerres successives contre l'Irak, l'intervention militaire de l'Otan en Serbie et au Kosovo, les guerres d'Afghanistan, l'occupation militaire en Haïti et les multiples conflits dits régionaux suscités notamment en Afrique par l'impérialisme. La guerre en Libye, c'est directement la réponse contre-révolutionnaire à la poussée révolutionnaire des masses initiée il y a plus d'un an en Tunisie. C'est aussi la mise en œuvre d'une politique qui, par tout, tend à démanteler les nations, les cisailer, les morceler. Le capitalisme à l'agonie n'a d'autre ressource que de s'engager dans une guerre contre les travailleurs et les peuples du monde entier, guerre sociale, guerre militaire, guerre de dislocation de la nation et de la civilisation humaine. Politique de guerre qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, menace de s'étendre à la Syrie ou à l'Iran. La déclaration de la IV^e Internationale « *La guerre impérialiste et la révolution* », publiée dans *La Vérité*, n° 73, indique clairement ce qu'est notre position sur la signification de la guerre.

h) Cette crise n'est pas conjoncturelle : elle est l'expression de l'impasse du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production qui n'offre aucun avenir à l'humanité, hormis celui de la déchéance, de la destruction, de la ruine. Toutes les institutions de la classe capitaliste, nationales et internationales, sont en crise de décomposition. Il ne reste comme seul recours à la bourgeoisie prenant appui sur la politique des appareils que de tailler dans la chair des nations, et d'abord et avant tout de tailler dans la chair de la classe ouvrière. Le maître mot est « réduction du coût du travail ». Tout ce qui a été conquis par la lutte de classe depuis soixante ans (et en réalité depuis deux cents ans) doit être mis

à bas. Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, la nécessité de la révolution prolétarienne — pas seulement comme une nécessité historique, mais comme un besoin immédiat — ne s'est imposée avec une telle évidence face à un système qui ne parvient même plus à fournir l'ombre de l'apparence de sa capacité à surmonter ses contradictions. Mais la contradiction reste majeure entre la profondeur des processus révolutionnaires et la faiblesse du facteur subjectif. Au cœur de cette situation mondiale marquée par les guerres et les révolutions, l'activité des sections de la IV^e Internationale peut rapidement devenir un élément déterminant du dénouement de la situation.

i) Contrairement à l'image plus souple qui avait été annoncée, **le premier mandat d'Obama s'achève sur un durcissement des relations politiques, diplomatiques, militaires, économiques avec le reste du continent** (coups d'Etat au Honduras, au Paraguay, intervention accentuée en Haïti, mise en place de sept nouvelles bases militaires, etc.), offensive contre les peuples du continent qui se relie à l'offensive à l'intérieur même contre les masses populaires des Etats-Unis. Dans cette offensive, l'administration Obama a fait jouer l'appui de l'AFL-CIO et ses liens avec les organisations syndicales de la région dans le cadre de la Confédération syndicale des Amériques-Confédération syndicale internationale (CSA-CSI) pour préserver ses intérêts (non sans contradictions, vu la déclaration conjointe de la centrale de Colombie et l'AFL-CIO contre un traité de libre commerce entre les deux pays) et pour imposer le cadre de la « gouvernance » visant à canaliser la résistance des travailleurs vers le « dialogue social ». Contradictoirement, ce durcissement des relations, face à la résistance accrue des masses, aboutit à aggraver la crise de domination de l'impérialisme, comme le démontre le fiasco du sommet de Carthagène en avril, boycotté ou abandonné par plusieurs gouvernements, crise qui se poursuit dans l'Organisation des Etats américains (OEA), ébranlée et opposée dans les faits à l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), remettant en cause tout le système établi à la fin de la Seconde

Guerre mondiale comme expression de l'hégémonie politique, diplomatique et militaire des Etats-Unis : certains pays ont dénoncé le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) de 1947 ; d'autres pays, qui ont soutenu des dictatures militaires, sont sortis de l'Ecole des Amériques (école militaire au Panama qui a formé et encadré des générations de militaires).

2. – SUR LA SIGNIFICATION DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

a) Dans ce contexte de crise mondiale généralisée du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, l'irruption de la révolution prolétarienne en Tunisie a brutalement rappelé à la réalité tous ceux qui (tel le Secrétariat unifié [2]) prétendaient que la page ouverte par Octobre 1917 était définitivement refermée. Les premiers pas de cette révolution ont vérifié cette loi générale commune à toutes les révolutions prolétariennes : dans un premier temps, les masses se tournent vers leurs vieilles organisations, en l'occurrence la centrale syndicale UGTT, produit organique de la lutte de classe historique du prolétariat tunisien, très largement cooptée par le régime corrompu et revivifiée d'une certaine manière par le surgissement des masses (intégrant la participation des cadres intermédiaires). Représentation politique de fait du prolétariat tunisien, l'UGTT a pris la tête de la nation se dressant pour sa souveraineté et la rupture des liens de subordination à l'impérialisme, exprimant la place qu'occupent le prolétariat et ses organisations dans le règlement des questions de l'indépendance et de la souveraineté dans les pays dominés.

Ce qui s'est exprimé également lorsque l'UGTT a manifesté contre la tenue de la prétendue conférence des « Amis de la Syrie » en déclarant : « *Nous n'acceptons pas que soit menacée la souveraineté.* » Cette première phase de la révolution tunisienne a également vérifié la tendance des masses à aller au-delà des organisations constituées, bâtissant leurs propres

comités de défense de la révolution et les articulant à l'existence de l'UGTT. Elle a vérifié toute l'actualité de la théorie de la révolution permanente. La révolution tunisienne a revêtu et revêt un contenu démocratique (elle a mis à bas la dictature et a instauré la liberté des partis et la liberté d'expression), social (les deux se combinant dans le mot d'ordre « *De l'eau, du pain, dehors Ben Ali* » se dressant contre la corruption et le pouvoir des grands propriétaires), et, au-delà, un caractère national, par la mise en cause de la soumission de la Tunisie aux grandes puissances impérialistes, qui pillent la nation et surexploitent sa main-d'œuvre bon marché dans le cadre des politiques de déréglementation, de délocalisations, etc.

Il faut souligner la place particulière de l'Union européenne, qui, par ses prétendus accords d'association, a joué et continue de prétendre jouer un rôle majeur dans l'assujettissement de la nation tunisienne aux exigences de l'impérialisme. Il est significatif que les gages exigés par l'impérialisme du nouveau gouvernement tunisien se concentrent sur le maintien des prétendus accords d'association.

b) Dans son développement, la révolution tunisienne a mis à l'ordre du jour les conditions mêmes de la conquête d'une authentique démocratie combinant les questions de ses formes d'organisation politique et institutionnelle, et de son contenu social et national. Ce fut le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine auquel le régime tenta de résister et devant lequel il dut finalement céder tout en s'attachant à vider l'assemblée élue à l'automne de tout caractère véritablement constituant. Nous avons analysé dans *La Vérité* l'offensive de l'impérialisme à travers l'instrumentalisation du prétendu islamisme modéré, dans le but de contenir et faire refluer la vague révolutionnaire en maintenant les accords d'association avec l'Union européenne et l'ensemble des dispositifs de l'impérialisme mondial. Ainsi se trouveraient garantis des intérêts bien

(2) Courant issu de la crise de la IV^e Internationale (1952-1953), qui se revendique frauduleusement du trotskysme (NDLR).

compris des multinationales et aussi la possibilité, en combinant cette politique avec la pression exercée par l'intervention de la présence militaire impérialiste en Libye, d'en faire un point d'appui pour faire refluer tous les processus révolutionnaires à l'échelle mondiale.

c) La IV^e Internationale est le seul courant politique à avoir rejeté et combattu le concept réactionnaire de « révolution arabe », dont la fonction était de masquer le contenu social et national du processus révolutionnaire enclenché en Tunisie. Si le deuxième maillon de la prétendue révolution arabe — mais réel processus révolutionnaire prolétarien — fut le développement révolutionnaire en Egypte, le troisième fut la Grèce, qui n'avait en commun avec les deux précédents ni la langue ni la culture, mais un contenu social : le soulèvement des classes ouvrières et des peuples contre l'impérialisme qui les conduit à la barbarie et prétend piétiner toute forme de démocratie et de souveraineté.

d) La révolution tunisienne est entrée dans une nouvelle étape. Son enjeu se concentre dans la capacité de ce qui, aujourd'hui, constitue la seule représentation politique de fait de la classe ouvrière, à savoir l'UGTT, restée fermement sur le terrain des revendications, à résister à toute forme d'inféodation et de subordination au régime. En Tunisie comme à l'échelle mondiale, la question centrale se ramène à la crise de la direction du prolétariat. Il a manqué, dans cette première phase de la révolution, un parti ou un noyau révolutionnaire suffisamment enraciné, capable d'ordonner le combat pour la Constituante souveraine (y compris au sein de l'UGTT) contre le rétablissement de la domination impérialiste. Pourtant, rien n'est joué. Les masses n'ont pas été défaites. La centrale syndicale elle-même reste sur le terrain du combat pour les revendications, refusant de céder aux injonctions du nouveau pouvoir. La constitution d'un noyau politique autour du bulletin *Sawt Al Oummal* fournit un levier, certes modeste, pour mener un combat ordonné au compte de la IV^e Internationale s'insérant dans le mouvement même par lequel la classe ouvrière

avec ses organisations cherche à faire prévaloir les objectifs mêmes qui sont ceux de la révolution depuis l'origine. A juste titre, la IV^e Internationale a refusé de confondre le processus authentiquement révolutionnaire prolétarien qui s'est développé en Tunisie, et sous une forme différente en Egypte, avec les développements en Libye ou encore plus récemment en Syrie. Dans ce dernier cas, un indiscutable soulèvement d'une partie de la population contre une dictature féroce a été immédiatement saisi par l'impérialisme pour faire prévaloir sa volonté de contrôle de la situation, d'ordonner une politique contre-révolutionnaire de démantèlement des nations et des Etats. (C'est pourquoi il faut annexer à ce rapport la déclaration de la IV^e Internationale sur les événements en Syrie publiée en mars 2012.)

3. – SUR LA SIGNIFICATION POLITIQUE ET LES MOYENS DE LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER CONTRE LA MARCHÉ AU CORPORATISME

a) Ce qui donne à la situation mondiale son caractère inédit, c'est l'impossibilité pour les classes sociales fondamentales à conclure, à court terme, dans un sens nettement favorable à leurs intérêts. Du point de vue de la classe ouvrière, le processus révolutionnaire qui mûrit et met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale est confronté au non-règlement de la question de la direction. (C'est pourquoi, répétons-le, cette question est au centre du VIII^e Congrès mondial). Quant à la classe capitaliste, elle ne pourrait s'ouvrir une perspective que sur la base d'une destruction en masse des forces productives à une échelle jamais vue jusqu'alors. Un tel objectif supposerait, répétons-le, qu'elle puisse imposer, au moins dans les principaux pays capitalistes, un régime de type fasciste, capable de briser toute forme d'organisation de la classe ouvrière et de démocratie politique. Aujourd'hui, les conditions ne sont réunies dans aucun pays pour un tel objectif, même si, dans le cas des Etats-Unis, des tendances fascistes

au sein de la classe dominante se font ouvertement jour.

b) C'est pourquoi la recherche de l'intégration corporatiste est la clé de voûte de la politique de la classe capitaliste à l'échelle internationale. La classe ouvrière n'est classe pour soi qu'organisée et, à travers son organisation, consciente de ses intérêts spécifiques et particuliers, et de sa capacité à les faire prévaloir. La tendance générale du capitalisme entré dans sa phase de putréfaction, a expliqué Trotsky dans les années 1930, est de se détourner des formes « classiques » de la démocratie politique (bourgeoise, caractéristique de la phase ascendante du capitalisme) pour s'orienter vers le bonapartisme, inséparable de la tendance à l'intégration des organisations. Celle-ci prend aujourd'hui des formes inédites. Il en est ainsi du L20 (Labor20) qui, avec le Business20, s'articule au G20 des gouvernements les plus puissants de la planète. Cette politique d'association et d'intégration aux institutions internationales du capital se décline à tous les niveaux. Elle implique l'offensive pour transformer l'Organisation internationale du travail (OIT) en instrument intégré de la gouvernance mondiale. Cependant, s'agissant de l'OIT comme de l'ensemble des institutions au sein desquelles les organisations ouvrières sont amenées à agir, le processus n'est pas achevé. Il revient à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples d'ordonner le combat de défense des conventions de l'OIT, et donc des prérogatives des organisations syndicales qui — certes dans un cadre de collaboration de classe — se voient reconnues dans leur rôle de défense des intérêts particuliers de la classe ouvrière.

c) La lutte contre le corporatisme et pour l'indépendance du mouvement ouvrier est un axe politique majeur de l'activité de toutes les sections de la IV^e Internationale. Le capital financier exige des sommets des appareils qu'ils aillent jusqu'au bout de l'intégration et signent des pactes et accords qui démantèlent les garanties collectives. La classe capitaliste sait qu'elle n'a aucune chance d'avancer, même partiellement, vers les objectifs d'atomisation de la classe

ouvrière que lui impose sa propre crise si elle ne parvient pas à y associer les organisations ouvrières. Le combat contre l'intégration corporatiste et pour l'indépendance du mouvement ouvrier sous toutes ses formes est une tâche centrale des sections de la IV^e Internationale. Elles ne peuvent le mener qu'à la condition d'être attentives aux mouvements contradictoires qui voient la classe se saisir des vieilles organisations pour les charger du mandat de la défense des revendications (donc de l'existence de la classe comme classe pour soi) au moment même où les sommets s'orientent de plus en plus ouvertement sur l'intégration aux mécanismes corporatistes menaçant de destruction la classe et ses organisations. Intégration à laquelle, au niveau intermédiaire, une large couche de cadres et militants ouvriers — sans nécessairement rompre avec la politique des sommets — cherche à résister, se faisant ainsi, même si c'est de manière contradictoire et oscillante, les vecteurs de la volonté de la classe ouvrière de préserver l'indépendance des organisations. Les éléments contenus dans les résolutions des XIV^e, XVII^e et XVIII^e Congrès de la section française, en relation avec la question de la transition dans la construction du parti — qui marquent un moment du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale — restent nécessaires à l'élaboration d'une telle politique.

d) Une politique correcte de front unique cherchera en permanence à rassembler sur le terrain de la défense des revendications, du retrait des plans destructeurs, donc de l'indépendance des organisations ouvrières. De larges couches de travailleurs et militants sans, à ce stade, rejoindre la politique de la IV^e Internationale (ni même parfois les formes transitoires qu'elle emprunte), sont disponibles, dans un contexte de crise ouverte de toutes les organisations, pour participer à ce combat politique conscient pour l'aide à la mobilisation de la classe qui, sur la base de ses revendications, débordera le cadre de l'intégration corporatiste auquel on prétend soumettre les organisations. Pour mener une telle politique, les militants de la IV^e Internationale doivent être attentifs à saisir tous les élé-

ments contradictoires de la situation mondiale. A savoir que partout l'offensive du capital cherche à atomiser, individualiser la classe en remettant en cause le caractère collectif de ses conquêtes (conventions collectives, statuts, etc.), et l'existence même de ses organisations, manipulant à cet effet, avec l'appui des appareils, les mouvements du type « Indignés »-« Occupy ». Par ailleurs, une chose est de garder à l'esprit le caractère intégralement contre-révolutionnaire de la politique des appareils qui dirigent le mouvement ouvrier, autre chose est de comprendre que, sans que cela change leur nature, ces appareils eux-mêmes sont soumis à des pressions contradictoires : celle de la bourgeoisie, qui exige d'eux un degré de capitulation sans précédent, et celle de la classe et des militants et cadres intermédiaires qui veulent préserver le caractère de classe des organisations. D'où une situation qui peut sembler paradoxale, où les mêmes organisations peuvent en un court laps de temps accepter des accords autodestructeurs de la classe (par exemple, l'AFL-CIO dans le cadre de la remise en cause des accords de l'automobile), signer des pactes ouvertement corporatistes, intégrationnistes, destructeurs des acquis de la classe ouvrière (par exemple, le pacte social signé par les Commissions ouvrières et l'UGT en Espagne) ou encore être très largement intégrés au régime (comme on l'a vu dans le cadre de l'UGTT) et se retrouver à très peu de distance amenées à combattre sur le terrain de la défense de l'indépendance de l'organisation, par exemple contre les tentatives d'imposer des législations anti-syndicales dans l'Ohio, ou encore en appelant à la grève contre la politique du nouveau gouvernement Rajoy en Espagne contre la réforme du travail, ou encore, on l'a vu, dans le cadre du processus révolutionnaire en Tunisie.

Bien évidemment, aucun pronostic ne saurait être fait sur la durée, nécessairement limitée, de ces mouvements de résistance, qui, encore une fois, ne changent pas la nature des appareils, qui, par nature, sont définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois. Mais une politique révolutionnaire n'est pas basée sur des pronostics. Elle est fondée sur une ligne

de développement. Et cette ligne de développement, c'est celle qui permet de saisir qu'il n'y a de place pour la IV^e Internationale que dans l'aide au mouvement pratique par lequel la classe cherche à préserver le caractère de classe de ses organisations, conquêtes et institutions, pour réunir les meilleures conditions de son combat. Parties prenantes de ces processus, les sections de la IV^e Internationale peuvent être amenées à jouer un rôle déterminant dans ce mouvement en progressant dans la construction du pôle politique indépendant. Il demeure que ces deux tendances de fond, intégration corporatiste ou marche à la défense des revendications et indépendance des organisations, sont irréconciliables. Une politique correcte de front unique, cherchant à matérialiser sous des formes adaptées une politique de transition s'intégrant dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, consiste à saisir le mouvement par lequel la classe cherche elle-même à saisir ses organisations et à préserver leur indépendance, et à l'aider à se dresser contre la politique imposée par les appareils.

C'est aujourd'hui une tâche centrale qui se relie aux questions de l'issue politique et du combat pour la démocratie et la souveraineté, formes transitoires indispensables au combat pour l'expropriation du capital et la dictature du prolétariat. On ne peut comprendre ces processus à l'œuvre au sein des organisations (qui, par exemple, aboutissent au fait que même la mise en place de la CSI ne suffit pas à remettre en cause le caractère de classe des organisations nationales qui y sont affiliées, bien que ce cadre ne soit pas neutre) sans revenir à l'hypothèse théorique du *Programme de transition* : à savoir qu'on ne peut exclure catégoriquement que, placés dans des circonstances exceptionnelles, les appareils puissent aller plus loin qu'ils ne le voudraient eux-mêmes sur la voie de la rupture et que, dans cette voie, nous leur promettons un soutien inconditionnel tout en développant une propagande permanente sur ce que devrait être une authentique politique ouvrière indépendante et un véritable gouvernement ouvrier et paysan. C'est sur cette ligne de front unique que les sections

de la IV^e Internationale agissent en permanence dans le mouvement ouvrier, écartant la tentation d'une politique de dénonciation impuissante et œuvrant à aider la classe à dégager pas à pas les éléments de son action indépendante aussi bien au plan syndical qu'au plan politique.

e) L'accusation principale que porte la IV^e Internationale contre les vieilles organisations issues du stalinisme ou de la social-démocratie, c'est, dit le Programme de transition, leur refus de rompre avec le demi-cadavre politique de la bourgeoisie. A l'époque de l'impérialisme décomposé et putréfié, qui entraîne l'humanité sur la voie de la barbarie, ce refus de rompre le lien qui les unit au demi-cadavre politique de la bourgeoisie conduit ces partis non seulement à accompagner la politique de destruction, mais à la prendre directement en charge, à la mettre en œuvre et à la revendiquer. Cela s'exprime d'abord dans la place que les dirigeants de ces partis occupent dans les gouvernements qui portent les coups les plus meurtriers contre les travailleurs et les peuples (Papandréou, Socrates, Zapatero), et dans le rôle qu'ils revendiquent dans la mise en œuvre des dispositifs corporatistes de la gouvernance : on a vu par exemple, en Allemagne, le dirigeant syndical social-démocrate Sommer « revendiquer » la mise en œuvre du prétendu dispositif d'aide à la Grèce dont on connaît le véritable contenu. Il n'en reste pas moins que le mouvement pratique de la classe n'a d'autre choix que de se saisir de ses vieilles organisations. Cela est vrai, on l'a vu, des organisations syndicales. Sur un plan politique, le long processus de dégénérescence des partis issus de la Deuxième Internationale n'a pas modifié qualitativement la place de cet appareil, qui reste l'axe majeur d'intégration corporatiste. Ces partis restent des partis ouvriers bourgeois dans une combinaison différente que dans les années 1930, mais que les masses essaient d'utiliser (particulièrement au niveau électoral) face aux partis directement bourgeois. C'est autour de cet appareil que s'ordonnent aussi les partis ou forces issus de l'éclatement de l'appareil stalinien à l'échelle internationale tels que le pablisme (3). Il faut tenir compte de la modification qualitative qui

s'est opérée dans le mouvement ouvrier après la dislocation de l'URSS et l'éclatement de l'appareil stalinien à l'échelle internationale. Personne ne peut remplir le vide laissé par le stalinisme, mais pourtant c'est un besoin pour l'ordre impérialiste mondial. Rappelons que, depuis 1995, dans la conférence de Copenhague, ont été lancés les forums sociaux. Parallèlement, le Secrétariat unifié a décidé dans son congrès que la « *page d'Octobre était tournée et que l'objectif n'était plus l'expropriation du capital, mais le partage des richesses* ». C'est dans ce cadre que les appareils ont fait tout ce qui était possible pour imposer et propager leur politique réactionnaire consistant à atomiser la classe ouvrière (ONG, forums sociaux...), utilisant le phénomène des indignés dans le même sens.

f) Les situations nationales diffèrent d'un pays à l'autre. Sur un même axe, les tactiques doivent être différenciées. Mais il est des règles communes. Un : les sections de la IV^e Internationale ne peuvent combattre si elles n'établissent pas nettement et clairement aux yeux des masses la nature contre-révolutionnaire des appareils. Deux : nous aidons le mouvement par lequel les masses elles-mêmes cherchent instinctivement à formuler la question politique de la nécessaire rupture de ces partis d'avec l'impérialisme. Trois : il nous revient de traduire cette politique à la fois dans les formulations posant la question du pouvoir (sous une forme adaptée : le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan), mais aussi et d'abord le terrain même de la lutte de classe directe, aidant le mouvement de la classe à surmonter le barrage contre-révolutionnaire des appareils. En cherchant à éviter un double écueil : celui de l'adaptation à la politique des appareils qui consisterait à ne pas qualifier devant la classe le contenu de leur politique ; et celui d'une politique de dénonciation qui ne prendrait pas en compte le mouvement réel qui cherche, en dépit des appareils, à résoudre la question sur le terrain pratique de la lutte de classe.

(3) Voir note page 6.

4. – À NOUVEAU SUR EUROPE ET AMÉRIQUE

a) « Certes, il ne saurait être question pour l'Amérique d'arriver à organiser le chaos du marché mondial et d'assurer ainsi la stabilité du capitalisme pour de longues années, sinon pour toujours. Au contraire, en refoulant les pays européens sur des secteurs de plus en plus étroits, l'Amérique prépare une aggravation sans précédent des rapports internationaux, de ses rapports avec l'Europe et des rapports intérieurs de l'Europe », écrivait Trotsky en 1925 (4). Sans doute, l'affirmation selon laquelle l'impérialisme dominant est impuissant à stabiliser sa situation reste d'une totale actualité. Cependant, la quantité s'est transformée en qualité. Durant des décennies, l'offensive menée par l'impérialisme américain pour évincer les impérialismes concurrents de toutes leurs positions n'a cessé de s'étendre, qu'il s'agisse de la conquête des marchés, du contrôle des colonies, puis des ex-colonies, du partage des zones d'influence. Cela ne suffit plus. Désormais, le capital financier nord-américain ne se contente pas d'ordonner au reste du monde (et en particulier aux impérialismes concurrents) de supporter un poids grandissant du règlement de la crise et du maintien de l'ordre impérialiste ; à présent, il taille directement dans la chair des principales nations impérialistes.

b) **Vingt ans après Maastricht, les institutions de l'Union européenne ont volé en éclats.** Certes, la « construction européenne » a été dès l'origine encouragée par l'impérialisme américain, qui, loin de s'inquiéter de l'émergence d'une improbable puissance rivale, y a vu un moyen de garder le contrôle de la situation en Europe, notamment au travers des institutions supranationales. Les bourgeois européennes, en acceptant le traité de Maastricht et sa monnaie unique, ont abdiqué de pans entiers de souveraineté. Elles estimaient alors n'avoir pas le choix : sous la pression grandissante du talon de fer de l'impérialisme américain, confrontées à la résistance de leur classe ouvrière respective, elles y voyaient un moyen qui permette de préserver l'es-

sentiel. Mais rien n'est préservé ! Les traités aujourd'hui en voie de ratification — Mécanisme européen de stabilité (MES) et traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) — auraient comme conséquence, s'ils s'appliquaient jusqu'au bout, de liquider toute forme, même apparente, de démocratie et de souveraineté pour les principaux pays impérialistes. Ils instaurent un véritable FMI européen (intégrant le FMI lui-même) doté de tous les pouvoirs supranationaux et dirigé par un conseil des gouverneurs dont la mission est de s'assurer que la conditionnalité des prêts permettra de « sauver » les avoirs des capitalistes et des spéculateurs, un conseil autorisé à dépêcher sur place des gauleiters chargés d'ordonner l'application des plans anti-ouvriers, réservant à tous les pays d'Europe un sort comparable ou pire à celui réservé au peuple grec. Mais ces plans sont inapplicables. Les considérants mêmes du traité TSCG peuvent être résumés ainsi : « Nous rappelons ici tous les objectifs du traité de Maastricht. Aucun n'a été atteint. Tous ont volé en éclats sous les coups combinés de la crise générale du capitalisme et de la résistance de la classe ouvrière. Nous voulons nous doter de moyens d'exception pour instaurer une véritable dictature permettant de briser ces résistances et imposer cette offensive contre la classe ouvrière. » Ces formulations traduisent l'ampleur de la résistance ouvrière. Mais, dans le même temps, Merkel et Sarkozy se voient intimer l'ordre par l'impérialisme américain de mettre en œuvre une politique qui assèche les ressources du Vieux Continent pour préserver les besoins du capital nord-américain, et de franchir un cap dans l'offensive contre leur propre classe ouvrière. Dans des pays comme la France ou l'Espagne, l'application du traité TSCG exigerait que, dès 2013, les dépenses publiques soient amputées de 30 à 40 % par rapport à l'année 2012 !

c) **Aucune offensive contre la classe ouvrière ne peut atteindre ce résultat.** Tout le monde le sait. Mais c'est une indi-

(4) Extrait d'un discours prononcé le 25 mai 1925 et reproduit dans *Europe et Amérique*.

cation de la brutalité et de la violence qui doivent être déchaînées contre la menace d'une vague révolutionnaire gagnant tout le continent. La *Folha de São Paulo* écrit : « *Le "plan de sauvetage" réduit la Grèce à l'état de colonie : sans monnaie, sans autonomie budgétaire, sans crédit, sans rien (...). Evidemment, personne ne porte le moindre intérêt à la Grèce et encore moins aux Grecs du commun. Ce que l'élite européenne prétend, c'est gagner du temps (...), protéger les banques et les gouvernements européens d'un "accident" en Grèce (par exemple une révolution).* » En Grèce même, Georges Karatzaferis, chef du parti d'extrême-droite Laos, déclarait avant de s'engager à mettre en œuvre le nouveau mémorandum de la troïka que cela risquait de « *contribuer à l'explosion d'une révolution, qui risquerait ensuite de s'étendre à toute l'Europe* ».

d) Chaque bourgeoisie, chaque gouvernement d'Europe est pris dans une contradiction : nécessité de porter les coups les plus brutaux contre la classe ouvrière (donc ratifier les traités) et impossibilité de mettre en œuvre ces mesures jusqu'au bout sans précipiter l'explosion. Contradiction également entre la nécessité d'un carcan supranational permettant de justifier les attaques les plus violentes contre les peuples d'Europe et l'hésitation à devoir sacrifier ses intérêts spécifiques. D'où la crise qui à nouveau secoue l'Europe autour de la mise en place du MES et de la ratification du TSCG. Crise entre impérialismes américain et allemand sur la hauteur des financements requis pour la mise en place du MES, tandis qu'une douzaine de gouvernements dirigés par la Grande-Bretagne et l'Italie contestent le cadre du traité signé.

Tous les gouvernements européens s'accordent sur le fait qu'ils n'ont pas d'autre choix que de frapper avec une brutalité inouïe la classe ouvrière, remettre en cause tous les droits et garanties ; tous sont prêts à obtempérer à l'exigence des agences de notation quand elles disent « le coût du travail est trop élevé ». Mais tous ne sont pas convaincus de pouvoir aller jusqu'au bout de la confrontation brutale avec la classe ouvrière. Certes, les dirigeants des différentes bourgeoisies euro-

péennes savent pouvoir compter sur le soutien des appareils qui non seulement refusent de rompre, mais, plus directement, s'engagent au service d'une politique corporatiste. Mais ils savent aussi que ce soutien n'est pas sans faille, que la résistance des masses elles-mêmes tend à contrecarrer la tendance des dirigeants à aller jusqu'au bout de l'intégration corporatiste. Tous savent d'expérience que tout gouvernement européen « de gauche » se voit substituer un gouvernement de droite et inversement, quand ce ne sont pas des combinaisons d'union nationale, que tous obtempèrent à appliquer les politiques de l'Union européenne.

Cependant, tous savent aussi que les masses n'acceptent pas l'avenir de misère et de décomposition sociale qu'on veut leur imposer. Et qu'en dépit des coups portés et des trahisons, les masses cherchent à réaliser les conditions de leur résistance et de leur lutte de classe. Les développements en cours en Espagne illustrent toute la situation. Rajoy, en continuité avec Zapatero, tente d'appliquer fidèlement les exigences du capital financier. Contraints et forcés, pour éviter une explosion incontrôlée, de convoquer une journée de grève générale le 29 mars contre la réforme du Code du travail, les responsables de l'UGT et des Commissions ouvrières ont dû faire face à l'irruption en masse de la classe ouvrière. Mais Rajoy, pris à la gorge, a fait passer le budget meurtrier découlant du TSCG, les dirigeants syndicaux accordant au gouvernement un « nouveau délai » de quatre semaines pour essayer de faire refluer le mouvement de la classe. Ici est posée la nécessité pour les sections de la IV^e Internationale de déployer une politique de front unique sur une ligne mettant au centre la défense et la reconquête de l'ensemble des droits, des garanties, de l'indépendance des organisations, et donc de la reconquête de tous les segments de démocratie et de souveraineté aujourd'hui démantelés.

e) On ne peut pas aborder ces tâches politiques d'un strict point de vue national ou d'une addition de tâches nationales. Il faut revenir aux termes mêmes dans lesquels Trotsky posait la

question : « *L'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les questions essentielles de la reconstitution économique de l'Europe se manifeste de plus en plus nettement devant les masses laborieuses. Le mot d'ordre du "gouvernement ouvrier et paysan" va au-devant de cette aspiration croissante des travailleurs à trouver une issue par leur propre force (...). Il s'agit, pour l'Europe actuelle, de sortir de l'impasse. Il faut indiquer une issue aux ouvriers et aux paysans de l'Europe déchirée et ruinée — indépendamment de la cadence à laquelle marchera la révolution en Amérique, en Australie, en Asie, en Afrique. De ce point de vue, le mot d'ordre des "Etats-Unis d'Europe" est sur le même plan historique que celui du "gouvernement ouvrier et paysan" : c'est un mot d'ordre transitoire, indiquant une issue, ouvrant une perspective de salut et par là même poussant les masses laborieuses dans la voie révolutionnaire (...).* »

Les "Etats-Unis d'Europe" sont un mot d'ordre qui, sous tous les rapports, correspond à celui du "gouvernement ouvrier". Le gouvernement ouvrier est-il réalisable en dehors de la dictature du prolétariat ? A cette question, on ne peut faire que des réponses conditionnelles. En tout cas, nous prenons le "gouvernement ouvrier" comme une étape vers la dictature du prolétariat. » Et Trotsky de préciser : « Certes, si l'on préconise les Etats-Unis d'Europe comme programme indépendant, comme panacée pour la pacification et la restauration en isolant ce mot d'ordre de ceux du gouvernement ouvrier, du front unique, de la lutte de classe, on dégringolera facilement au wilsonisme démocratisé, c'est-à-dire au kautskysme et encore plus bas. » Dans les mois qui viennent, la priorité est de déployer une campagne unifiée dans toute l'Europe contre la ratification des traités. C'est le maillon pratique, immédiat, qui concentre le combat pour les Etats-Unis d'Europe (ou dans la forme où nous l'avons traduit : l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe), relié au combat pour le gouvernement ouvrier.

Ce qui ramène à la construction des sections : « *Le danger n'est pas que l'Europe puisse arriver à une stabilisation,*

à une régénération des forces économiques du capital qui ajourneraient la révolution à une date lointaine et indéterminée. Ce qui est à craindre, c'est que nous ayons à faire face à une situation révolutionnaire dans un avenir si rapproché que nous n'aurons pas encore eu le temps de former un parti communiste fortement trempé. Voilà le point sur lesquels il nous faut concentrer notre attention », écrivait Trotsky en 1935. Voilà le point sur lequel le VIII^e Congrès mondial doit concentrer son attention.

5. – SUR LA LUTTE CONTRE L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE, POUR LA SOUVERAINETÉ DES NATIONS

a) La conférence d'urgence convoquée à Alger en décembre 2011 par le Parti des travailleurs et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) avec le soutien de l'Entente internationale, dans la continuité de la Conférence mondiale ouverte d'Alger de fin 2010, marque une étape importante. Elle indique l'axe sur lequel, sur une ligne de front unique, peut et doit s'ordonner le combat pour la souveraineté des nations. Vingt ans après avoir été lancé par la Conférence mondiale ouvrière ouverte de Barcelone, qui a constitué l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le mot d'ordre « *A bas la guerre, à bas l'exploitation* » prend toute sa signification. La crise mondiale pousse l'impérialisme sur la voie de la généralisation des guerres sur tous les continents, mettant ses agences et institutions internationales et nationales — Otan, ONU, FMI, OMC, Union européenne, mais aussi Organisation de l'unité africaine, Ligue arabe, etc. — au service de plus en plus ouvertement orienté sur le dépeçage des nations, le pillage direct et la « somalisation ».

Partie d'Afrique du Nord, la déstabilisation et la dislocation des Etats frappent graduellement toute l'Afrique subsaharienne, tandis qu'en Afrique centrale reprennent les guerres de dislocation. Dans le prolongement de l'intervention en

Libye, la partition-dépeçage du Mali menace l'Algérie et tous les Etats de la région. L'offensive menée au nom du prétendu islamisme modéré vise à faire avorter les processus révolutionnaires et à imposer des lignes d'émiettement religieuses et ethniques. L'Egypte est elle aussi directement menacée. Comme le souligne la déclaration de la IV^e Internationale sur la Syrie, c'est une tentative de mettre en œuvre ce que l'administration américaine, il y a plusieurs années, avait baptisé « le grand Moyen-Orient », plan d'ensemble visant à disloquer le Moyen-Orient, à remettre en cause les barrières douanières, à imposer la déréglementation et la privatisation, et à instaurer un dispositif militaire sous contrôle américain. Tous les gouvernements de la région sont sommés de s'engager sur cette voie et d'aller plus loin dans les réformes exigées par le FMI. La responsabilité prise conjointement par le Parti des travailleurs et l'UGTA dans la convocation et l'organisation de cette conférence d'urgence est l'expression de la place qu'occupent les organisations de la classe ouvrière dans le combat pour l'indépendance et la souveraineté de la nation (et, en ce qui concerne l'Algérie, dans la continuité de la place qu'occupait la centrale syndicale dès la guerre d'indépendance). Notre responsabilité, dans le cadre de l'Entente, est d'assumer les tâches qui découlent de la Conférence d'Alger et de préparer les conditions d'une campagne à l'échelle de tout le continent pour la paix et la souveraineté, en liaison avec le combat pour l'annulation de la dette et contre les privatisations. Cela implique aussi, dans les pays impérialistes, de mettre à l'ordre du jour l'utilisation de la déclaration d'Alger sur la ligne : « *L'ennemi est dans notre propre pays* », devise des sections de la IV^e Internationale dans les pays impérialistes.

b) Il revient aux militants de la IV^e Internationale, sur une ligne appropriée, de mettre en avant des initiatives politiques de front unique dont le centre est la défense de la souveraineté des nations, la lutte contre la guerre et pour l'annulation de la dette, le refus de toute forme d'ingérence étrangère, le droit pour les peuples de décider eux-mêmes de leur avenir. Ce combat poli-

tique engagé comme une campagne internationale par la conférence d'urgence d'Alger recoupe d'autres questions : des élections libres sans « observateurs » étrangers, aucun droit d'ingérence des puissances impérialistes, le combat pour l'Assemblée constituante, la défense des nationalisations et le refus des privatisations-pillages dictés par l'impérialisme, le combat pour la restauration du contrôle de la nation sur ses ressources, la réforme agraire, etc. C'est la traduction dans les conditions actuelles pour tous les pays opprimés des thèses de la révolution permanente.

c) Dans un contexte où l'offensive de l'impérialisme s'aggrave sur le continent latino-américain comme sur tous les continents, la situation est marquée par le fait que, dans des conditions nationales différentes et avec beaucoup d'éléments qui les distinguent les uns des autres, un certain nombre de gouvernements ont en commun d'avoir été élus et réélus en relation avec l'activité des masses, elles-mêmes chargées d'illusions, combinant un noyau progressiste (les aspirations anti-impérialistes et sociales) et une gangue réactionnaire, à savoir les illusions dans les appareils qui ne sont pas sur le terrain de l'indépendance de classe.

Dans la discussion préparatoire au VIII^e Congrès mondial, il nous faudra réévaluer la situation exacte, en particulier :

- a) les relations entre impérialisme et ces différents gouvernements ;
 - b) les relations entre les masses et ces différents gouvernements ;
 - c) les mesures politiques concrètes prises par ces différents gouvernements ;
- Et, sur cette base, il nous reviendra d'en dégager les conséquences politiques concrètes pour l'activité des sections.

Néanmoins, on ne peut pas exclure que, comme produit de la résistance des masses sur leur propre terrain de lutte de classe, se produisent de nouveaux épisodes comme les mesures limitées de nationalisations partielles de Cristina Kirchner en Argentine (Repsol) ou d'Evo Morales en Bolivie (Rede), et même l'extension des droits ouvriers annoncée par Chavez au Venezuela.

Ce qui confirme ainsi le caractère de gouvernements bonapartistes « sui generis », qui oscillent sans rompre avec l'impérialisme, comme l'avait analysé Trotsky dans les années 1930. Pour la IV^e Internationale, la défense des mesures de souveraineté s'intègre aux revendications propres de la classe ouvrière, dans une politique de front unique anti-impérialiste pour ouvrir la voie à des gouvernements ouvriers et paysans.

d) Sur la campagne Haïti.

L'évolution de la situation en Haïti illustre ce qu'est le « changement » entre Bush et Obama, ce dernier utilisant la tragédie du séisme de janvier 2010 comme prétexte pour réaliser une intervention militaire directe avec deux fois plus d'hommes que n'en compte la Minustah (commandée par le Brésil). Mais Obama a besoin d'aller plus loin, se passant d'intermédiaires. Dans ce contexte, l'« aide humanitaire » de Cuba et du Venezuela à un pays dirigé par un régime fantoche depuis huit ans manifeste la recherche d'un accord avec l'impérialisme dans la région. La résolution du secrétariat international de la IV^e Internationale (janvier 2012) indique que « *la campagne pour le retrait des troupes de la Minustah est un instrument de lutte contre la soumission des gouvernements du continent à la politique des Etats-Unis, dont les conséquences pour les larges masses s'accroissent dans le processus de la crise mondiale capitaliste, en particulier les gouvernements prétendument nationalistes soutenus par les organisations ouvrières et populaires qui participent de la Minustah ou collaborent à l'occupation* ».

A l'échelle du continent, cela est possible après la convocation de la « *journée continentale du 1^{er} juin pour le retrait des troupes de l'ONU d'Haïti, lancée par le meeting continental de São Paulo (5 novembre 2011) qui a constitué le comité continental, et adoptée par la conférence des Caraïbes en Haïti (18 novembre)* », initiatives parrainées par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples avec le soutien des sections de la IV^e Internationale. Au plan continental, la campagne pour le retrait des troupes de la

Minustah est une campagne de front unique anti-impérialiste qui met en cause le rôle des gouvernements dit « progressistes » subordonnés à l'impérialisme, qui, directement ou indirectement, collaborent à l'occupation en relation avec leurs relais politiques dans les autres pays du continent. Cette campagne est un pas sur la voie du démantèlement de toute la domination impérialiste, c'est-à-dire un combat qui met à l'ordre du jour la perspective de véritables gouvernements ouvriers et paysans qui se matérialisent dans la lutte pour l'union libre des nations souveraines de l'Amérique latine et de la Caraïbe en collaboration avec les opprimés et les exploités du Canada et des Etats-Unis.

6. – SUR LE RAPPORT ENTRE LE MOUVEMENT DE LA CLASSE ET LES MOTS D'ORDRE DÉMOCRATIQUES DANS LES PAYS IMPÉRIALISTES

a) **Dans des conditions différentes de la situation des pays dominés, ces questions sont aussi posées pour les pays impérialistes.** Sur une même orientation stratégique qui s'inscrit dans la période d'ensemble de la décadence et de la décomposition impérialiste — qui est aussi, comme nous l'avons montré, la période de l'actualité imminente de la révolution prolétarienne —, il revient aux sections de la IV^e Internationale d'en déduire les mots d'ordre politiques adaptés aux contours de la situation nationale. Ces mots d'ordre s'ordonnent sur un axe stratégique, qui exige de comprendre la place des mots d'ordre démocratiques. Depuis trente ans, la IV^e Internationale a clairement établi l'actualité de la ligne de la démocratie. Dans des conditions qui bien évidemment diffèrent (selon qu'il s'agisse des pays impérialistes ou des pays dominés), l'offensive de l'impérialisme putréfié remet en cause l'existence des nations et de toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques que la bourgeoisie, dans sa phase ascendante, avait été à même de constituer et-ou de concéder. Il revient à la classe ouvrière de prendre sur ses épaules le combat pour la reconquête de la démocratie politique, de

l'indépendance et de la souveraineté des nations, dont le cœur est le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

Car dans les pays impérialistes, la lutte contre la dislocation des nations se mène en toute indépendance vis-à-vis de secteurs de la bourgeoisie qui manifesteraient des velléités de résistance « souverainiste ». Pour nous, la défense du cadre national dans ce cas, c'est la défense du cadre dans lequel la lutte de classe a permis d'arracher et inscrire des droits et garanties. Cette défense est donc inséparable de la défense de l'indépendance des organisations. De la même manière qu'aujourd'hui il est impossible dans les pays dominés de formuler une politique conséquente de front unique anti-impérialiste sans qu'elle intègre la dimension du front unique ouvrier et la place particulière de la classe ouvrière, de la même manière, dans les pays impérialistes, mettre en œuvre de manière conséquente le combat sur le terrain de la lutte de classe exige de poser dans toute sa dimension le combat politique pour l'indépendance du mouvement ouvrier, lequel s'insère dans le combat pour la reconquête de la démocratie.

b) Au corporatisme, système totalitaire qui, pour briser les reins de la classe ouvrière, se doit de briser toutes les conquêtes démocratiques constituées dans le cadre de la nation et les nations elles-mêmes, la classe ouvrière oppose la défense de l'indépendance de ses organisations, mais aussi les mots d'ordre de défense et reconquête de la démocratie politique et les formes mêmes de ce combat de reconquête (y compris dans certains cas la question de l'Assemblée constituante) sans lesquelles le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan perdrait largement sa signification. « *On ne peut renverser le capitalisme ou l'impérialisme par des réformes démocratiques, si "idéales" soient-elles, mais uniquement par une révolution économique* », écrit Lénine, qui précise : « *Mais le prolétariat est incapable de réaliser la révolution économique s'il ne s'est pas éduqué dans la lutte pour la démocratie (...). La solution marxiste de la question de la démocratie consiste dans l'utilisation, par le prolétariat qui*

mène sa lutte de classe, de toutes les institutions et aspirations démocratiques contre la bourgeoisie, en vue de préparer la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, en vue de la renverser » (souligné par Lénine) (5).

Insistons sur « l'utilisation de toutes les institutions et aspirations démocratiques ». Savoir formuler les aspirations démocratiques aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays dominés inclut l'exigence d'élections libres, à la proportionnelle, chargées d'un véritable contenu donnant la possibilité d'une représentation des aspirations des plus larges masses.

Les aspirations démocratiques incluent l'aspiration à l'indépendance des syndicats. Est d'une totale actualité l'affirmation de Lénine selon laquelle « *le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants* :

1 — *le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie* ;

2 — *le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie* » (6).

7. – SUR LES COMITÉS ET LA CONSTRUCTION DU PARTI

a) La révolution tunisienne a donc, dans un même mouvement, saisi la centrale syndicale UGTT, pour la rétablir comme expression de la classe ouvrière comme classe, et constitué les comités de défense de la révolution embrassant les secteurs les plus engagés dans la défense et la consolidation des premières conquêtes de la révolution. Pour autant, on ne saurait confondre le surgissement de tels comités avec la solution à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. L'existence de comités, voire de conseils ouvriers (soviets en russe), peut être la

(5) Lénine : Réponse à Kautsky, août 1916.

(6) Lénine : Une caricature de marxisme, août-septembre 1916.

forme par laquelle le prolétariat résout à son avantage la question du pouvoir, à la condition qu'ils soient dirigés par une organisation (un parti) qui se situe authentiquement sur le terrain de la révolution prolétarienne. Mais en soi, l'existence de comités ou de soviets n'est pas LA solution. Dirigés ou influencés par les appareils traîtres, les comités sont appelés à péricliter ou s'institutionnaliser dans le mouvement même par lequel les appareils font refluer la vague révolutionnaire. C'est la leçon de toutes les situations de ce type. En Tunisie même, la combinaison entre les comités et la centrale syndicale UGTT s'est modifiée dès lors que cette dernière — tout en cherchant à préserver son indépendance — a estimé ne pas pouvoir jouer un rôle actif dans le combat pour que la Constituante soit souveraine et ne pas devoir se présenter aux élections sur cette ligne. Cela s'est accompagné de l'effacement des comités. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient pas appelés à resurgir dans une nouvelle phase de la révolution tunisienne, qui, répétons-le, n'est pas morte, ni qu'ils ne puissent être demain l'instrument par lequel la classe ouvrière et le peuple tunisiens résoudront, à leur avantage, la question du pouvoir. Reste, répétons-le, que l'existence de comités ne règle pas la question du parti, qui demeure la question centrale de toute la période historique.

b) De même, l'action politique des sections de la IV^e Internationale, cherchant à traduire le combat politique pour le front unique dans la constitution de comités (politiques pour l'unité d'action) comme organes politiques de combat pour le front unique est un élément qui peut même, parfois, dans certaines circonstances historiques, faire sa jonction avec le mouvement par lequel les masses constituent leurs propres comités. Toutefois, on ne saurait de manière générale confondre les deux processus : celui par lequel les masses constituent leurs comités au sein desquels les sections de la IV^e Internationale interviennent pour les aider à s'orienter sur la ligne des revendications transitoires comme levier pour la préparation à la prise de pouvoir ; et les comités procédant strictement du combat politique des sections de la IV^e Internationale pour le front unique.

8. – SUR LES RAPPORTS CHINE-ÉTATS-UNIS

a) Une contribution particulière sur les développements de la situation en Chine sera soumise à la discussion du conseil général. Il faut dans ce rapport préparatoire évoquer deux aspects. Le premier, c'est qu'il serait erroné d'assimiler la situation en Chine à celle de l'ex-URSS. Dans l'ex-URSS, la propriété sociale a été démantelée, même si des segments subsistent sur lesquels s'adosse la lutte de classe. L'ouverture au capital a débouché sur la prolifération d'une économie mafieuse qui non seulement gangrène et marque de son sceau tous les développements dans l'ex-URSS, mais contamine l'ensemble de la situation mondiale, confirmant qu'à l'époque de sa putréfaction, le système capitaliste reposant sur la propriété privée des moyens de production n'est plus à même de conquérir les « nouveaux marchés » qui semblent s'ouvrir à lui par le dépeçage de la propriété sociale. La propriété sociale en Chine reste l'élément déterminant des rapports sociaux. La restauration capitaliste n'est pas faite, n'en déplaît à tous les courants (y compris « d'extrême gauche ») qui se plaisent à la décrire comme un nouvel Eldorado capitaliste.

b) D'autre part, on ne peut saisir les tendances fondamentales de la situation mondiale sans revenir sur les rapports Chine-Etats-Unis. La Chine, présentée depuis des années et des années comme, potentiellement, la première puissance économique mondiale, ou à tout le moins comme la bouée de sauvetage d'un système capitaliste menacé, est en réalité au bord de l'explosion. La capacité du capital financier international de s'assurer des marges de profit inespérées dans la production de marchandises — dans le domaine de la technologie comme de la manufacture de produits de première nécessité — n'existe que parce que la bureaucratie chinoise offre d'extraordinaires conditions d'exploitation d'une main-d'œuvre privée de tous droits et contrainte aux conditions d'existence les plus précaires. Mais les conditions mêmes

de cette surexploitation nourrissent au sein du prolétariat chinois un mouvement en profondeur. Les grèves — dans un premier temps dans les entreprises appartenant aux multinationales étrangères — ont conduit à l'élection de délégués avec lesquels les représentants des multinationales et de l'Etat se sont vus contraints de négocier. Dans un deuxième temps, les grèves ont affecté également les entreprises d'Etat. Partout, elles mettent à l'ordre du jour l'organisation de la classe ouvrière chinoise comme classe faisant valoir ses droits collectifs.

c) La IV^e Internationale se doit de revenir en permanence, afin de se l'approprier et d'en tirer toutes les conséquences, sur son appréciation fondamentale des processus de la révolution chinoise, issue d'une authentique révolution prolétarienne conduite par un parti qui n'était pas un parti révolutionnaire, mais un parti de nature petite-bourgeoise, amené à « aller plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec l'impérialisme » (ce qui ne l'a pas empêché, dès le lendemain de la prise du pouvoir, de chercher un accord avec l'impérialisme).

Parce que la révolution chinoise de 1949 n'aboutit pas à la mise en place d'un pouvoir révolutionnaire des conseils ouvriers et paysans, elle fut d'emblée une révolution confisquée. Les rapports sociaux qui en ont découlé sont marqués par l'expropriation du capital. La propriété sociale-propriété d'Etat constitue, encore aujourd'hui, une conquête, expression (déformée) sur un plan social et économique de la dictature du prolétariat. Pour autant, le prolétariat chinois n'a jamais, politiquement, dirigé la société.

Depuis 1949, il s'est au contraire trouvé exproprié politiquement du pouvoir. Les mots d'ordre de la révolution politique, qui se concentrent dans la défense de la propriété sociale et de toutes les conquêtes de la révolution chinoise, sont indissociables du combat pour chasser du pouvoir la bureaucratie parasitaire. Ce combat est celui d'une authentique révolution où la classe ouvrière prend entre ses mains le pouvoir politique, car c'est là le seul moyen de préserver les éléments qui,

au plan social et économique, sont issus de la révolution de 1949. Pour la IV^e Internationale, aucune équivoque n'est possible sur le caractère intégralement réactionnaire et restaurationniste de la bureaucratie chinoise. De cette appréciation doit découler une orientation politique qui corresponde aux besoins de la lutte de classe à l'échelle chinoise comme à l'échelle internationale, et dont l'axe est donné par le fait que seul le prolétariat chinois s'organisant par lui-même peut préserver les conquêtes de 1949 et préserver la Chine d'une dislocation inéluctable sous les coups de boutoir de l'impérialisme.

d) Car même en crise et en relation avec elle, l'impérialisme exerce une pression grandissante sur la Chine. Tous les discours sur le fait que l'économie mondiale serait à la merci de l'économie chinoise ne sont que billevesées. C'est l'inverse. Contrainte de consacrer ses excédents au financement et à la stabilisation de l'énorme dette américaine, la Chine est chaque jour davantage dépendante de l'impérialisme, qui accentue sa pression pour que soient levées les dernières barrières qui préservent le marché chinois d'une totale précipitation dans l'arène du marché mondial, avec toutes les conséquences dislocatrices que cela implique. La réponse à cette situation ne pourra être donnée autrement que par l'organisation indépendante du prolétariat. Certes, le chemin peut être long qui conduit à cette organisation indépendante. Certes, des accords temporaires, partiels, sont possibles et même nécessaires avec tel ou tel secteur issu de la crise de la bureaucratie, dès lors qu'ils se situent, même partiellement, sur le terrain de la défense de la propriété sociale ou en tout cas de l'action concrète contre son démantèlement.

On ne saurait ignorer, bien évidemment, les profondes contradictions qui existent, se développent et s'accroissent au sein de la bureaucratie, entre les tendances les plus ouvertement restaurationnistes (celles qui, d'ores et déjà, tendent à se constituer sous forme de potentats locaux revendiquant la rupture de tout lien avec le pouvoir central et le Parti communiste chinois parce que désireuses, avant tout,

d'accords séparés avec tel ou tel groupe de capitalistes) et d'autres secteurs qui, pour les raisons de leur propre survie comme couche parasitaire, estiment que le pays est déjà allé trop loin dans le sens de l'ouverture au capital et qu'il faudrait à tout le moins ralentir le rythme des réformes sous peine de déboucher sur une explosion incontrôlée.

Sur le terrain de la défense de la propriété sociale, des accords, même limités, sont conformes à une politique de front unique. On ne saurait cependant confondre de tels accords partiels et momentanés avec la voie qui conduit à la révolution politique, laquelle exige, sous des formes que l'on ne saurait déterminer à l'avance, le regroupement indépendant sur le terrain du programme de la IV^e Internationale. La plus grande audace est requise et nécessaire dès lors qu'il s'agit de défendre le droit imprescriptible des ouvriers chinois à disposer de leur propre organisation ou de défendre la Chine et les conquêtes de 1949 contre la menace impérialiste. La plus grande audace est requise sur le terrain du front unique. Mais elle n'est possible que si l'on s'oriente, en en respectant les formes et les rythmes, vers la reconstruction de la section chinoise de la IV^e Internationale, dans la continuité du combat historique de l'Opposition de gauche chinoise de Chen Duxiu et de l'ensemble des camarades trotskystes chinois. Ajoutons que la marge offerte au capital financier exsangue par l'ouverture du marché chinois n'a elle-même qu'un temps. La bulle spéculative menace aujourd'hui d'éclater en Chine même et de la précipiter dans le processus même de la crise mondiale. Sous des formes différentes, en Chine comme en Europe ou dans le reste du monde, la pression exercée par l'impérialisme va dans le sens de la dislocation.

9. – SUR LA CONSTRUCTION DES SECTIONS, LA LUTTE DE CLASSE ET LA TRANSITION

A partir des premiers éléments consignés dans ce rapport préparatoire au

conseil général et des autres documents préparatoires, il reviendra au conseil général de préciser, dans une élaboration à la fois générale et particularisée, ce que sont les conditions de la construction des sections. Sans que cette liste soit limitative, signalons quelques premiers points versés à la discussion :

a) Une section de la IV^e Internationale ne peut se construire comme simple groupe de propagande. Même si ses effectifs sont modestes, elle se doit de combiner la propagande pour le programme et l'intervention directe dans la lutte de classe. Le programme du marxisme perd toute signification s'il n'est en permanence vérifié dans la lutte de classe à travers un dialogue avec les masses permettant de dégager la formulation adaptée des mots d'ordre. Il ne s'agit pas ici uniquement de l'intervention dans la lutte de classe revendicative, de la construction du syndicat, de l'établissement des cahiers de revendications, de l'aide à la mobilisation de la classe sur ses revendications immédiates. A travers cette indispensable intervention dans la lutte de classe, il s'agit aussi d'aider politiquement la classe, dans son propre mouvement, à saisir la nature des obstacles qui se dressent devant elle et, dans ce cadre, de regrouper travailleurs, militants qui cherchent à surmonter ces obstacles dressés par la politique des appareils. Il n'y a pas de « recette » : les formes peuvent varier selon les circonstances et les périodes.

Evoquant les difficultés rencontrées par les deux groupes trotskystes français au cours de la grève générale de 1936, Pierre Lambert souligne (7) que ces deux organisations « s'avèrent impuissantes à poser en termes concrets l'ensemble des problèmes de la lutte des classes dans cette période et particulièrement ceux liés à l'intervention directe des révolutionnaires dans la classe ». L'une engage « un travail syndical » et y obtient « des succès relatifs ». Toutefois : « L'action révolutionnaire dans les syndicats, sauf partiellement dans la fédération des techniciens

(7) Brochure *Quelques enseignements de notre histoire*.

CGT, est conçue seulement comme action "d'opposition". » Concernant l'autre organisation trotskyste, il n'y est « à peu près pas question de concevoir l'utilisation du travail révolutionnaire dans les syndicats comme point d'appui à l'action autonome de la classe. Dans le PCI, aucune perspective de lutte syndicale n'est élaborée, mais un certain travail de base appelant à l'action autonome est engagé. »

Au total : « *Le POI tend à considérer le travail à l'intérieur des syndicats comme exclusif d'un travail de caractère autonome et inversement le PCI oppose l'action autonome au travail à l'intérieur des syndicats : ces deux démarches recouvrent des erreurs symétriques. Le véritable travail révolutionnaire se doit de combiner les deux formes d'intervention qui se complètent : l'une (travail dans les syndicats) en vue de préparer et nourrir l'autre (action autonome), tandis qu'à son tour l'action autonome renforce et élève au-dessus des bornes trade-unionistes de travail à l'intérieur des syndicats. La combinaison de ces deux formes menées en relation avec les étapes concrètes de la lutte de classe vise à renforcer le potentiel d'intervention de l'avant-garde. C'est-à-dire à construire le parti révolutionnaire dans la perspective de la lutte révolutionnaire globale (le pouvoir).* »

b) Les mots d'ordre que nous avançons dans la lutte de classe peuvent concentrer un moment déterminé et en relation même avec le mouvement de la classe le combat pour le front unique et pour la rupture. Mais cela ne signifie pas que tout se résume à un seul mot ordre qui concentre l'action de classe à un moment déterminé. Même minoritaire, la IV^e Internationale a pour vocation de s'adresser à toute la classe. C'est-à-dire à formuler des propositions politiques qui l'aident à s'ouvrir une issue, propositions de combat politique sur lesquelles se regroupe l'avant-garde.

c) Dès lors que l'analyse de la situation mondiale vérifie que plus que jamais la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction, il en découle que la construction des sections suppose l'expression propre de la IV^e Interna-

tionale. C'est le point de départ de tout combat de construction du parti révolutionnaire qui emprunte la voie de la transition, dont l'objectif est de permettre la transition vers les positions de la IV^e Internationale, indépendamment des formes, des rythmes par lesquels elle peut être amenée à s'opérer.

La construction des sections suppose aussi que nous ne réduisons pas notre politique à des mots d'ordre immédiats dans la lutte de classe, indispensables, mais non suffisants. En toutes circonstances — parce que les militants et les sections de la IV^e Internationale sont regroupés sur un programme qui fixe comme objectif l'aide à la mobilisation des masses autour d'un programme de revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir —, il nous revient de formuler la question du pouvoir et d'indiquer par où la classe peut progresser dans cette voie. Ce qui ne débouche pas nécessairement sur une formule arithmétique de gouvernement ouvrier et paysan. Les cas de figure sont multiples et ne peuvent découler que d'une appréciation circonstanciée de chaque situation nationale qui inclut la place des mots d'ordre démocratiques et les formes appropriées du combat pour le front unique, c'est-à-dire pour la rupture des partis traditionnels avec le demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

d) Le VIII^e Congrès mondial aura à établir les termes et les formes d'un véritable tournant de notre travail vers la jeunesse, ce qui implique de saisir et d'exprimer la place particulière de la jeunesse confrontée à cette phase de décomposition ultime de l'impérialisme. Il est vrai que la précarisation de la jeune génération constitue une source de profits pour le capitalisme plus efficace que la suppression des droits de la génération ancienne. De là, découle une conséquence : « les emplois jeunes », le chômage des jeunes, la sous-traitance, la déqualification, les systèmes de retraite à « plusieurs vitesses » (après les contre-réformes). Ce que Trotsky disait dans *La Révolution trahie* est plus d'actualité que jamais : chaque parti révolutionnaire trouve son principal soutien dans la jeune génération de la classe montante.

Il est absolument nécessaire de comprendre cette idée que la majorité de ceux qui seront recrutés à la IV^e Internationale viendra des jeunes si nous voulons que nos sections se dirigent vers une intervention directe et conséquente dans la jeunesse. La faiblesse de notre intervention dans la jeunesse est un des principaux problèmes auxquels se heurte la IV^e Internationale. Le travail jeune ne doit pas être quelque chose de périphérique ou secondaire par rapport à nos activités d'ensemble. Il doit trouver sa place au centre de la construction de toutes nos sections

Il faut axer notre intervention dans la jeunesse sur la mobilisation et l'organisation indépendante des jeunes autour de leurs revendications, dans l'unité avec la classe ouvrière dans son ensemble et ses organisations.

Dans le contexte de subordination des organisations ouvrières traditionnelles aux capitalistes, l'ensemble des luttes de la jeunesse aujourd'hui (dans lesquelles il faut accorder une importance particulière aux luttes des étudiants, notamment au Chili, au Québec, à Porto Rico) prennent des formes plus ou moins indépendantes et sont parfois dirigées par des forces réactionnaires (ONG, altermondialistes, etc.) qui veulent séparer la jeunesse de la classe ouvrière et manipulent ces mouvements contre les organisations ouvrières.

L'apparition des mouvements "Occupy", "Indignés" et #YoSoy132 reflète ces tendances contradictoires. Dans un contexte où un très grand nombre de jeunes ne voient pas dans les organisations ouvrières une alternative politique (compte tenu de leur subordination à travers leurs directions) et où les syndicats d'étudiants sont soit inexistants, soit très faibles, la résistance révolutionnaire spontanée de la jeunesse se dirige vers des mouvements conduits ou dominés par des appareils qui mettent en avant des politiques réactionnaires sous prétexte de « rejet de la politique », « consensus », « rejet des directions », etc.

Alors que le déroulement des luttes de la jeunesse et les formes qu'elles prennent diffèrent largement d'un pays à l'autre et

donc exigent une analyse et une approche concrètes, en général, les sections de la IV^e Internationale doivent trouver toutes les pistes pour intervenir activement dans les luttes de la jeunesse, pour promouvoir une orientation d'action de masse indépendante, pour tendre vers l'unité avec les organisations ouvrières et pour gagner les meilleures couches au marxisme.

e) On ne peut établir correctement la place de la construction des sections de la IV^e Internationale et son rapport avec la transition si l'on ne revient pas sur l'élaboration politique des XIV^e, XVII^e et XVIII^e Congrès de la section française sur ce mouvement des cadres et militants qui, certes, n'ont pas rompu avec le sommet des organisations, mais n'acceptent pas de se faire le relais de l'offensive corporatiste. C'est à partir de cette contradiction que se dégage, au plan international comme au plan national, les plus immenses possibilités de construire sur le terrain de la transition dans la construction du parti, en combinaison avec une solide intervention dans les combats de la jeunesse. Précisons. Les formes de la transition au plan international et au plan national ne sont pas identiques. L'Entente internationale des travailleurs et des peuples ne se fixe pas une quelconque cristallisation dans une Internationale intermédiaire qui serait nécessairement un obstacle centriste à la construction de la IV^e Internationale.

L'Entente internationale ne peut exister que comme regroupement large, flexible, axé sur des campagnes sans forme d'organisation excessivement formalisée et permettant sur le terrain de l'indépendance de classe de faire agir ensemble très largement de larges secteurs du mouvement ouvrier qui se fixent, suivant la formule consacrée, d'aider à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. En relation même avec la situation mondiale et les processus dans les organisations, cette Entente internationale des travailleurs et des peuples, en particulier appuyée sur les deux Conférences d'Alger, sur l'existence de la coordination internationale, voit s'ouvrir devant elle les plus larges possibilités de construction et de renforcement qui appel-

lent une recherche constante de l'élargissement de l'Entente et de ses campagnes. Au plan national, les situations diffèrent.

Il nous faut en particulier distinguer entre les situations où nous sommes engagés dans la construction de partis ouvriers indépendants, de situations où le poids respectif des sections de la IV^e Internationale, des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, mais aussi les relations existantes entre la classe et les partis ouvriers traditionnels, la classe et les organisations syndicales et toute une série d'autres éléments nous amènent à considérer que s'immerger dans la lutte de classe réelle passe par le fait de travailler à l'intérieur de ces organisations. Et cela éventuellement pour une longue période. Mais dans tous les cas de figure, quelle

que soit la tactique appropriée, ce qui nous guide, c'est qu'il n'y a pas de place pour la IV^e Internationale en dehors du mouvement réel et concret de la lutte de classe.

Il n'y a pas de place pour la IV^e Internationale en dehors d'une politique qui, en toutes circonstances, va chercher à dégager les axes du combat pour le front unique à partir des revendications concrètes de la classe. Il n'y a pas de place pour la IV^e Internationale en dehors du combat sur la ligne de la transition, qui, encore une fois, peut revêtir des formes extrêmement diverses.

**Adopté à l'unanimité
(moins une abstention)**

Lettre à nos lecteurs (extraits)

Le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale a besoin de votre soutien

Par Socialist Organizer

Chers lecteurs du journal *The Organizer*,

Chers amis qui apportez votre soutien à Socialist Organizer et à nos campagnes,

(...) Dans huit mois se tiendra en Europe le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale — l'organisation politique internationale à laquelle nous sommes affiliés. Nous souhaitons vous expliquer pourquoi nous enverrons des délégués des Etats-Unis à ce congrès mondial, pourquoi nous levons des fonds afin d'aider à envoyer des délégués d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, et pourquoi nous vous appelons à verser au fonds de 10 000 dollars destiné à ce VIII^e Congrès mondial et à participer à la discussion politique préparatoire à ce congrès.

Vous trouverez ci-joint le texte adopté par le conseil général de la IV^e Internationale pour ouvrir la discussion du congrès dans les sections. En le lisant, vous constaterez que, bien que ce texte traite principalement de la situation politique internationale dans son aspect général, centrée sur l'irruption massive de la classe ouvrière en Afrique du Nord et en Europe aujourd'hui, il aborde aussi les questions fondamentales auxquelles sont confrontés la classe ouvrière, la jeunesse, les Noirs, les Latinos et tous les exploités

et opprimés aux Etats-Unis. Pourquoi disons-nous cela ?

DANS DEUX MOIS, L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Dans deux mois aura lieu l'élection présidentielle aux Etats-Unis. Des millions de personnes se demandent pour quelles raisons les espoirs qu'avait soulevés il y a quatre ans l'élection de Barack Obama, le premier président noir des Etats-Unis, se sont si rapidement évanouis. Et elles essaient de comprendre comment les sondages en viennent à évoquer le spectre d'une éventuelle victoire du tandem Romney-Ryan, sans nul doute les candidats les plus réactionnaires et les plus anti-ouvriers depuis bien longtemps.

Le projet de résolution soumis au VIII^e Congrès mondial nous invite à trouver une réponse à ces questions en examinant les rôles des directions des organisations de la classe ouvrière — c'est-à-dire les organisations construites par les travailleurs pour défendre leurs intérêts face aux patrons et à leurs représentants dans les cabinets gouvernementaux. Cette réponse s'applique-t-elle aux Etats-Unis ?

QUELLE EST LA SITUATION AUX ÉTATS-UNIS ?

(...) • Les chiffres du chômage continuent de grimper. Plus de 27 millions d'Américains n'ont pas d'emploi ou travaillent moins de 10 heures par semaine, tandis que les allocations de chômage sont réduites dans un nombre grandissant d'Etats et que la loi sur l'emploi du président Obama, tant vantée, si elle est adoptée, devrait au mieux créer deux millions d'emplois.

- La destruction des services publics — de l'enseignement à tout ce qui concerne la santé et les services sociaux pour les plus démunis — se poursuit sans relâche.

- Les retraites, Medicare, Medicaid et la Sécurité sociale sont, morceau par morceau, vidés de leur contenu, tandis que s'annoncent d'autres attaques dévastatrices.

- Des millions de gens, victimes de saisies, n'ont plus de logement et aucune solution n'est en vue.

- Pour des millions d'Américains, le système de soins continue de se détériorer, malgré la loi d'Obama sur la réforme du système de santé, qui laissera encore 28 millions de personnes sans assurance tout en contraignant des millions d'autres, sous peine d'amendes élevées, à acheter des régimes de protection de qualité inférieure auprès des compagnies d'assurances privées en taxant les prestations santé de la plupart de ceux qui en bénéficient.

- Les usines continuent de fermer et les emplois sont transférés vers des entreprises employant une main-d'œuvre bon marché au Mexique ou sur d'autres continents.

- Les travailleurs immigrés continuent à être montrés du doigt comme responsables de la crise avec laquelle ils n'ont rien à voir. Il y a eu plus d'expulsions sous Barack Obama (40 000) que sous George W. Bush, tandis qu'à travers tout le pays s'accroissent le profilage racial et la répression policière. (...)

- Les droits syndicaux, en particulier le droit à la négociation collective pour les salariés du secteur public, sont liquidés Etat après Etat et aucun changement n'est

en vue. De fait, à peine Obama était-il élu qu'il a abandonné tout effort de faire passer la loi EFCA (1), qui constituait sa promesse essentielle au mouvement syndical.

- Les droits démocratiques sont de plus en plus souvent piétinés au nom de la « sécurité nationale », soit grâce au Patriot Act (2) ou au National Defense Authorization Act (qui a reçu la signature du président Obama le 31 décembre 2011, inscrivant dans la loi, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, la détention à durée illimitée par les forces armées sans accusation ou procès).

- Non seulement les conditions de vie et de travail des Noirs, des Latinos et des autres populations opprimées ont continué à se dégrader, mais, en outre, leurs droits démocratiques fondamentaux, en particulier leur droit de vote, subissent des attaques renouvelées, tandis que de plus en plus de Noirs subissent des représailles de la part de la police et sont parqués dans le complexe pénitentiaire industriel, privés de tous leurs droits démocratiques (y compris leur droit de vote) et contraints de travailler comme main-d'œuvre gratuite externalisée au service de la sous-traitance des grandes entreprises, au centre d'un système ségrégationniste en plein essor.

- Une guerre contre les femmes, surtout celles disposant de faibles revenus et appartenant à des minorités opprimées, a été déclenchée avec une violence sans précédent au cours des périodes récentes. Les droits des femmes à la santé, aux garanties sociales et économiques, sont remis en question. Les attaques visent en particulier le droit à l'avortement et à la contraception.

- La dégradation de l'environnement se poursuit de façon constante, surtout dans les populations ouvrières, malgré les promesses (...).

Et la liste pourrait s'allonger.

Et pendant ce temps, des milliards de dollars continuent à être versés par le gouvernement pour renflouer Wall Street et les banksters (contraction entre banquiers et gangsters) et pour financer les interventions militaires et les guerres d'occupation à l'étranger. (...)

(1) Loi EFCA : loi sur la liberté syndicale, prévoyant que chaque travailleur puisse être représenté par un syndicat.

(2) Patriot Act : loi promulguée par Bush.

TRAVAILLEURS ET PEUPLES SE DRESSENT DANS LE MONDE...

En tant que militants ouvriers, cela ne nous surprend pas. C'est la logique du système capitaliste, un système où les crises sont endémiques et qui, dans sa folle tentative de les surmonter, doit détruire toutes les forces productives « excédentaires », autrement dit les industries, les services publics et les travailleurs eux-mêmes (y compris en détruisant le droit à l'avenir pour les jeunes générations).

Nous ne pouvons accepter les arguments que nous entendons de tous côtés, y compris de la part de dirigeants du mouvement ouvrier, selon lesquels c'est la « passivité » des travailleurs, leur prétendu manque de volonté de se battre, qui est responsable de cette situation et de ces attaques.

Non, les événements des deux dernières années prouvent exactement le contraire !

Des soulèvements révolutionnaires ont liquidé les dictatures militaires en Tunisie et en Egypte, pendant que des grèves générales de masse mobilisaient des millions de travailleurs et de jeunes dans les rues d'Espagne, de Grèce, d'Italie, de Grande-Bretagne et de France contre les attaques lancées conjointement par l'Union européenne, le FMI et la Banque centrale européenne, l'infâme « troïka ». (...)

Au Chili et au Québec, de vastes mobilisations des étudiants et de leurs alliés ont eu lieu, dirigées contre les attaques du capital destinées à instaurer l'austérité et les privatisations. Et au Mexique, un mouvement de la jeunesse a galvanisé une lutte de masse à travers le pays contre une nouvelle fraude électorale perpétrée par le régime du PRI et du PAN.

... ET AUX ÉTATS-UNIS AUSSI

Les sentiments et les actions des travailleurs et de la jeunesse des Etats-Unis ne sont pas indépendants de ce mouvement puissant de résistance au niveau international. Du Wisconsin à l'Ohio, et des luttes en

cours en Californie pour la défense de l'enseignement public et des services sociaux au mouvement « Occupy » (dans lequel, malgré l'orientation de la plupart de ses organisateurs, des centaines de milliers de gens se sont mobilisés jour après jour, (...), les travailleurs, la jeunesse et les minorités opprimées sont descendus dans la rue pour exprimer leur rejet du sauvetage des banques, au moment où des millions sont privés de leur logement et de leur emploi. Ils ont montré une forte volonté de résister et de riposter.

Non ! Ceux qui cherchent à faire retomber sur les travailleurs la responsabilité de la dégradation de la situation ne cherchent qu'à cacher leur propre complicité. Nous rejetons ces fausses affirmations.

Dans un article publié dans le *New York Times* (17 août 2012), Mark Bittman décrit avec précision la situation très difficile de la majorité ouvrière aux Etats-Unis et fournit un début de réponse à la question : qui est responsable de cette situation ?

Mark Bittman écrit ceci :

« La plupart des gens — que vous les décriviez comme classe ouvrière, classe moyenne ou les 99 % — ont moins d'argent que la génération précédente : les super-riches en ont beaucoup plus. Une immense majorité d'Américains sont du mauvais côté de la guerre de classe, du côté des perdants. On peut en donner pour preuves la diminution générale des grilles salariales, la mise à mort des syndicats, la réduction des prestations sociales, le recul de l'âge de la retraite, la diminution ou la suppression des congés, l'asphyxie des collectivités locales et, bien sûr, la mauvaise qualité de notre nourriture, avec les conséquences pour nous-mêmes et notre environnement. »

Et Mark Bittman poursuit :

« Au cours des 40 dernières années, nous avons assisté à une longue et régulière droitisation, qui suscite de temps à autre les gémissements, les protestations, voire le combat des démocrates, mais dont ils sont pour l'essentiel complices. »

QUI EST RESPONSABLE ?

Tout cela est bien vrai ! Mais les démocrates ne sont pas seulement « pour

l'essentiel complices ». Le plus souvent, ce sont eux qui sont aux avant-postes des attaques contre les travailleurs et les pauvres. Le bilan des quatre années de l'administration Obama en est la parfaite illustration.

Pour en revenir à la question centrale posée dans le document préparatoire au VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, quelle a été au cours de la dernière période la réponse des directions du mouvement ouvrier à l'aggravation de la crise, et en particulier à l'administration Obama ?

La première chose à dire est qu'Obama n'aurait pas été élu sans le très large soutien logistique et financier du mouvement ouvrier ; de fait, sans le soutien des syndicats, les démocrates auraient beaucoup de mal à se faire élire à quelque fonction que ce soit.

Deuxièmement, tout au long de la présidence d'Obama, les directions du mouvement ouvrier ont accompagné le renflouement du capital et toutes les attaques contre les travailleurs en n'émettant que le minimum de critiques du bout des lèvres, tournant ainsi le dos aux aspirations et à la volonté de résistance de ses adhérents.

Considérons simplement quatre exemples récents qui illustrent la collusion entre le patronat et les directions du mouvement ouvrier s'opposant à la volonté de la base.

“IL A FALLU UN DÉMOCRATE POUR BRISER L'UAW”

Dans son discours du 24 janvier 2012 sur l'état de l'Union, le président Barack Obama a cité le sauvetage de l'industrie automobile et « *le redressement des constructeurs automobiles et de l'industrie de Detroit* » comme l'une des grandes réalisations de son administration. Mais pour quel est-ce un « redressement » ?

Le Trésor américain a attribué comme fonds de sauvetage 80 milliards de dollars à General Motors et Chrysler dans le cadre du plan de relance TARP, et, en échange, il a exigé de la part de la direction du syndicat de l'automobile UAW et de ses adhérents : le gel des salaires, une réduction de

50 % sur les salaires d'une nouvelle catégorie de personnel, la destruction de plus de 20 000 emplois, une réduction considérable du montant des retraites et des prestations maladie des retraités, ainsi que l'interdiction des grèves. Les travailleurs qui se sont opposés à ce contrat — environ le tiers du personnel — l'ont qualifié de « *contrat d'esclavage* ».

Le résultat, c'est que l'industrie automobile des Etats-Unis a rebondi pendant que les travailleurs et leur syndicat étaient brisés. La plupart des salariés ne gagnent maintenant qu'un peu plus de la moitié de leurs salaires d'il y a dix ans. Leurs acquis et leurs retraites ont été saccagés, et le syndicat n'est plus que l'ombre de ce qu'il était.

Un éditorial du *New York Times* remarquait fort à propos :

« *Il fallait un républicain, Richard Nixon, pour ouvrir les portes de la Chine aux investissements occidentaux ; il a fallu un démocrate, Barack Obama, pour briser l'UAW.* »

Et les mêmes commentaires pourraient s'appliquer à la ville de Detroit elle-même et à de vastes secteurs de l'Etat du Michigan : la faillite des municipalités est à l'ordre du jour, la pauvreté augmente et le chômage s'envole, les saisies et les coupures de gaz ou d'électricité y sont chose courante. La situation est effectivement si mauvaise que le gouvernement de l'Etat, avec le soutien des administrations démocrates, a mis en place un conseil extraordinaire d'urgence qui n'a aucun compte à rendre, et qui est autorisé à suspendre les pouvoirs des collectivités locales, à mettre en pièces les conventions collectives, gouverne par décrets — à l'instar de la commission d'experts de l'Union européenne qui a reçu le pouvoir d'imposer les coupes draconiennes exigées par la troïka, subordonnant à ses diktats les Parlements et les gouvernements européens.

Il faut aussi noter que ce contrat de renonciation a été imposé par les patrons et les partis jumeaux du capitalisme avec le soutien total de Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, et de la direction de l'organisation syndicale. Les travailleurs de l'automobile ont, pendant des années, riposté avec courage face à ces reculs et à d'autres de même nature. Ils ont commencé

par constituer un mouvement de base dans leur syndicat (New Directions). Mais à maintes reprises, ils ont été confrontés au fait que leur syndicat acceptait des accords imposant des reculs, et cela a laminé leur force et leur capacité à se défendre. (...)

Au printemps 2009, l'union locale des syndicats de San Francisco (AFL-CIO) adoptait une résolution sur la crise dans l'automobile qui demandait :

« Pas un seul licenciement dans l'industrie automobile ! Nationalisez les trois géants sous le contrôle d'un conseil d'administration élu composé de représentants des syndicats et de la population ! Modernisez l'équipement des usines, formez sa main-d'œuvre et garantissez que tous les salariés licenciés puissent immédiatement retrouver un emploi avec un contrat régi par une convention collective négociée par le syndicat. »

Le moment n'est-il pas venu pour l'ensemble du mouvement ouvrier de suivre l'exemple du San Francisco Labor Council ?

LES LEÇONS DE LA LUTTE DES DOCKERS DE LONGVIEW

La période récente nous offre un autre exemple d'un puissant mouvement de résistance ouvrière réduit à néant par la bureaucratie syndicale. Il s'agit de la bataille, qui a duré des mois, menée par une section du syndicat des dockers et des travailleurs des ports, l'ILWU, pour conserver les droits qu'ils avaient acquis dans le petit port de chargement des céréales, à Longview, dans l'Etat de Washington.

Bien que le syndicat avait réussi à maintenir son statut de syndicat reconnu, la direction de l'ILWU a signé un contrat, sans solliciter le vote des adhérents (pour la première fois dans l'histoire de l'ILWU), qui a supprimé le bureau d'embauche syndical, autorisé l'emploi permanent de jaunes aux côtés des adhérents de l'ILWU et éliminé les emplois des syndiqués au centre de contrôle du port. (...)

En octobre 2011, une grève de vingt-quatre heures à l'échelle de toute la ville avait paralysé le port d'Oakland, en

Californie, en solidarité avec Longview, avec la participation active des membres de la section 10 de l'ILWU, du syndicat des enseignants d'Oakland et de bien d'autres syndicats et organisations populaires. En janvier 2012, tout le long de la côte ouest, des syndicats et des militants s'étaient préparés à la mobilisation à Longview afin d'empêcher des briseurs de grève de charger des cargaisons. Ce fut au moment précis où le mouvement prenait de l'ampleur et où l'on se dirigeait vers un affrontement décisif le long des quais de Longview — lutte qui aurait peut-être réussi à imposer un juste contrat bénéficiant aux travailleurs — que le gouverneur du Parti démocrate de l'Etat de Washington est intervenu et a obtenu que la direction de l'ILWU force ses adhérents à « avaler » un contrat inacceptable.

Ce contrat régressif met en péril le rôle de l'ILWU dans toutes les activités de transport des céréales dans le Nord-Ouest. Les employeurs jubilent quand ils voient ce contrat qui prive l'ILWU de son contrôle sur l'embauche à travers la suppression du bureau d'embauche syndical et la disparition des syndiqués au centre de contrôle prévues par le contrat. Les patrons vont désormais utiliser leur victoire pour généraliser des concessions et des reculs du même type dans tous les contrats concernant le transport des céréales. (...)

LES ENSEIGNANTS DE CHICAGO COMBATTENT LA PRIVATISATION MENÉE PAR LE BRAS DROIT D'OBAMA

Depuis plus d'un an, la nouvelle direction du syndicat des enseignants de Chicago (CTU) combat toutes les coupes budgétaires et les concessions exigées par le maire de Chicago, Rahm Emanuel, ancien directeur de cabinet et bras droit d'Obama. La nouvelle direction du CTU faisait partie d'un groupement de syndiqués de base (CORE) qui a été élu sur une plate-forme rejetant tous les reculs exigés par Obama et son secrétaire à l'Education, Arne Duncan, au nom du programme « *No Child left behind* », NCLB (« Aucun enfant laissé de côté »).

Fondamentalement, le plan NCLB a pour but de restructurer et privatiser le système d'enseignement public américain et de casser les puissants syndicats enseignants. Il institue le salaire au mérite et lie l'avancement de la carrière des enseignants à des tests uniformisés pénalisant les écoles qui obtiennent de mauvais résultats à ces tests. Elles sont alors transformées en Charter Schools (dans lesquelles les conventions signées avec les syndicats et les critères des écoles d'Etat sont nuls et non avenues).

Les dirigeants de l'American Federation of Teachers (AFT) et de la National Education Association (NEA), qui représentent ensemble un syndiqué sur quatre aux Etats-Unis, ont souscrit à ce plan et accompagné cette attaque capitaliste contre l'enseignement public et les syndicats enseignants eux-mêmes.

Mais à Chicago, les 25 000 adhérents du CTU ont dit « *trop, c'est trop* » et, à une écrasante majorité (98 % des enseignants des écoles publiques de Chicago), se sont prononcés par un vote pour autoriser le recours à la grève au cas où les discussions échoueraient, afin d'exiger que le maire et le district satisfassent leurs revendications urgentes. Les discussions ont été rompues, car le district refuse, entre autres, de revenir sur sa volonté de réduire les salaires, de fermer des écoles et d'imposer un allongement de la journée scolaire. La direction du CTU a fixé au 10 septembre la date du vote sur la grève.

La lutte des enseignants des écoles publiques de Chicago et du CTU s'annonce comme l'une des plus importantes luttes ouvrières depuis de nombreuses années. Le lobby capitaliste anti-enseignants, conduit par le multimillionnaire Bill Gates (qui a été invité par la présidente de l'AFT, Randi Weingarten, à s'adresser à la convention de l'AFT en juillet 2010 à Seattle, où il a été félicité pour sa campagne en vue de créer des Charter Schools sans syndicats), remue ciel et terre pour vaincre les enseignants de Chicago. Le CTU aura besoin de la solidarité active de tout le mouvement syndical pour repousser cette attaque. (...)

Même si Randi Weingarten a publié une déclaration de soutien au syndicat de Chicago à la suite du vote à 98 % en faveur

de l'autorisation de la grève, la semaine où le vote a eu lieu (...) elle a loué sans retenue le maire, Rahm Emanuel, pour son engagement déterminé en faveur des « partenariats public-privé » et appelé les enseignants qui veulent la justice sociale à tenir bon jusqu'à novembre, quand ils pourront alors voter Obama. (...)

Mais la situation n'est pas aussi sombre qu'il y paraît. Bien au contraire. Des groupes de militants de base tels que le CORE (qui ont mis en échec la liste pro-Weingarten) surgissent dans les sections de l'AFT dans tout le pays.

Dans le syndicat de San Francisco, qui compte 6 000 membres, une liste similaire, Educators for a Democratic Union (EDU), a défié les forces pro-Weingarten et a raté de seulement 65 voix la majorité dans la direction du syndicat lors des élections de mai dernier. Des antennes de l'EDU se sont constituées dans le Massachusetts et dans d'autres Etats. La tâche aujourd'hui est de coordonner le travail de ces groupements locaux afin de construire un mouvement national de résistance dans l'AFT qui permette aux adhérents de se réapproprier leur syndicat pour la lutte et de défaire la politique du groupe dirigeant.

L'IMPÔT SUR LES MILLIONNAIRES, QUI L'A SABOTÉ ET POURQUOI ?

Le 13 mars 2012, les partisans de l'impôt sur les millionnaires en Californie étaient stupéfaits d'apprendre par les principaux médias qu'un accord avait été conclu entre la direction de la California Federation of Teachers (CFT, fédération des enseignants de Californie) et le gouverneur démocrate Jerry Brown, prévoyant l'abandon de l'impôt sur les millionnaires, le seul impôt vraiment progressif, soumis au vote de novembre 2012 en Californie. La CFT avait été aux avant-postes dans cette initiative visant à soumettre au vote des électeurs ce projet d'impôt.

Pendant des mois, le gouverneur Brown s'était appuyé sur tous les syndicats pour imposer une mesure fiscale dans le cadre du « partage des sacrifices », mais qui serait acceptable pour la chambre de commerce. Au centre du dispositif figurait

l'introduction d'une taxe régressive sur la vente au détail exigée par le grand capital. La force de l'impôt sur les millionnaires, c'est qu'il rejetait cet inacceptable compromis passé avec le patronat.

Pendant des semaines, il est apparu que la direction de la CFT serait en mesure de résister aux pressions du gouverneur, surtout après le surgissement d'un mouvement en faveur de l'impôt sur les millionnaires, lorsque, par milliers, des jeunes, des syndicalistes et des militants associatifs se mobilisèrent pour exiger que les riches et les capitalistes paient pour la crise économique qu'ils avaient provoquée. Mais il ne devait pas en être ainsi. (...)

Comme on pouvait s'y attendre, le projet de taxe « compromis » imposé par le Parti démocrate l'a emporté ; la direction de la CFT sous la pression de la California Federation of Labor et du gouverneur démocrate, a renoncé à l'impôt sur les millionnaires. Les revendications qui bénéficient du plus de soutien en Californie et dans tout le pays — « *Faites payer leur crise à Wall Street et aux bankers, pas aux travailleurs ! Sauvez les travailleurs, pas les banques !* » — ont été jetées aux oubliettes sous la pression du gouverneur du Parti démocrate, avec la complicité de la direction syndicale de Californie.

C'est aujourd'hui un sujet particulier d'inquiétude, au moment où le gouverneur du Parti démocrate et le Parlement de l'Etat menacent de faire passer encore plus de coupes claires dans les budgets — au nom de la nécessité de combler le déficit de 18 milliards de dollars — au cas où la proposition n° 30 ne serait pas approuvée par les électeurs en novembre. Le City College de San Francisco, par exemple, doit se préparer à sa quasi-disparition si la proposition n° 30 n'est pas adoptée en novembre, et les districts scolaires de l'Etat doivent faire face à des coupes massives et à un triplement des « jours de congé obligatoires », c'est-à-dire des jours où il n'y a pas d'école et où les enfants restent chez eux tandis que les enseignants ne sont pas payés.

Le syndicat des enseignants de San Francisco a accepté un accord défavorable avec le district scolaire, autorisant jusqu'à seize jours de congés obligatoires durant

l'année scolaire, des licenciements massifs d'enseignants et de personnel parascolaire si la proposition n° 30 n'est pas adoptée, sapant ainsi l'essence même de la négociation collective. Il fait en effet dépendre la satisfaction des revendications fondamentales des enseignants de la décision des électeurs californiens, auxquels, n'oublions pas, on demande de soutenir une initiative fiscale de « compromis » prévoyant une importante taxe régressive. Si cela ne s'appelle pas exercer un chantage sur les enseignants !

Une perspective pour la défense de l'enseignement public est ouverte à travers une nouvelle coalition unissant étudiants, enseignants, ouvriers, qui appelle à une manifestation massive à San Francisco le 11 septembre, le jour où le conseil d'administration du City College de San Francisco (CCSF) se réunira pour approuver une modification de la mission du CCSF et un programme de nouvelles coupes budgétaires.

L'appel à l'action lancé par la coalition du 11 septembre, intitulé : « *Dites non à l'administrateur extraordinaire !, Oui à la démocratie ! Non à l'autocratie !* », dit en particulier :

« Nous invitons tous les étudiants, l'ensemble du personnel et nos alliés dans la population à se mobiliser pour la défense de la démocratie et de notre université. Le 11 septembre, le conseil d'administration du CCSF démocratiquement élu se prononcera par un vote sur une proposition consistant à transférer tous ses pouvoirs de décision à un "administrateur extraordinaire" qui n'est pas élu et n'a aucun compte à rendre. C'est inacceptable ! Cette proposition dictatoriale est l'expression la plus flagrante de leur offensive antidémocratique (...) visant à imposer leur programme de coupes budgétaires sans fin...

Mais il y a une autre solution que cette offensive autoritaire pour appliquer l'austérité. En construisant un mouvement de masse qui dit "Aucune coupe ! Sauvez le CCSF ! Non aux nominations imposées !" , nous pouvons mettre un coup d'arrêt à la re-ségrégation de l'éducation et sauver le CCSF en tant qu'université locale, démocratique, accessible à tous, quels que soient leurs moyens financiers ! »

LE COMBAT POUR UNE ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE INDÉPENDANTE

Ces quatre exemples soulèvent une question cruciale : le mouvement syndical doit-il être indépendant des patrons, de l'usine au bureau en passant par la salle de classe, sur tous les terrains politiques, ou doit-il continuer à être subordonné aux pouvoirs en place ? Ne doit-il pas rompre ses liens de subordination au Parti démocrate, l'un des deux partis jumeaux du patronat ?

A nouveau, c'est une question qui n'est pas seulement posée au mouvement ouvrier des Etats-Unis.

En Europe, les Premiers ministres des Partis socialistes en Grèce, en Espagne et au Portugal ont accepté de porter les coups les plus violents aux travailleurs, sous l'égide de l'Union européenne et de ses directives. Et aujourd'hui, les responsables politiques de toutes tendances, de la gauche à la droite, ont accepté de mettre en œuvre les attaques encore plus draconiennes qu'exige le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Les politiques de « partenariat syndicat-patronat » et de « consensus » — dont les riches gouvernants ont tant besoin pour renforcer leurs marges de profit déclinantes — sont aujourd'hui généralisées.

Manifestement, la lutte des classes n'est pas un terrain où il est facile de mener bataille. Il n'y a aucune garantie que, lorsque vous vous mettez en grève, vous réussirez à obtenir satisfaction sur vos revendications contre les patrons.

Mais n'est-ce pas le rôle des organisations ouvrières d'aider la classe ouvrière et la jeunesse à organiser la résistance à toutes les attaques anti-ouvrières, au lieu de faire ce que font les dirigeants des syndicats aujourd'hui, c'est-à-dire accompagner et souvent même participer à la mise en œuvre des coupes budgétaires ?

Cette question de l'indépendance du mouvement ouvrier, et de son unité pour défendre et promouvoir tous les acquis du passé, sera au cœur des discussions du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (...).

Heureusement, nous, à la IV^e Internationale, ne sommes pas les seuls à poser ces questions et à chercher des réponses quant à la meilleure façon de préserver l'indépendance du mouvement ouvrier. Dans le monde entier, des travailleurs, des organisations politiques, des syndicats et des militants de tous âges, de toutes origines, en viennent à comprendre que c'est uniquement en agissant pour l'indépendance authentique du mouvement ouvrier que nous aurons quelques chances d'inverser le cours mortel des événements présents.

C'est pourquoi, à la IV^e Internationale, nous avons à tout moment cherché à promouvoir l'unité d'action et l'indépendance syndicale dans le cadre des campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Aux Etats-Unis, l'appel à l'indépendance du mouvement ouvrier se concentre dans l'appel à la rupture de ses liens de subordination au Parti démocrate, l'un des deux partis financés et contrôlés par la classe capitaliste.

Tandis que les médias se focalisent sur le soutien apporté à Obama par les dirigeants syndicaux, les récriminations et le mécontentement croissants au sein du mouvement syndical, de haut en bas, sont restés en grande partie inaperçus. Il y en a pourtant de nombreux exemples. Prenons-en quelques-uns.

“NOUS NE DEVRIONS JAMAIS CÉDER NOTRE POUVOIR”

National Nurses United (NNU), le principal syndicat des infirmières, affilié à l'AFL-CIO, a refusé d'apporter son soutien à Obama, préférant à la place consacrer ses précieuses finances au recrutement de nouveaux adhérents et à la mobilisation de ses membres et de ses alliés parmi la population dans les combats menés contre les employeurs pour obtenir des conventions collectives. La directrice exécutive du NNU, RoseAnn DeMoro, qui est également membre de la commission nationale exécutive de l'AFL-CIO, a expliqué la position de son syndicat le 11 mai 2012, lors d'une interview donnée à Bill Moyers, présentateur de la chaîne de télévision PBS. En voici des extraits :

« Considérant la façon dont nous faisons de la politique, nous allons tout droit au désastre... J'en ai assez d'être déçue par les démocrates. Je veux dire : (...) nous ne devrions jamais céder notre pouvoir. Et nous ne devrions jamais croire les mensonges qui nous sont racontés depuis si longtemps.

Je ne reconnais même plus les libéraux (aux Etats-Unis, "libéraux" désigne l'aile "gauche" du Parti démocrate — NDLR). Ils trouvent constamment des excuses pour tout ce qui arrive. En ce qui concerne la réforme du système de santé, les "libéraux" ont dit qu'ils voulaient absolument un système fondé sur le salaire différé. Et puis soudain, ce n'était plus à l'ordre du jour.

Alors tout le monde a dit "OK, maintenons notre ligne et nous nous y tiendrons, c'est le système public. Là-dessus, nous ne ferons aucun compromis." Tout à coup, on ne parla plus du système public. Et ensuite, c'est devenu l'obligation individuelle d'adhérer à un système de santé. "Nous ne serons jamais d'accord pour taxer les prestations santé des travailleurs." Et soudain, les "libéraux" se rallient à l'imposition des prestations santé. On se demande : jusqu'où iront-ils ?

Donc, maintenant, je suis pour des positions catégoriques, pour l'absolu. Nous avons passé des compromis, et voyez où cela nous a menés. Est-ce que je pense que les gens ont un droit absolu à la santé dans ce pays ? Absolument. Est-ce que je pense que les gens ont droit à un travail et à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles ? Absolument. C'est un droit absolu.

Est-ce que je pense que les gens devraient avoir un logement où habiter et être en mesure de s'occuper des plus vulnérables ? Absolument. Oui, je suis à la recherche d'absolus. Le programme néolibéral ne m'intéresse pas. Le système des deux partis ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est le changement social qui remet vraiment la société au service des gens. Mon idée, c'est de construire un mouvement de masse absolu.

Le mouvement ouvrier a adopté cette façon de parler de la "classe moyenne" et des "familles de travailleurs", au lieu de dire "classe ouvrière". Cela encourage le mépris pour la classe ouvrière. Ils (les dirigeants des syndicats) ont adopté cette façon de voir et ainsi sont devenus vulnérables face aux consultants de la classe moyenne qui ont redéfini ce qu'ils étaient censés être.

Maintenant, on nous apprend à ne pas chercher l'affrontement et à utiliser un langage qui évite l'affrontement. Et alors, pourquoi diable voudrais-je éviter l'affrontement ? Il y a des gens qui essaient de faire du mal à mes adhérents, des travailleurs, des pauvres gens, et je ne veux pas les affronter ? Bien sûr que si, je veux les affronter.

On nous a dit que se défendre relève en fait de quelque chose de pathologique. Et le mouvement syndical l'a cru.

J'en ai vraiment marre des gens qui se font les avocats de la finance. De mon point de vue, qui peut sembler simpliste, ce sont quand même les travailleurs qui ont bâti ce pays. Et vous savez, si c'est nécessaire, nous le bâtirons à nouveau. »

PROFONDE COLÈRE CONTRE OBAMA À LA CONVENTION DE L'ILWU

Le numéro de juin 2012 de *The Dispatcher*, l'organe mensuel du syndicat ILWU, a offert un rapport exhaustif de la récente convention du syndicat, qui comporte une partie consacrée au débat qui a eu lieu dans la salle au sujet du soutien à apporter à Obama pour un second mandat. Les délégués à la convention ont pris la parole pour s'en prendre aux promesses non tenues d'Obama. Si la convention a finalement voté son soutien à Obama pour éviter Romney, elle n'a pas vraiment émis un vote de confiance à Obama. C'est tout à fait le contraire, comme le révèle le récit du *Dispatcher* :

« Une résolution soutenant Obama pour un second mandat suscita également la polémique, déclenchant un débat qui vit de nombreux orateurs de divers horizons politiques demander la parole. Un grand nombre furent très critiques à l'égard de la volonté d'Obama de réduire les prestations versées par les systèmes Social Security, Medicare et Medicaid, au lieu d'augmenter les impôts des riches pour sauver ces régimes. D'autres ont critiqué son manque de courage vis-à-vis de Wall Street et la nomination de dirigeants des banques d'investissement qui ont organisé le sauvetage des grosses sociétés aux frais du contribuable et le fait qu'en même temps il a très peu aidé les millions de propriétaires qui ont perdu leur logement ou connaissent de graves difficultés.

Certains ont mis en cause l'escalade de la guerre en Afghanistan et la "guerre au terrorisme" dans le pays, qui a produit le programme d'identification TWIC concernant les travailleurs des ports, considéré inefficace et coûteux. Plusieurs intervenants ont critiqué le soutien timide d'Obama à la réforme du droit syndical, qui aurait rendu plus facile l'adhésion à un syndicat.

Et la réforme du système de santé promulguée par le président a suscité le mépris de quasiment tout le monde parce qu'il a abandonné l'option "système public" et a accepté de subventionner les compagnies d'assurances privées et de réduire les crédits d'impôt pour de nombreux régimes d'assurance santé.

Mais quand le débat tira à sa fin, le spectre d'une administration Romney ouvertement antisyndicale à la Maison-Blanche était une perspective que les délégués ne pouvaient pas supporter. Aussi l'immense majorité a voté en faveur d'une résolution soutenant Obama pour un second mandat. »

Dans une situation où la direction syndicale continue à soutenir les démocrates, se refusant à tracer une voie politique indépendante pour la classe ouvrière, il n'est pas surprenant que la violente colère que suscite la politique d'Obama soit détournée vers la position du « moindre mal », fléau qui, depuis plus d'un siècle, a empêché le mouvement ouvrier de créer son propre parti. (...)

POURQUOI REFUSENT-ILS DE PORTER LES TEE-SHIRTS OBAMA-BIDEN ?

De la même manière que quasiment un tiers des délégués ont tourné le dos à Bill Gates et quitté la convention nationale de l'AFT durant son discours à Seattle en juin 2010, les délégués du syndicat des enseignants de Chicago ont refusé d'appliquer une directive de la présidente du syndicat, Randi Weingarten, demandant à chaque délégué de porter un tee-shirt Obama-Biden quand le vice-président Joe Biden prendrait la parole devant la convention en juillet 2012 à Detroit.

Personne ne devrait en être surpris. Les enseignants de Chicago ont dû s'attaquer

à trois éminents dirigeants du Parti démocrate à Chicago — Obama, le secrétaire à l'Éducation, Arne Duncan, et l'actuel maire, Rahm Emanuel — dans leur combat pour un contrat correct. Ce petit acte de défiance peut paraître insignifiant par rapport à tout ce qui se passe. Mais ce ne serait pas juste. C'est un signe de la profonde colère qui couve sous la surface dans le mouvement syndical, une colère qui cherche tout débouché, toute fissure dans le mouvement syndical pour éclater et devenir un réel mouvement de défense soudé dans un mouvement syndical vraiment indépendant. (...)

MANIFESTATION À LA CONVENTION DÉMOCRATE POUR EXIGER LES DROITS SYNDICAUX

Du 3 au 6 septembre, les démocrates se rassembleront en convention nationale à Charlotte, en Caroline du Nord. C'est un Etat dit « right to work » qui, sous le prétexte du « droit au travail », remet en cause le droit de se syndiquer, notamment pour les employés municipaux, y compris ceux chargés du nettoiement, dont le rôle est si important pour la convention.

Le 24 août, les dirigeants du syndicat de Caroline du Nord affilié au United Electrical Workers of America (UE), syndicat qui n'est pas affilié à l'AFL-CIO et qui a voté contre le soutien à Obama, ont publié une lettre appelant le président Obama et la commission nationale du Parti démocrate à les soutenir dans leur combat pour obtenir les droits syndicaux.

Ils ont écrit :

« Malgré l'augmentation de la charge de travail et des risques encourus par les employés municipaux de Charlotte dans la préparation de la convention et dans les travaux qui suivront, et malgré le fait que 50 millions de dollars ont été attribués sur les fonds fédéraux à la ville de Charlotte pour accueillir la convention nationale démocrate, la ville de Charlotte refuse de répondre aux demandes et aux droits des travailleurs municipaux. »

Les restrictions imposées aux droits syndicaux des travailleurs des services publics à Charlotte sont même plus importantes que celles inscrites dans la loi par le gou-

verneur républicain du Wisconsin, Scott Walker. La Caroline du Nord est l'un des deux seuls Etats interdisant à tous les échelons de l'administration de négocier quelque contrat que ce soit avec les syndicats du secteur public, sans considération du nombre de salariés qui soutiennent le syndicat.

Des militants syndicaux et de nombreux dirigeants de l'AFL-CIO ont été scandalisés de voir que la commission nationale du Parti démocrate avait choisi un Etat qui s'oppose ainsi au droit syndical pour y tenir leur convention et que la direction de l'AFL-CIO n'appuyait pas plus ouvertement les droits des employés du secteur public à la négociation collective.

Le responsable du syndicat UE, Ashaki Binta, a déclaré que la convention et Obama ont la responsabilité de soutenir la campagne des salariés :

« Si vous décidez de vous réunir ici, à Charlotte, alors vous devez respecter les droits des travailleurs qui jouent un rôle de premier plan pour assurer un bon déroulement de la convention démocrate. »

En conséquence, dans leur lettre datée du 24 août, les dirigeants du syndicat UE ont appelé l'administration Obama à soutenir une déclaration des droits des salariés de Charlotte et à annuler l'interdiction de la négociation collective en vigueur dans l'Etat. (...)

COMMENT AVANCER DANS LA VOIE DE LA CONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT OUVRIER INDÉPENDANT ?

C'est pourquoi le syndicat UE organisera des manifestations et des piquets durant toute la convention, afin d'attirer l'attention sur sa lutte pour les droits syndicaux. D'autre part, en signe de protestation, de nombreux syndicats n'enverront pas de délégués à la convention et ne verseront aucune contribution financière. Le *Wall Street Journal* (15 juillet) a relevé ce fait en rapportant des propos de dirigeants du Parti démocrate qui critiquaient l'incapacité du mouvement syndical à respecter son engagement d'aider à financer la convention. (...)

La direction de l'AFL-CIO nous dit que, quels que soient les reproches que nous adressons à l'administration Obama, il est vital que nous mettions nos critiques de côté afin d'arrêter l'élan du tandem Romney-Ryan. Ils expliquent que cela faisait bien longtemps qu'on n'avait pas vu des républicains aussi réactionnaires se présenter à la présidentielle.

Il est vrai qu'aucun travailleur, aucun syndicaliste, aucun militant, aucun jeune, ne peut être indifférent à cette aile ultra-réactionnaire de la classe dominante des Etats-Unis — aile qui cherche à aller le plus loin possible dans la destruction des syndicats et des droits démocratiques. Mais la question reste posée : quelle est la meilleure façon de combattre cette vague réactionnaire ?

Est-ce en soutenant, ou, pire encore, en participant à l'affaiblissement des syndicats et des droits des travailleurs, et en réduisant à néant tous les acquis gagnés par la classe ouvrière au cours d'âpres luttes — comme le font les directions syndicales depuis des années ? Ou n'est-ce pas plutôt en organisant les mobilisations les plus unies et les plus massives pour la défense des acquis passés (l'enseignement public, les services sociaux, etc.), et en soutenant les revendications immédiates et urgentes des travailleurs et de leurs alliés dans la population ?

Est-ce en soutenant à la présidentielle un candidat, Obama, qui, le 24 août, a déclaré à Associated Press que, s'il était réélu, il « passerait toute une série de compromis avec les républicains », compromis qui, il l'admet, resteront sur le cœur de nombreuses personnes au sein du Parti démocrate ? (Obama a insisté : « *Il faut en finir avec l'époque où l'on considérait que compromis était un vilain mot.* »).

Est-ce en continuant à soutenir les dirigeants politiques du Parti démocrate dont les attaques contre les travailleurs et les minorités opprimées s'aggravent de jour en jour ?

Ou est-ce en construisant un mouvement syndical véritablement indépendant dans les faits, pas seulement en paroles, comme le proclame Richard Trumka depuis deux ans, pour faire aussitôt exactement l'inverse de ce qu'il dit ?

Cette question est posée à toute la classe ouvrière, mais surtout à ses secteurs les plus opprimés dans la population noire et latino, où les aspirations et les espoirs placés dans le premier président noir du pays étaient les plus forts.

L'assassinat de sang-froid de plus de près de quarante mineurs noirs d'Azanie-Afrique du Sud (qui a provoqué l'indignation à travers les Etats-Unis, et surtout dans le mouvement de libération noir) montre clairement que les politiques fondées sur l'apartheid, le racisme et la discrimination ne peuvent pas être éradiquées si l'on accepte de devenir l'instrument des multinationales et des intérêts impérialistes, ce qu'a fait la coalition tripartite au pouvoir (ANC, Parti communiste d'Afrique du Sud, Cosatu).

Et cela soulève à son tour la question, ici aux Etats-Unis, d'une organisation politique noire indépendante, dont la construction représenterait un gigantesque point d'appui dans la lutte pour bâtir un authentique Labor Party aux Etats-Unis.

En même temps, la lutte des Chicanos, c'est-à-dire des Américains d'origine mexicaine, et des immigrés d'autres pays d'Amérique latine est une composante essentielle de la lutte des classes aujourd'hui. Les luttes pour la régularisation, contre le profilage racial et les expulsions (SB 1070, etc.), pour la défense des « études ethniques » et de l'enseignement bilingue, tout comme d'autres revendications pour l'égalité et les droits culturels sont extrêmement importantes, surtout quand on constate que les immigrés sont en très grand nombre pris comme boucs émissaires.

Il est important de soutenir l'auto-organisation de tous les groupes qui, aux Etats-Unis, font face à l'oppression raciale et-ou à l'oppression fondée sur leur origine nationale dans leurs combats pour l'égalité et la justice sociale, tout en luttant pour forger l'unité de toutes les composantes de la classe ouvrière américaine dans son combat pour renverser le mode de production capitaliste qui a fait son temps, ce qui est la condition pour extirper l'oppression raciale à ses racines. (...)

Nous, militants de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, sommes partie prenante de toutes les luttes pour mobiliser contre

les coupes budgétaires, contre toutes les attaques, levant bien haut le drapeau indépendant qui proclame : « *Aucune coupe ! Aucune concession !* » (...)

Nous, militants de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, sommes aux avant-postes du combat contre les guerres et interventions impérialistes — de l'Irak à la Syrie, de l'Afghanistan à l'Iran, de la Libye au Mali et d'Haïti en Colombie. Aucune intervention impérialiste n'est justifiée, où que ce soit dans le monde. De telles interventions sont partout un affront infligé aux droits des nations et des peuples opprimés à décider librement de leur sort.

Nous, militants de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, sommes partie prenante de toutes les initiatives cherchant à préserver l'indépendance du mouvement syndical et à jeter les bases d'un authentique Labor Party fondé sur les syndicats et toutes les organisations des opprimés.

Nous sommes sûrs qu'en agissant de cette manière, nous sommes aux côtés des travailleurs et des militants qui luttent pour leurs droits et leurs acquis en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Europe. De fait, jamais dans l'histoire des Etats-Unis les questions auxquelles le peuple travailleur américain doit faire face n'ont autant rejoint les questions auxquelles les travailleurs et les peuples de tous les continents sont confrontés. C'est un même combat des exploités et des opprimés dans le monde entier, produit de la crise du système capitaliste qui va en s'aggravant et qui n'épargne aucune nation, aucun peuple.

C'est pourquoi nous cherchons à tenir toute notre place, avec des délégués venant de pays situés sur tous les continents, dans la construction du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, en comprenant cependant nos responsabilités particulières à cet égard, ici dans le « ventre de la bête » impérialiste, dans la principale puissance capitaliste qui cherche à imposer ses diktats et sa domination à toutes les nations, à tous les peuples à travers le monde. (...)

**Le comité national
de *Socialist Organizer*,
section américaine
de la IV^e Internationale**

Préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Première contribution concernant les développements en Europe

Le conseil général de la IV^e Internationale, réuni les 1^{er}, 2 et 3 juillet à Paris, a décidé de convoquer le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale fin avril 2013.

Il a adopté un document préparatoire, *Les enjeux du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale*, qu'il soumet à la discussion des militants de la IV^e Internationale ainsi qu'à tous les militants et travailleurs qu'il intéressera.

Il a décidé d'accompagner ce document d'une lettre, adressée aux sections de la IV^e Internationale, dans le but de les aider à préciser la méthode de préparation de ce congrès.

Le conseil général de la IV^e Internationale a décidé de consacrer cette première lettre aux développements révolutionnaires à l'œuvre en Europe. Des développements révolutionnaires dans lesquels les sections européennes de la IV^e Internationale sont inscrites, qu'elles ont préparés en construisant ces dernières décennies au sein de leur classe de solides points d'appui qui mettent chacune d'entre elles (quelle que soit encore à ce stade leur importance numérique), appuyée sur les autres sections européennes et coordonnée avec elles, en position d'apporter une aide sérieuse à la classe ouvrière dans la période qui s'ouvre.

Les sections européennes sont en mesure de contribuer à la constitution des larges regroupements politiques qui cherchent à se former partout en Europe sur le terrain de la rupture avec l'Union européenne — expression concentrée dans le moment présent de la rupture avec l'impérialisme.

Chaque jour, en effet, se dégagent des forces nouvelles, décidées à combattre pour la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations sur le seul terrain capable de rassembler la majorité de la population pour stopper et vaincre l'offensive de destruction impérialiste en cours et ouvrir la voie à une véritable issue politique à la crise.

Cette lettre se propose, dans le cadre de la préparation du VIII^e Congrès mondial, d'engager une discussion avec les sections de la IV^e Internationale — en premier lieu les sections européennes.

Cette discussion est centrée sur le lien qui doit relier les objectifs immédiats de construction et de renforcement des sections, à l'audace dont elles doivent faire preuve dans les initiatives que la situation exige d'elles. Et ce, en rapport avec la crise qui ravage les directions des organisations qui ont, bon an mal an, exercé leur contrôle sur

la classe ouvrière depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et avec les forces immenses qui cherchent à se dégager de cette emprise.

Une telle discussion gagne à être menée publiquement, car elle intéresse au plus haut point les militants et les cadres ouvriers avec lesquels les militants trotskystes combattent, précisément au moment où s'ouvrent les perspectives révolutionnaires que nous nous attacherons à détailler plus loin dans cette lettre.

Les militants de la IV^e Internationale combattent pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne. Pour eux, le programme de la IV^e Internationale rassemble l'expérience généralisée du combat révolutionnaire du prolétariat pour l'expropriation du capital.

S'ils ne font jamais d'un accord préalable avec leurs conclusions politiques la condition du combat commun pour le front unique des travailleurs et de leurs organisations contre l'impérialisme et ses agents, ils ne peuvent un seul instant oublier que les développements de la lutte des classes se heurtent en permanence à des obstacles que seul un combat politique organisé peut vaincre.

Au centre de ces obstacles : « *L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.* » (*Programme de transition*).

L'EUROPE OCCUPE DANS L'IMMÉDIAT UNE PLACE CENTRALE DANS TOUTE LA CHAÎNE DU MAINTIEN DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE MONDIAL

Jamais le combat du jeune chômeur tunisien pour sa survie, celui de l'ouvrier d'une grande usine du Caire en Egypte, ou bien de l'ouvrier migrant chinois d'une zone économique spéciale... n'a été aussi étroitement et indissolublement relié à celui de l'ouvrier de l'usine française d'automobile

Une accusation qui s'illustre, chaque jour, dans les grands problèmes comme dans les plus petits problèmes tactiques et qui exige des trotskystes qu'ils exposent, dans le cours du combat, les positions de la IV^e Internationale, pour convaincre patiemment tous ces cadres ouvriers, ces jeunes dirigeants qui cherchent dans le mouvement pratique de la lutte des classes à donner la cohérence nécessaire au combat qu'ils ont engagé, de rejoindre ses rangs.

Cette lettre invite les sections de l'Internationale à élaborer leurs propres lettres ou invitations à discuter des « enjeux du VIII^e Congrès mondial » reliées aux questions politiques concrètes qui surgissent dans chaque pays et à les adresser sous la forme la plus adaptée à ces militants et cadres que les militants trotskystes côtoient dans le combat, et dont ils gagnent chaque jour une confiance méritée.

En ce sens, cette lettre ne s'adresse pas aux seules sections européennes, mais à toutes les sections de la IV^e Internationale, y compris celles qui pourraient paraître les plus éloignées de la façon dont les problèmes du combat révolutionnaire se posent en Europe. A ce titre, cette première contribution est appelée à être complétée par l'éclairage que fourniront, dans le cadre de cette discussion préparatoire au congrès mondial, les sections ou les bureaux continentaux de la IV^e Internationale.

PSA ou à celui de l'ouvrier métallurgiste américain dont les capitalistes veulent « renégocier » le contrat collectif sous prétexte de sauvetage de la « compétitivité » de l'économie américaine.

Il a fait long feu le mensonge des idéologues intéressés qui se sont attachés à traiter, comme s'il s'agissait de phénomènes indépendants les uns des autres : les « révolutions arabes », les problèmes de croissance des « pays émergents », la « crise financière européenne » et la révolte des peuples grec et espagnol qui en découle, ou bien le « ralentissement mondial » des échanges...

Plus personne n'ose sérieusement contester qu'il s'agit des maillons d'une même chaîne. Plus personne n'ose nier que les « colmatages » laborieusement élaborés par les gouvernements européens dans le cadre du Conseil européen des 28 et 29 juin sous le contrôle de la troïka (FMI, BCE, Union européenne) n'ont pas le pouvoir d'enrayer les processus de la crise mondiale.

Les défenseurs de l'ordre impérialiste s'affolent :

« La crise de la zone euro se diffuse dans les différentes parties du globe — écrit Le Monde daté du 30 juin. Le premier canal est celui du commerce mondial. Un cinquième (18,9 %) des exportations du Brésil, 15,3 % de celles des Etats-Unis et 30,5 % de celles de la Russie sont destinées à la zone euro. (...) »

La baisse des prix des matières premières, liée à la moindre demande des pays de la zone euro, pénalise les pays émergents, comme le Brésil. Mais l'effet le plus délétère est le stress financier que provoque cette crise sans fin. Les banques européennes mises à mal rapatrient leurs actifs dans leur pays d'origine, privant des régions entières de flux financiers et de crédits pour alimenter les entreprises et les ménages. »

Difficile d'être plus clair, dès lors qu'il aura été précisé que la crise de l'euro procède elle-même (pour ne prendre qu'un des chaînons les plus proches des crises en cascade du système) de la crise des subprimes qui a éclaté en 2007 au cœur du système financier américain. Plus personne ne conteste que nous sommes bel et bien entrés dans une « récession mondiale ».

Pour ses besoins, Washington poursuit en Asie centrale, au Proche-Orient et en Afrique, une stratégie criminelle d'extension de guerres de terreur contre les peuples et de destruction de toutes les nations.

A la veille de l'élection présidentielle américaine, malgré les risques que fait peser sur le monde une telle politique, les cercles dirigeants du capital financier américain ne voient qu'une issue pour promettre une reprise de l'activité et une « embellie » de l'emploi chez eux et endiguer le mécontentement grandissant qui s'y

manifeste. Ils décident de s'attaquer aux peuples européens et de leur faire payer le prix réclamé par leurs gestionnaires de fonds. Quel que soit le prix à payer par les différentes économies nationales, ils décident de restructurer l'industrie automobile européenne au profit des « majors » américaines, de restructurer l'industrie pharmaceutique, de restructurer, à l'occasion de négociations sur les « alliances militaires », à leur profit et sous leur strict contrôle, l'industrie d'armement... sans oublier de préparer leurs grandes banques à faire leur marché sur les ruines du système bancaire européen.

Jamais l'humanité n'a été confrontée à un « ajustement » d'une telle ampleur. Depuis que l'impérialisme domine le monde, l'humanité a, certes, connu l'horreur de deux guerres mondiales. Mais jamais les exigences de destruction des forces productives formulées par le capital financier pour la préservation de ses profits sur un marché mondial saturé n'ont atteint cette dimension et entraîné simultanément toute l'économie mondiale, sur tous les continents et dans toutes ses composantes, dans cette spirale de destructions.

C'est en ce sens que les développements européens prennent immédiatement une importance majeure dans le combat d'ensemble de la classe ouvrière mondiale pour son émancipation.

LA TENTATIVE D'INSTAURER UNE DICTATURE SUPRANATIONALE EN EUROPE EST EN TRAIN D'OUVRIR DES BRÈCHES BÉANTES AU SEIN DES VIEUX ÉTATS IMPÉRIALISTES DÉCADENTS

L'Europe se trouve plongée au cœur des développements de la crise de domination politique de l'impérialisme à l'échelle mondiale, expression concentrée de la crise des rapports sociaux de production et de l'incapacité de la maîtriser.

Après les premières secousses des révolutions tunisienne et égyptienne,

toutes les conditions de l'ouverture d'un processus de crises révolutionnaires en chaîne, embrasant l'ensemble du continent européen, arrivent à maturité.

Dans sa course pour freiner la baisse tendancielle du taux de profit (aggravée par le formidable développement des sciences et des techniques), le capital financier, qui détient sa puissance de la capacité qui sera (ou non) la sienne de surexploiter le travail salarié au-delà de l'imaginable, doit détruire tous les acquis et les conquêtes politiques arrachés au capital par la lutte des classes. Mais il se heurte à la résistance d'une classe ouvrière qui s'est organisée dans la phase ascendante de la société capitaliste, où se sont affirmées les vieilles nations bourgeoises dont elle a contribué à façonner les formes. Une classe ouvrière qui, malgré les obstacles, a su reconstituer ses forces à l'issue des deux catastrophes qu'ont été les guerres mondiales.

Dans cette offensive, le prolétariat européen occupe une place particulière et centrale. Non pas qu'il soit plus important que tel ou tel autre prolétariat, plus nombreux ou plus exploité que lui.

Sa place est liée au fait que, pour rétablir l'ordre impérialiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il a fallu rétablir l'autorité des bourgeoisies européennes (certes vassales des Etats-Unis), il a fallu rétablir leurs Etats et accepter, pour sauver l'essentiel, de concéder à la classe ouvrière, engagée dans un processus révolutionnaire — que les appareils stalinien et social-démocrates ont eu le plus grand mal à contenir —, des conquêtes sociales totalement contradictoires avec les exigences à long terme de survie du système capitaliste.

La crise mondiale a atteint un tel stade que le capital financier américain a décidé d'en finir avec cette « anomalie » européenne, et de tout mettre en œuvre pour tenter d'effacer de la mémoire de la classe ouvrière mondiale le souvenir des droits et acquis de sa section européenne.

Les mémorandums adressés par la troisième à l'Irlande, au Portugal, à la Grèce et à

l'Espagne, en attendant l'Italie et la France... sont de véritables plans d'extermination de la population de ces pays.

Des plans dont la réalisation demeure, en l'état actuel des choses, au-dessus des forces des différents gouvernements.

La défense de l'ordre impérialiste exige donc qu'il soit suppléé aux défaillances d'Etats trop directement exposés à la pression des masses. Elle exige que ces plans élaborés par une instance "supranationale" soient imposés à tous les gouvernements — quelle que soit leur couleur politique et quelles que soient les menaces que feraient peser sur eux les réactions de leurs peuples.

Ces plans de « réformes structurelles », comme la manière brutale dont ils sont imposés de l'extérieur, déstabilisent les institutions de tous les Etats européens, quelle que soit leur forme (dynastique, parlementaire ou bonapartiste). Les gouvernements européens tombent les uns après les autres, et ceux qui se maintiennent ne tiennent qu'à un fil. Les exigences contenues dans le traité européen TSCG minent par exemple l'organisation régionale ou l'organisation des « autonomies » en Italie et en Espagne, qui formaient la base institutionnelle de la collaboration de l'opposition au gouvernement central.

Les « réformes structurelles » déstabilisent les bases sur lesquelles reposait, jusqu'à aujourd'hui, la collaboration des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, qui s'opérait selon des procédures inscrites dans le cadre des institutions de leurs Etats nationaux respectifs.

En mettant à l'ordre du jour, brutalement, la remise en cause (contenue dans le TSCG) de toute notion de Sécurité sociale, d'assurance chômage, de statuts et de conventions collectives, l'impérialisme mine les institutions sociales que les directions des organisations ouvrières étaient chargées de « gérer » et, en tentant de contraindre ces directions à capituler en rase campagne, ouvre les brèches dans lesquelles la résistance de la classe ouvrière s'engouffre déjà.

UNE NOUVELLE PÉRIODE DE DÉVELOPPEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES S'EST OUVERTE

Ce basculement vient de loin. Impossible de ne pas le relier au vote non de 2005 opposé par les peuples français et néerlandais au traité constitutionnel européen. Impossible de ne pas le relier au gigantesque mouvement qui a mis en France des millions de travailleurs dans la rue contre la réforme des retraites en septembre-octobre 2010.

Mais une nouvelle étape vient néanmoins d'être franchie avec le soulèvement du peuple grec contre les plans de la troïka qui a fait chuter le gouvernement « socialiste » de Papandréou en octobre-novembre 2011.

Une nouvelle étape marquée par le rejet sans appel du mémorandum européen signifié par le peuple grec lors des élections du 6 mai et du 17 juin 2012, et qui s'est exprimée dans la revendication portée par la coalition Syriza de la constitution d'un gouvernement formé des partis rejetant le mémorandum et appuyé sur les syndicats ouvriers. Une étape marquée par la paralysie totale du gouvernement de coalition, haï, constitué de la Nouvelle démocratie et du Pasok à Athènes.

Nous pouvons dire sans exagération qu'un tournant politique de grande ampleur a commencé à s'opérer dans toute l'Europe.

Un tournant dont les différents jalons sont constitués par la grève générale du 29 mars 2012, qui a mis dix millions de travailleurs et de jeunes dans la rue contre la « réforme du travail » en Espagne et, sur un autre plan, par la défaite retentissante de Sarkozy le 6 mai en France, ou celle de Merkel le 13 mai aux élections du Land le plus peuplé et le plus industriel d'Allemagne : la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

La grève générale appelée en Espagne par les deux centrales UGT et CCOO a clairement débordé l'appel initial de ses

directions en dénonçant l'accord sur le gel des salaires signé par celles-ci avec le gouvernement Rajoy — dans la continuité du « pacte social » signé avec Zapatero, chef du PSOE, avant que ce dernier ne soit remercié par son propre électorat traditionnel.

Force est de constater qu'il ne s'agit plus seulement de combats défensifs — aussi importants aient-ils été dans les années précédentes — contre la mise en œuvre des directives de l'Union européenne qui s'abattent depuis plus de trente ans sur les travailleurs des différents pays de l'Union. Tous ces mouvements sont poussés inéluctablement à se diriger mécaniquement contre le cœur des institutions européennes et contre la subordination des directions de la classe ouvrière à ce cadre. Ils sont encore renforcés et aiguïsés par la prétention qu'a aujourd'hui le capital financier de faire franchir un pas supplémentaire à la dictature incontrôlée qu'il exerce sur les peuples d'Europe avec la ratification du traité TSCG.

Les échecs à répétition des sommets européens sont les symptômes les plus sûrs de la décomposition engagée des institutions européennes, laborieusement échafaudées dans les années 1990-1992. Le projet de ratification du TSCG constitue le pas de trop qui provoque leur effondrement.

La résistance s'étend progressivement à tous les pays. Elle se dirige contre la décision prise par le capital financier américain de faire payer aux peuples les conséquences de la faillite de toutes les politiques parasitaires encouragées dans le cadre de l'Union européenne. Un capital financier américain qui a inspiré et soutenu de toutes ses forces la création de la « zone euro » pour endetter les Etats, les entreprises et les ménages, afin de repousser les limites de la crise d'un système (le système fondé sur la propriété privée des moyens de production) qui produit plus de marchandises et plus de capitaux qu'il n'est possible aux travailleurs qu'il exploite de consommer.

Cette résistance s'oriente naturellement, aujourd'hui, sur le combat politique

pour se rassembler et interdire la ratification du traité TSCG, interdire son application par quelque gouvernement européen que ce soit.

Le combat convergent de tous les peuples d'Europe contre la ratification du traité TSCG procède du mouvement le plus fondamental d'une classe, qui se dresse dans chaque pays pour la rupture avec les institutions européennes afin de garantir sa survie par les méthodes de la lutte de classe.

D'ores et déjà, ce combat se nourrit mutuellement d'un pays à l'autre pour poser dans toute sa dimension et de façon concrète la question de la « souveraineté » de chaque peuple et de tous les peuples, et donc du type de gouvernement qui la garantira.

Empêcher la ratification du TSCG, interdire son application, arracher son abrogation... constitue le premier pas dans la voie de l'abrogation de tous les traités européens. L'abrogation des traités et des institutions de l'Union européenne représente l'acte libérateur qui ouvrira pour tous les peuples d'Europe la voie à l'établissement de leur véritable souveraineté, incompatible avec la dictature du capital financier et posant immédiatement la question de la réorganisation de la production et de toute la société au niveau du continent dans son ensemble.

Les faits sont là, il y a belle lurette que les forces productives étouffent dans le cadre suranné de l'Etat national et des vieilles nations bourgeoises. Les peuples d'Europe souverains, débarrassés du carcan des institutions européennes qui incarnent le pouvoir du capital financier, seront libres de s'associer — dans le respect des institutions démocratiques qu'ils se seront données — pour réorganiser l'industrie automobile, la sidérurgie... qu'ils auront expropriées, les services publics qu'ils auront renationalisés pour la satisfaction exclusive de leurs besoins. C'est sur ce terrain que s'épanouira la collaboration fraternelle de tous les peuples, la solidarité qu'ils ne cessent de manifester dans les combats actuels, et que se construiront les véritables Etats unis socialistes d'Europe qui feront

définitivement oublier le passé de luttes fratricides provoquées par les capitalistes.

LA PERSPECTIVE D'UNE CONFÉRENCE EUROPÉENNE OUVERTE

Les membres des sections européennes de la IV^e Internationale qui ont participé, au lendemain du Conseil européen des 28 et 29 juin, à la rencontre organisée à Cologne le 30 juin par des militants ouvriers allemands, ont pu mesurer, en écoutant les interventions des délégués venus de dix pays d'Europe, les immenses possibilités ouvertes par les bouleversements politiques en cours.

Malgré les obstacles que s'acharnent à dresser les sommets des appareils qui dirigent le mouvement ouvrier, il est indiscutable qu'appuyée sur la classe ouvrière, la résistance s'organise à tous les niveaux jusque dans les grandes organisations de classe.

En Allemagne, des dirigeants de puissantes organisations syndicales telles que Ver.di, le GEW, ou même le DGB — qui s'étaient solidarisés, il n'y a pas si longtemps avec Merkel en approuvant l'adoption du Mécanisme européen de stabilité (MES) et des prétendus « plans de sauvetage de la Grèce » — se sont prononcés, à la veille du vote par le Bundestag du TSCG, clairement et nettement contre la ratification du traité.

Ils cédaient, certes, à la pression de plus en plus forte qui se manifestait dans leurs syndicats, traduisant la volonté de la classe ouvrière d'en finir avec dix ans de politique d'austérité et de remise en cause des conventions collectives, initiée par le social-démocrate Schröder. Mais ils exprimaient aussi la conclusion à laquelle ils étaient arrivés : « Il est impossible d'imposer à la classe ouvrière allemande les diktats du TSCG. Poursuivre dans cette voie ferait tout sauter ! »

Ils affrontaient, fait rarissime, la direction du Parti social-démocrate (SPD) qui, elle, appelait ses députés à voter le traité,

provoquant, là aussi fait rarissime, la rupture de discipline de vingt-trois d'entre eux qui votaient contre le traité.

En Allemagne, la crise politique qui s'est nouée autour de la saisine de la cour constitutionnelle de Karlsruhe, au motif que la souveraineté du Parlement allemand serait remise en cause par le TSCG, vient aggraver la crise qui traverse le SPD comme les fédérations du DGB. Un nombre de plus en plus grand de militants, de cadres, de dirigeants prennent position et exigent de leurs directions de franchir un nouveau pas et de passer enfin à des actes concrets qui soient capables de s'opposer à la mise en œuvre de ce traité.

En Espagne, la conjonction de la marche des mineurs sur Madrid — qui a provoqué un immense mouvement de solidarité de tout le peuple — et de l'annonce du nouveau plan du gouvernement Rajoy (en application d'un mémorandum qualifié de « pire que le grec ») vient de bousculer le bel ordonnancement du « pacte social ». Les dirigeants des grandes confédérations, l'UGT et les CCOO, qui l'avaient signé, ont appelé en catastrophe à des manifestations dans tout le pays le 19 juin et parlent d'une grève générale à la rentrée de septembre. Mais sans attendre, les travailleurs de la fonction publique manifestent tous les jours, entraînant dans leurs cortèges des policiers en civil, des pompiers, révélant les cassures qui se manifestent jusque dans les sommets de l'appareil d'Etat et libérant la discussion à l'intérieur des directions des confédérations et du PSOE.

En France, le fait que la signature de 60 000 travailleurs de toutes appartenances politiques (PS, PCF, PG) et syndicales aient été rassemblées par le POI sur un texte se prononçant pour l'unité sans conditions contre la ratification du TSCG, confirme à lui seul les immenses possibilités de regroupement politique qui sont en train de se dégager pour une bataille de front unique, dans une situation où l'annonce du plan de 8 000 suppressions d'emplois à l'usine PSA a fait l'effet d'un coup de semonce.

La terrible difficulté dans laquelle se trouve le gouvernement Hollande, qui a accédé à l'Élysée à l'occasion de l'éviction

du pouvoir de Sarkozy, pour organiser la ratification à laquelle il s'est engagé au sommet européen, n'a pas encore produit tous ses effets. Il mesurait déjà la distance qui séparait son « Sommet social » organisé les 9 et 10 juillet avec les partenaires sociaux d'un « Pacte social à la française », lorsqu'a été annoncé le plan de 8 000 suppressions d'emplois chez PSA. Il lui faut maintenant faire avaliser, avec le soutien de l'UMP, la ratification d'un traité qui condamne le pays à la « rigueur éternelle ».

Des brèches s'ouvrent, jusque dans le PS qui dispose de la majorité absolue au Parlement.

Toutes les possibilités qui s'ouvrent à l'échelle européenne et dans chaque pays pour élargir la base de ce combat appellent le franchissement d'une nouvelle étape dans l'organisation de cette bataille. Il n'est pas exagéré de dire que les conditions sont en train de se réunir pour que puisse se tenir une véritable « conférence européenne » largement ouverte à des secteurs entiers des organisations traditionnelles de la classe ouvrière et des partis qui se réclament de la défense des intérêts ouvriers et sont prêts à agir contre la ratification de ce traité.

Des forces immenses aspirent à se dégager pour mener ce combat, elles sont issues pour l'essentiel, à ce stade, des organisations et partis se réclamant de la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie.

N'écartons pas celles qui n'adhèrent aujourd'hui à aucun parti, ni à aucun syndicat. Les jeunes n'ont, pour la plupart, connu que les petits boulots ou les contrats précaires à perpétuité. Ils sont étudiants-salariés ou chômeurs, mais ils savent ce qui se joue et, comme les étudiants du Québec, se préparent à prendre toute leur place, aux avant-postes, dans cette bataille contre l'avenir de déchéance auquel les condamne le capital financier. Il revient aux sections de la IV^e Internationale de chercher les formes qui les aident à occuper cette place.

Le conseil général de la IV^e Internationale a décidé de conduire en Europe la

construction de ses sections et la préparation du VIII^e Congrès mondial sur cette orientation. S'appuyant sur les décisions prises à la rencontre de Cologne le 30 juin, le conseil général invite ses sections à établir les contacts politiques avec toutes les forces décidées à combattre dans chaque pays pour la réalisation de l'unité la plus large des organisations de classe contre la ratification du traité TSCG.

Le conseil général invite ses sections à prendre l'initiative pour organiser, en fonction des développements de la situation qui peuvent s'accélérer à tout moment, toute rencontre de militants ouvriers européens utile pour réaliser les conditions politiques d'une véritable conférence européenne ouverte.

Une conférence du type de celle qui a été organisée à Alger par le PT d'Algérie et l'UGTA, avec le soutien de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, contre les guerres et pour la défense de la souveraineté des peuples, à laquelle participaient, avec des représentants d'organisations ouvrières de pays impérialistes qui avaient participé à la coalition militaire contre la Libye, des délégués d'organisations de tous les pays du continent africain et des principaux pays arabes.

Les militants de la IV^e Internationale inscrivent leur combat pour la rupture avec l'Union européenne et pour la souveraineté des nations dans le cadre du combat pour les Etats unis socialistes d'Europe.

Pour eux, l'organisation d'une telle conférence représenterait un pas important dans le combat pour enraciner les sections

de la IV^e Internationale dans la classe ouvrière des différents pays européens. S'engager dans cette direction, c'est franchir un pas dans la voie de la construction — sous des formes propres à chaque pays, conformément à la « méthode de la transition » — de véritables partis révolutionnaires.

C'est fournir le terrain sur lequel les militants trotskystes mettront en application leurs positions programmatiques. Ils le feront de manière à éclairer patiemment les militants d'avant-garde sur la totalité de leur programme qu'on peut résumer en une phrase : construire un parti révolutionnaire, une Internationale capable d'aider la classe à assurer la victoire de la révolution prolétarienne qui expropriera le capital et libèrera l'humanité des chaînes de l'esclavage.

Pas plus qu'ils ne confondent la place respective des partis et des syndicats, les militants de la IV^e Internationale ne confondent pas les initiatives politiques auxquelles ils s'associent — ou bien même qu'ils impulsent — pour la réalisation du front unique contre la ratification du traité TSCG, contre les institutions de l'Union européenne, avec la bataille de renforcement dans laquelle ils sont engagés, bien qu'elles soient étroitement reliées.

Convaincus de la nécessité de la construction d'une Internationale révolutionnaire pour réaliser les conditions de la victoire, ils s'attachent à soumettre leurs positions, développées dans les publications de l'Internationale (la revue internationale *La Vérité*), à la discussion fraternelle et à la critique de leurs camarades de combat. C'est le sens de cette lettre.

Le conseil général de la IV^e Internationale invite les sections de la IV^e Internationale qui mettront en discussion cette lettre d'invitation à lui faire connaître les réflexions ou les contributions qu'elle aura suscitées (de la part des militants de la IV^e Internationale ou de ses sympathisants), ainsi que toutes les informations qu'elles jugeront utiles à la réalisation des objectifs esquissés dans cette lettre.

Il les invite bien évidemment à démarrer la campagne financière de préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale qui ne pourra se tenir qu'avec l'aide de leurs militants et leurs sympathisants.

Le 19 juillet 2012

Europe : la crise s'approfondit

Allemagne, Espagne, France : les conditions actuelles du combat des sections de la IV^e Internationale

Par Marc Lacaze

La première lettre d'invitation pour le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, consacrée à l'Europe et publiée dans ce numéro de *La Vérité*, a été écrite le 19 juillet dernier. Il nous a semblé utile de l'actualiser. En effet, les développements politiques de ces deux derniers mois nous permettent de préciser encore les contours de la situation exposés dans cette lettre. Ils confirment les raisons politiques qui nous ont amenés à proposer d'engager les militants de la IV^e Internationale dans la préparation, à l'échelle de tout le continent, d'une véritable « conférence ouvrière européenne ouverte ». Ils permettent de surcroît de mieux dégager les axes politiques de sa préparation, laquelle ne peut que s'inscrire dans l'aide à la construction des instruments politiques dont la classe ouvrière a besoin pour ouvrir une issue à la crise de toute la société.

**“UNE FOIS, DEUX FOIS, TROIS FOIS
CA CASSE...”**

Il est un signe qui ne trompe pas : c'est l'étourdissant ballet diplomatique déployé fin août, à l'approche de la réunion des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) du 6 sep-

tembre et du Conseil européen des 18 et 19 octobre.

A peine la tournée du Premier ministre grec, Antonis Samaras — effectuée dans les principales capitales européennes pour demander un sursis de deux ans pour satisfaire aux exigences du mémorandum —, était-elle terminée, que Hollande se rendait chez Merkel, à Berlin, précédant de quelques jours Mario Monti dans la capitale allemande. Rajoy recevait Hollande le 30 août à Madrid, juste avant que Merkel ne fasse à son tour le voyage.

Cette frénésie constitue la preuve de l'échec du dernier sommet européen, qui s'est tenu les 28 et 29 juin à Bruxelles. Elle exprime en même temps l'impérieuse nécessité de trouver, cette fois et malgré les obstacles de tous ordres, un accord avant la date des 18 et 19 octobre.

En effet, si tous sont d'accord pour faire payer à leurs peuples les centaines de milliards d'euros réclamés par les fondés de pouvoir du capital financier, si tous sont d'accord pour sacrifier ce qui subsistait des apparences de souveraineté de leurs Etats pour se doter de l'instrument de gouvernance supranationale qui doit, selon eux, « calmer les marchés », ils ne réussissent pas à conclure.

Chaque réunion repousse à plus tard l'adoption des modalités précises du

« sauvetage » des deux maillons les plus faibles du système financier européen en faillite que sont l'Espagne et la Grèce. Difficile de révéler plus clairement la panique qui saisit tous les chefs d'Etat (« grands » et « petits ») à l'approche du moment où ils devront annoncer à leurs peuples, dans le détail, ce que leur coûteront les arrangements des « grands » de ce monde.

Un haut diplomate européen en poste à Bruxelles livrait à un organe de presse spécialisé, fin juillet, l'objet de ses angoisses. Il disait :

« On s'interroge sur la manière possible de restructurer la dette grecque sans déclencher un troisième plan de sauvetage, de peur d'arriver à une impasse politique complète. La situation va être très compliquée. L'enjeu n'est pas tant de savoir s'il manque 30 ou 50 milliards d'euros pour donner à la Grèce un nouveau délai de deux ans, mais de savoir comment faire accepter une nouvelle aide des Parlements qui ont déjà eu du mal à voter les deux premières. Une fois, deux fois, trois fois ça casse... Peut-on imaginer le Parlement allemand, néerlandais ou finlandais voter un troisième plan d'aide ? »

L'impasse politique dont nous parle ce diplomate — et dans laquelle s'enfonce l'Europe, comme tous les Etats qui la composent —, c'est la certitude qu'ont tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, de leur incapacité à s'engager aujourd'hui dans la voie des « réformes » exigées par le capital financier sans provoquer une explosion sociale qui n'a pas de précédent historique.

Tous sont dans la même situation, tous sont hantés par le spectre de la chute des cinq gouvernements (Brown, Papandréou, Berlusconi, Zapatero, Sarkozy) chassés du pouvoir en Europe depuis 2010.

Aucun n'a l'illusion de pouvoir échapper à cette menace, à commencer par le gouvernement néerlandais, qui n'espère pas survivre aux élections législatives du 12 septembre.

Personne n'échappe à la menace, pas même Merkel, dont on a l'habitude de présenter le gouvernement comme l'un des plus solides du continent.

EN ALLEMAGNE, LES CONTOURS D'UN TOURNANT POLITIQUE MAJEUR SE PRÉCISENT

C'est à l'Allemagne qu'il est demandé, en vertu de sa position de première puissance économique européenne, de se porter principale garante pour les centaines de milliards dont prévoient de se doter les « fonds de secours » (qu'il s'agisse du FESF ou du MES) et de la montagne de nouvelles dettes que les Etats « fragilisés » devront contracter pour payer les anciennes. C'est dans sa force que réside sa principale faiblesse.

Souvenons-nous de la visite de Tim Geithner à Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand, en pléines vacances, sur son lieu de villégiature dans l'île de Sylt, en mer du Nord. Inhabituel pour un secrétaire au Trésor américain. C'était le 31 juillet. Geithner avait déclaré la veille, devant le Congrès américain, que la crise européenne était le plus grand danger pour l'économie américaine, notamment en raison d'une baisse des exportations des entreprises américaines vers l'Europe. Il a pris l'avion et indiqué à son arrivée qu'il était venu pour « sensibiliser Schäuble à l'inquiétude de l'administration Obama au sujet de la crise de la zone euro ». Il faut croire que l'exercice de « sensibilisation » a fait son effet... Dans un communiqué commun, les deux hommes ont exprimé « leur confiance dans les efforts engagés par les Etats membres vers une plus grande intégration ».

Il ne fait aucun doute que Schäuble, comme Merkel, n'avait aucunement l'intention de résister à la pression de l'impérialisme américain, lorsque ce dernier leur demande si « gentiment » de mettre la main à la poche pour tenter de dresser un « pare-feu » à l'extension de la crise, à trois mois de l'élection du président des Etats-Unis. Mais les choses ne sont pas si simples pour autant.

Sous la pression d'un fardeau qui menace de l'écraser, la révolte gronde dans le pays. On s'alarme désormais publiquement, jusque dans les cercles dirigeants des milieux d'affaires ; on craint de se voir entraîner dans une situation non

maîtrisable. La terreur hante la classe dominante d'une confrontation avec la classe ouvrière provoquée par un krach.

L'économiste Hans-Werner Sinn, hostile au maintien de la Grèce dans l'euro, a pris l'initiative d'une pétition qui dénonce les « capitulations » de Merkel, et qui a recueilli la signature de 172 économistes de renom. S'indignant de l'injustice dont ferait preuve Obama à l'égard de l'Allemagne, il lance des chiffres à faire dresser les cheveux sur la tête, n'hésitant pas à donner des armes pour approfondir encore les déchirures au sein de la coalition gouvernementale. Il écrit :

« Depuis 2007, la Banque centrale européenne a apporté son aide en transférant des crédits de refinancement en faveur des pays dits "périphériques" de la zone euro. La Banque centrale allemande, à elle seule, a dû y contribuer à hauteur de 730 milliards d'euros (...). Si l'on ajoute l'apport du nouveau fonds de sauvetage européen de stabilité, on obtient un total de 2 200 milliards. »

L'Allemagne a fourni la part la plus importante de ces liquidités. Il est tout bonnement injuste de la part du président Obama de demander à Berlin d'assumer un risque encore plus grand et de laisser entendre que le pays n'en a pris aucun jusqu'ici. »

Pas un jour ne passe sans que des dirigeants de premier plan de la CSU ou du FDP (partis membres de la coalition gouvernementale) ne se permettent d'accuser Mario Draghi, le président de la BCE, d'être un « faux-monnayeur », contraignant Merkel à les démentir. Jusqu'à Jens Weidmann, président de la Bundesbank, siégeant à ce titre au conseil des gouverneurs de la BCE, qui a menacé par deux fois de démissionner pour s'opposer au programme d'achat d'obligations de pays de la zone euro, préparé par Draghi et qualifié par Weidmann de « *financement des Etats par la planche à billets* ».

Tout cela au moment où la récession fait sentir ses premiers effets. Selon la Bundesbank, le chômage, descendu à un niveau historiquement bas de 6,8 %, repart à la hausse. Les géants de l'énergie RWE et E.ON projettent de supprimer 10 000 postes chacun. Opel, Thyssen-Krupp et Bosch mettent en place des mesures de chômage technique. Bref, une

situation que le journal financier français *Les Echos* résume en ces termes :

« Tout comme un éclatement de la zone euro, une détérioration de l'économie avant les élections de 2013 pourrait être fatale à Merkel. »

Merkel sait qu'elle n'a réussi à faire voter par le Bundestag son « plan d'aide à l'Espagne », le MES et le traité constitutionnel TSCG qu'avec l'appui du groupe parlementaire du SPD.

Elle n'a pas oublié qu'au printemps de cette année, les puissantes mobilisations des travailleurs des services publics et de la métallurgie avec leurs syndicats (Ver.di et IG Metall) ont arraché des augmentations importantes — même si elles n'étaient pas à la hauteur de leurs exigences. Elle sait que ces mobilisations exprimaient une volonté plus générale des travailleurs d'en finir avec les dix ans de blocage des salaires et de déréglementations imposés en 2003 par Schröder.

L'étau se resserre. En effet, l'adoption du TSCG — soumise au jugement de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui doit intervenir le 12 septembre — impose, par exemple, au gouvernement fédéral de rompre une règle établie avec les Länder. Le mécanisme de la « règle d'or », adopté en 2009 dans la Constitution allemande, donnait dix ans aux Länder pour « remettre de l'ordre dans leurs finances ». Ces derniers devaient avoir « remis de l'ordre dans leurs finances » pour se conformer aux exigences de la « règle d'or », en 2019. L'adoption du traité (Fiskalpakt) exige que cette « remise en ordre » ait lieu immédiatement (2013) ! Avec tout ce que cela comporte pour les Länder et les communes : la destruction du système hospitalier, l'accélération de la privatisation des services publics... et donc un choc inévitable.

C'est en relation avec cette situation qu'il faut comprendre le revirement important opéré par les directions de Ver.di (syndicat des services publics), du GEW (syndicat des enseignants) et de la confédération DGB sur la question du TSCG. Elles se sont prononcées, en juin, contre la ratification du traité et ont appelé les députés à voter contre au Bundestag. Rompant avec la position qui les avait conduites à appeler à appuyer Merkel et à

faire passer le prétendu plan « d'aide à la Grèce » quelques mois plus tôt, elles appelaient à rejeter le traité. Même si elles n'ont pris aucune disposition pour mobiliser les travailleurs et les rassembler devant le Bundestag, elles n'ont pu se permettre d'ignorer la volonté des travailleurs, relayée de plus en plus fortement dans les instances de leurs fédérations syndicales.

Le 29 juillet, Sommer, président du DGB, récidivait et se livrait à une attaque sans précédent contre Merkel dans l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Il l'accusait de mettre en œuvre une politique anti-constitutionnelle en remettant en cause la souveraineté budgétaire du Parlement. Il n'en restait pas là et accusait par la même occasion la direction du SPD et des Verts d'avoir, par leur vote, participé à cette remise en cause.

Répondant à une aspiration largement partagée par la population, la position prise par Sommer contribue indiscutablement à nourrir chez les travailleurs, les militants et les cadres syndicaux la volonté de faire jouer à leurs organisations de classe un rôle dont elles ont été privées dans le cadre des « réformes » entreprises par Schröder, et acceptées depuis près de dix ans par leurs directions.

Mais Sommer est lui-même associé, du fait de ses responsabilités, à la direction du SPD. S'il met en garde le gouvernement et la direction de son parti contre une politique qui dresse les masses dans toute l'Europe contre l'Union européenne et ses institutions, il ne peut pas résister à la tentation de proposer une piste susceptible, selon lui, d'ouvrir la voie à une issue : la refondation démocratique de l'Union européenne. Il se prononce, sans en préciser les modalités, pour la convocation d'une « *Convention à caractère "constituant" au niveau européen* ».

A peine cette piste était-elle esquissée que Sigmar Gabriel, président du SPD — pas rancunier pour un sou —, reprenait la balle au bond et chargeait un trio d'économistes et de philosophes (Bofinger, Habermas et Nida-Rümelin) d'aider la direction du parti à réfléchir dans cette direction, en prévision de l'échéance électorale de 2013. Les trois penseurs indépendants proclament :

« Renoncer à l'Union européenne reviendrait à tourner le dos à l'histoire du monde. »

Ils accusent le gouvernement Merkel de manquer de perspectives. Ils proposent les leurs. Ils poursuivent :

« Seul un renforcement en profondeur de l'intégration peut permettre de préserver la monnaie commune (...). Pour cela, un transfert de souveraineté vers des institutions européennes serait inévitable (...). La seule solution pour éliminer ou, du moins, limiter le risque qu'un pays soit menacé d'insolvabilité serait de mutualiser, pour les emprunts d'Etat, la responsabilité au sein de la zone euro (...). Il ne s'agit pas seulement d'apaiser les marchés financiers au moyen de constructions compliquées et opaques tandis que les gouvernements s'accrochent à leurs peuples respectifs soient mis sous le couvert d'un exécutif centralisé sans avoir été consultés (...). Cela exige qu'on ait une idée claire, du point de vue de la politique constitutionnelle, de ce qu'est une démocratie supranationale. »

Comme par hasard, c'est le moment que choisit Merkel, dans le débat européen, pour proposer de son côté un nouveau traité plus ambitieux. Chercherait-on — devant la pression de plus en plus forte de la classe ouvrière, devant la crise de décomposition qui menace le gouvernement, et pour essayer de contenir cette pression avant de pouvoir s'atteler à la faire refluer — à reconstituer les conditions d'une « grande coalition » en Allemagne, pour tenter de maîtriser les développements européens ?

Une chose est certaine : quelle que soit la volonté initiale de Sommer, le pas en avant qu'il a franchi en condamnant le traité et en appelant les députés à ne pas le voter a ravivé au sein de la population des espoirs qui ne trouveront pas leur compte dans le cadre de la mise sur pied d'une « démocratie supranationale ».

La tension ne peut que grandir entre l'attente des militants et des cadres du mouvement ouvrier allemand (bien décidés à s'appuyer sur la condamnation du TSCG par le dirigeant du DGB), et les limites que tentera d'imposer au syndicat une direction du SPD se présentant comme la mieux à même d'imposer le gouvernement supranational que le capital financier appelle de ses vœux.

Une vaste confrontation ne peut pas ne pas avoir lieu ; elle a commencé. Les militants et les cadres vont chercher à tirer de la position récente de la confédération toutes les conséquences concrètes de la condamnation du TSCG et du MES, sur le terrain direct de la lutte des classes. Toutes les questions de l'indépendance des organisations syndicales vont resurgir avec acuité. Elles vont resurgir lorsque les patrons vont demander, au nom de la « compétitivité indispensable au rétablissement de la croissance dans la zone euro », de réactiver les mesures de travail partiel prises dans la crise de 2008 et d'en inventer de nouvelles. Elles vont resurgir lorsque les Länder, majoritairement sociaux-démocrates, vont exiger d'appliquer la « règle d'or ».

Un gigantesque débat s'engage, qui s'inscrit dans celui qui se développe dans toute l'Europe et constitue le terrain de la préparation de la « conférence ouvrière européenne ouverte ». En son centre, cette question : est-il possible de faire jouer leur rôle aux organisations de classe — au moment où se joue le basculement de dizaines de millions d'hommes dans la misère — si leur action doit être préalablement soumise à ce qu'autorise la préservation des institutions de l'Union européenne et de ses traités ?

C'est dans le cadre de ce combat que des militants ouvriers allemands, qui étaient présents le 30 juin à la conférence de Cologne, appellent à une conférence nationale de délégués fin novembre à Berlin :

« Nous en appelons à tous, travailleurs, jeunes, syndicalistes et militants du SPD, à participer à cette campagne pour le rassemblement d'une force contre toute politique d'austérité, contre la destruction des conventions collectives, des droits syndicaux, contre les licenciements au nom de la compétitivité. Ce combat se concentre dans le rejet des deux traités TSCG et MES (...). Il est temps que dans toute l'Europe se développe un large mouvement contre la ratification (ou pour l'abrogation) du TSCG et pour battre l'offensive déclenchée par la troïka contre les travailleurs et les peuples.

La délégation allemande a rendu compte, lors de la rencontre à Cologne, du combat qu'elle a mené pour le non à la ratification des traités, contre le gou-

vernement Merkel, pour la solidarité des travailleurs et syndicalistes allemands avec le peuple grec et tous les travailleurs et peuples européens qui combattent contre les mémorandums et la troïka (...).

La voie vers une Europe unie ne peut pas s'établir sur la destruction de la démocratie et de la souveraineté des peuples, ni sur le démontage social, ni sur la dénonciation des droits ouvriers et syndicaux — au profit des exigences des marchés financiers.

La reconquête de la démocratie et de la souveraineté populaire, la défense et la reconquête des droits sociaux dans chaque pays constituent les préalables pour une union libre des peuples souverains en Europe. »

ESPAGNE

Combien de temps encore les directions de l'UGT et des CCOO pourront-elles refuser de céder à la volonté des masses et d'exiger le retrait du plan Rajoy ?

Dans la lettre écrite le 19 juillet pour présenter en Europe la préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, il n'était pas fait référence à l'appel lancé par les directions de l'UGT et des Commissions ouvrières à la journée nationale du 15 septembre. Cela pour la bonne raison que cet appel n'existait pas. Les conditions dans lesquelles cet appel a été lancé sont indicatives de la situation.

Depuis le 11 juillet, jour où Rajoy a présenté aux Cortes son nouveau plan d'ajustement, les manifestations n'ont pas cessé. On se souvient que le 11 juillet était le jour où, à Madrid, 500 000 travailleurs recevaient la marche des mineurs. Lorsque la nouvelle du plan est tombée, les travailleurs des ministères, des services publics, des hôpitaux ont quitté spontanément leur travail pour se diriger vers les Cortes. Les manifestations durent toute la journée, jusque tard dans la nuit. Elles se poursuivent les jours suivants. Les directions des centrales syndicales (UGT et CCOO) appellent alors à manifester le 19 juillet dans tout le pays. Des cortèges s'organisent dans l'unité dans toutes les villes. On dénombre plus de

manifestants que dans la grève générale du 29 mars.

Depuis le 19 juillet, malgré les congés, des manifestations sont organisées dans tel ou tel secteur de toutes les villes et autonomes de l'Etat espagnol. Tout le pays est touché, tous les peuples d'Espagne se retrouvent dans la protestation contre le plan d'ajustement dicté par la troïka à Rajoy.

C'est alors que les dirigeants des deux confédérations syndicales ont dû appeler à une journée nationale de manifestation le 15 septembre.

S'ils ont dû appeler, sous la pression des masses, ils se sont jusqu'à maintenant gardés de reprendre l'exigence qui rassemble les travailleurs de tout le pays : « *Retrait du plan d'ajustement !* » Et pour camoufler leur décision de ne pas exiger le retrait, ils demandent au gouvernement d'organiser un référendum à l'occasion duquel le peuple se prononcerait, si toutefois Rajoy consentait à l'organiser... A de multiples reprises, les travailleurs sont descendus, par centaines de milliers, dans la rue pour exiger le retrait du plan, ils sont descendus trois fois à plus d'un million. Les mesures tombent... elles n'attendent pas un hypothétique référendum.

Au soir du 15 septembre, deux volontés s'affronteront. D'un côté se manifesterà avec force la volonté, si le gouvernement ne cède pas, de décider la grève générale dans l'unité. De l'autre, la volonté des directions, celle de s'accrocher à un gouvernement en pleine crise.

A quelle échelle se manifesterà la volonté d'affronter le gouvernement pour le faire céder ? Comment ? Réussira-t-elle à emporter des pans entiers des organisations qui appellent au 15 septembre ?

Personne ne peut répondre avec certitude à ces questions.

Le combat qui se déroule dans les entreprises et les localités, durant les semaines qui précèdent la journée nationale du 15 septembre, revêt une importance pour la classe ouvrière de tous les pays d'Europe.

Le discours combatif prononcé le 1^{er} septembre à Paris par la jeune camarade de l'UGT sur la tombe de Léon Sedov, à l'occasion de l'hommage rendu chaque année

par la section française de la IV^e Internationale aux militants ouvriers victimes du stalinisme, témoigne de l'ampleur de ce combat et de la place qu'y occupe la jeunesse.

Si nous ne pouvons répondre à l'avance à la question de savoir jusqu'où pourra s'exprimer et s'imposer la volonté des masses, une chose en revanche est certaine : des cassures importantes se dessinent au sein de toutes les organisations, à tous les niveaux, dans l'UGT et les Commissions ouvrières, comme dans le PSOE lui-même.

Des militants, par milliers, cherchent à se donner les moyens d'agir dans cette situation pour se réapproprier les organisations qu'ils ont construites pour défendre leurs intérêts, en s'émancipant du carcan des traités de l'Union européenne qui ont pour seule fonction de justifier la soumission des peuples aux exigences destructrices du capital financier.

Les militants ouvriers regroupés autour de l'hebdomadaire *Información Obrera*, dont plusieurs délégués ont participé à la conférence de Cologne — et parmi lesquels combattent les militants de la section espagnole de la IV^e Internationale —, ont pris l'initiative de convoquer, le 3 novembre prochain à Madrid, une conférence nationale de délégués largement ouverte aux militants et cadres des organisations ouvrières qui cherchent les moyens de combattre.

Le fait que, pratiquement dans la même période, des initiatives du même type soient organisées en Allemagne, en Espagne et soient envisagées (nous le verrons plus loin) en France ne relève aucunement d'une tendance au mimétisme. Il s'agit de la réponse à la nécessité pressante du regroupement d'une avant-garde sur un terrain de classe. Une tendance qui, si elle s'exprime différemment dans chacun de ces pays, s'inscrit dans un processus unifié, nourri par les bouleversements dans lesquels toute l'Europe est précipitée.

Tous les matériaux sont en train de se rassembler, permettant aux militants de la IV^e Internationale de contribuer à tracer les contours larges d'une véritable « conférence ouvrière européenne ouverte » dont le conseil général de la IV^e Internationale a

dégagé la perspective, retracée dans la lettre de contribution à la préparation du VIII^e Congrès mondial (19 juillet) que nous publions dans les pages suivantes de *La Vérité*.

EN FRANCE "L'INTERMÈDE ENCHANTE" (1) EST TERMINÉ. ON ENTRE DANS LE BOIS DUR....

En quelques jours, la situation a fondamentalement changé. L'annonce des mesures de rigueur, les premières attaques contre le Code du travail, ainsi que la vague de plans sociaux nous projettent dans une nouvelle situation.

La direction nationale de la section française de la IV^e Internationale – courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant – s'est réunie les 1^{er} et 2 septembre. Elle a adopté une résolution qui porte une appréciation sur la situation politique à la veille de la ratification du traité TSCG par le gouvernement Hollande. Dans cette résolution, elle analyse les développements en cours dans les profondeurs de la classe ouvrière, les diverses expressions de résistance à la politique d'accompagnement des premières mesures gouvernementales adoptée par les directions traditionnelles du mouvement ouvrier. Des manifestations de résistance qui cherchent, au sein d'une large couche de militants, à s'exprimer et qu'a indiscutablement nourrie la campagne opiniâtre menée depuis six mois par le POI pour la préparation, dans l'unité la plus large, d'une manifestation

nationale pour contraindre Hollande à renoncer à la ratification du TSCG. Près de 70 000 signatures, 98 comités pour l'unité construits à l'échelle nationale pour mener cette bataille, des dizaines de délégations auprès de députés PS, PCF pour les appeler à voter « non », des prises de position de responsables et d'élus PS, PCF, PG... C'est dans ce cadre que la résolution analyse la signification de la manœuvre entreprise par la direction du Front de gauche (composée pour l'essentiel par le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon) pour tenter de contenir les processus qui mûrissent au sein de la classe ouvrière et qui se réfractent chez les militants — y compris les siens. Elle le fait dans l'objectif de préciser la ligne d'intervention qui permette — dans le prolongement de la solide orientation de front unique développée depuis des mois et sur un terrain, d'indépendance totale à l'égard des partisans d'une Union européenne « réformée » — d'élargir et approfondir les liens politiques tissés avec cette large couche de militants de toutes origines (PS, PCF, PG et syndicalistes) engagés, sans arrières-pensées, dans la bataille pour faire capoter la ratification du TSCG. Cette discussion sur les perspectives qui s'ouvrent devant nous et qui doivent nous permettre de faire franchir, en France, un pas qualitatif à la construction du POI, une discussion intégrant nécessairement la question des formes et des moyens politiques que nous décidons de mettre en œuvre pour franchir ce pas, s'inscrit pleinement dans le débat ouvert entre les militants de la IV^e Internationale engagés au niveau européen dans la préparation d'une véritable « conférence ouvrière européenne ouverte ».

(1) Expression ironique utilisée par le journal patronal Les Echos pour qualifier la période d'installation du gouvernement Hollande.

4 septembre 2012
Marc Lacaze

DOCUMENT

Résolution adoptée par la direction nationale du CCI (1^{er} et 2 septembre 2012) (extraits)

(...) 5. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'appel à manifester le 30 septembre pour un référendum lancé par le Front de gauche.

Alors que le Front de gauche (particulièrement le PCF) a donné à Hollande tout le temps

dont ce dernier avait besoin pour accélérer, avec l'appui du Conseil constitutionnel, le calendrier de ratification ; alors qu'il a refusé de répondre à toutes les propositions faites par le POI de discuter d'une manifestation nationale dans l'unité

la plus large, dans la rue, pour faire céder Hollande et le contraindre à ne pas ratifier ; alors qu'il s'est ingénié à opposer sa demande d'organisation d'un référendum à la mobilisation dans la rue contre la ratification et qu'au sein même de l'Assemblée nationale ses députés ne mènent aucune campagne..., il appelle, un mois avant, à une manifestation le 30 septembre pour un référendum !

A l'évidence, la tension perceptible au sein de la classe, le mécontentement qui s'exprime jusque dans les rangs du Front de gauche — nourris par la campagne considérable que le POI a menée sur un terrain de front unique, par l'organisation de comités pour l'unité contre la ratification — ont contraint sa direction à prendre une initiative pour tenter de ne laisser la place à personne sur aucun terrain, afin de préserver ses capacités à contenir les processus qui mûrissent.

Les directions du Front de gauche savent que les questions posées à propos de la ratification sont intimement liées à celles qui vont surgir sur le terrain de la lutte des classes ; il leur faut préventivement donner l'illusion d'une réponse conforme aux aspirations qui se développent.

Cocquerel (PG), dans *L'Humanité*, précise : « *Le Front de gauche aura son mot d'ordre appelant à un référendum. Mais celui de la marche sera plus généralement contre le traité Merkozy pour que tous puissent s'y retrouver.* » Cela veut dire qu'il leur faut tenter d'intégrer toutes les forces, dont les nôtres.

6. Parfaitement conscients de la manœuvre, instruits par tout l'héritage du bolchevisme, nous ne tomberons pas dans le piège. Nous poursuivrons sur la position de principe qui est la nôtre. Nous allons poursuivre et approfondir encore le combat sur la ligne de front unique que nous avons engagé, avec ces milliers de travailleurs et de cadres dans les comités que nous avons constitués ensemble. Nous allons poursuivre la discussion et le combat commun, tout particulièrement avec ceux qui, dans les comités, auront l'illusion d'avoir fait bouger la direction du Front de gauche. Nous allons préparer avec eux cette manifestation, et nous allons le faire sur notre terrain, sans arrogance et avec tout le tact nécessaire.

Nous poserons partout, et particulièrement dans les discussions et textes issus de ces comités, les problèmes avec les formulations suivantes : « *Nous combattons contre la ratification du TSCG par le gouvernement PS de Hollande, contre le vote que s'approprient à émettre conjointement les députés PS et UMP pour faire passer le traité.* »

La majorité parlementaire PS élue à la suite de l'éviction de Sarkozy a tous les moyens de rejeter ce traité.

Nous combattons pour l'unité contre toutes les conséquences déjà en œuvre de l'acceptation du TSCG.

Nous préparons cette manifestation avec l'objectif de renforcer le POI, en relation étroite avec notre engagement dans la constitution des comités pour l'unité, afin qu'ils s'inscrivent pleinement dans la nouvelle période, où toutes les questions du combat pour le front unique pour l'abrogation du traité (s'il passe) vont resurgir, combinées avec leurs déclinaisons sur le terrain de la lutte des classes et qui posent en leur centre la question de l'indépendance des organisations.

Nous rappellerons la bataille que nous avons menée ces derniers mois pour préparer une manifestation de centaines et de centaines de milliers de travailleurs dans la rue pour créer une situation qui contraigne Hollande à céder, à remballer son projet de ratification, et qui prépare le combat contre tout le programme qu'il a décidé de mettre en œuvre.

Nous ne nous en cacherons pas, dans la discussion fraternelle que nous aurons dans le cadre de la préparation de cette manifestation et de la bataille que nous mènerons pour être les plus nombreux possible : à l'heure où nous écrivons, la manifestation du 30 septembre ne sera pas — pour toutes les raisons évoquées — la manifestation que les travailleurs étaient en droit d'attendre et qu'il était possible de réaliser si les « grandes » directions n'avaient pas été tenues par leur respect des institutions européennes à ne pas gêner le gouvernement Hollande.

7. La direction nationale (...) donne mandat au comité politique pour que, la semaine prochaine, soit présenté un plan d'ensemble incluant tous les éléments de la construction du POI, en particulier la convocation dès à présent d'une conférence de délégués débouchant sur la constitution d'un comité national large pour l'unité contre la ratification du TSCG et son abrogation s'il était adopté, et contre toutes les mesures dès à présent en œuvre. Et ainsi, rassembler encore plus toutes les conditions pour un saut qualitatif dans l'élargissement du POI.

Ce qui constituera bien évidemment un élément de la discussion du bureau national du POI du 8 septembre.

La condition pour avancer dans cette voie, c'est le renforcement immédiat du POI, impliquant le renforcement de la IV^e Internationale, en particulier dans la jeunesse, sur l'axe de la préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. Donc la réalisation de 180 cartes (pour les régions représentées dans la DN) et la rentrée des timbres, et l'élargissement de la diffusion d'*Informations ouvrières*.

L'impérialisme contre le peuple syrien

Par Lucien Gauthier

Les images de guerre, de massacres et de désolation en Syrie font le tour des médias du monde entier. Les grandes puissances impérialistes se servent de l'émotion légitime pour tenter d'accréditer l'idée qu'il n'y a pas d'autre voie que l'intervention « humanitaire » de ces mêmes grandes puissances.

A l'occasion d'un discours le 4 septembre, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a dû reconnaître au détour d'une phrase que « *ceux qui fournissent des armes à l'un ou l'autre camp ne font qu'aggraver les souffrances des Syriens* ». L'une des agences de l'ONU, en charge des questions humanitaires, avait déjà indiqué, sans que cela ne soit relayé par la presse, que les massacres s'effectuaient des deux côtés. La situation en Syrie a basculé du côté de la guerre civile. C'est un nouveau maillon de la chaîne de dislocation des nations qui a vu, après l'intervention impérialiste en Libye, le pays exploser, avec comme conséquence immédiate la dislocation du Mali dont le nord est contrôlé par des milices islamistes. Des milices, des groupes mafieux, des mercenaires se livrent dans toute la région à des opérations militaires, à des enlèvements, à des massacres, à des trafics. Toute la région sahélienne est menacée, et notamment l'Algérie qui est sous la menace d'une nouvelle tentative de dislocation. Dans le même temps, le Soudan — qui a été partagé, sous l'égide de l'ONU, entre le Sud et le Nord — voit les deux nouveaux pays s'affronter militairement pour le contrôle du pétrole. L'Irak et l'Afghanistan, depuis longtemps occupés par les troupes impérialistes, sont disloqués et livrés à la violence, et, comme produit de cette situation, le Pakistan est lui-même au

bord de l'explosion, tandis que les guerres et les conflits se multiplient sur le continent africain. Avec la guerre civile en Syrie, ce sont tous les pays de la région qui sont menacés, et particulièrement le Liban qui voit les affrontements se multiplier. Dans cette situation, l'Iran est visé et est sous la menace d'une intervention militaire.

L'IMPÉRIALISME CONTRE LA RÉVOLUTION

La situation de dislocation des nations et des peuples de la région est le produit direct de la réaction de l'impérialisme face aux processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, initiés il y a près de deux ans. Les puissances impérialistes ont cherché à soutenir coûte que coûte les régimes de Ben Ali et de Moubarak. Quand, face à la puissance révolutionnaire du mouvement des masses, les deux dictateurs ont chuté, il a fallu pour l'impérialisme, et avec la collaboration de toutes les forces à même de barrer la route à la révolution, préserver les régimes en place en les repeignant aux couleurs de la « démocratie » baptisée « transition démocratique ». Pour ce faire, l'impérialisme a dû s'appuyer sur les « ennemis d'hier », les mouvements islamistes, pour les associer, avec des forces « laïques » issues des régimes de Moubarak et de Ben Ali, à des gouvernements dont la première tâche est de contenir le processus révolutionnaire. Mais si cette condition est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Il fallait, à l'adresse de tous les peuples de la région, indiquer que la voie révolutionnaire pour chasser

les régimes ne pouvait déboucher. La Libye fut le laboratoire et l'exemple pour l'impérialisme, en provoquant et en déclenchant une guerre civile. L'impérialisme s'en est saisi pour intervenir militairement, écraser la Libye et, au passage, prendre le contrôle direct de la production pétrolière de ce pays.

LA SYRIE DANS L'ŒIL DU CYCLONE

C'est pourquoi le régime syrien ne correspond plus aux besoins de l'impérialisme dans la nouvelle situation ouverte depuis deux ans. Hafez el-Assad, le père de l'actuel président, a pris le pouvoir par un coup d'Etat en 1970. Il fonde alors un régime policier de parti unique. Les dirigeants du régime basé sur une minorité, les Alaouites, vont s'allier très rapidement avec la couche commerçante, issue de la majorité démographique sunnite, et des chrétiens pour asseoir la domination du régime, au profit de cette minorité qui va s'enrichir. La politique de ce régime se caractérise par une oscillation régulière entre l'impérialisme et l'Union soviétique. Le régime joue de cette situation et préserve aussi une certaine autonomie. En 1974, à la suite d'un accord de désengagement militaire avec les Israéliens, Assad reçoit à Damas le président américain Nixon. De 1976 à 1982, une offensive armée des Frères musulmans, soutenue par la Jordanie et l'Irak, cherche à renverser le régime et provoque en retour une vague de répression sanglante. La Syrie se rapproche alors de l'Union soviétique. Mais, dans le même temps, la Syrie est aussi utilisée par l'impérialisme pour maintenir l'ordre au Liban. Après la guerre civile qui disloque ce dernier, la Syrie contribuera au rétablissement de l'ordre. En 1987, les troupes syriennes occuperont le Liban et assureront l'ordre, au compte de la stabilisation régionale, incluant donc l'existence de l'Etat d'Israël. Lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le régime syrien soutiendra l'Iran, tandis que l'impérialisme américain soutiendra l'Irak, chargé de défaire le régime iranien qui, depuis la chute du schah, s'est opposé à l'administration américaine. Mais, avec la décomposition de l'Union soviétique et sa chute, le régime devra

alors se rapprocher de nouveau de l'impérialisme américain. C'est ainsi qu'en 1990, Hafez el-Assad participera à la guerre américaine contre l'Irak en envoyant 20 000 soldats. En revanche, il refusera toute implication dans les accords d'Oslo qui marquent la création de l'Autorité palestinienne. Le régime qui, pendant des décennies, eut recours à une phraséologie socialisante et nationaliste arabe, use de la question palestinienne pour se présenter comme un régime anti-impérialiste et anti-israélien.

Après les attentats du 11 septembre 2001, Bachar el-Assad, qui vient de succéder à son père décédé un an plus tôt, collabore avec les Etats-Unis à la prétendue guerre contre al-Qaida (prétexte à l'intervention en Afghanistan puis, deux ans plus tard, en Irak). Cependant, la Syrie va rester dans la liste américaine des pays liés au « terrorisme », en raison de son opposition à l'Etat hébreu qui occupe toujours le plateau du Golan qui est syrien. Pour être retiré de la liste, les Etats-Unis exigent du régime syrien qu'il aille plus avant dans la soumission aux exigences de l'impérialisme. En février 2005, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri permet à l'impérialisme américain et à l'Etat d'Israël d'accroître leur pression en accusant Damas d'être derrière l'attentat. C'est sur cette base que les troupes syriennes quittent le Liban, qu'elles occupent depuis 1897, avec pour résultat la stabilisation de l'ordre dans la région. En 2006, considérant la Syrie comme un élément essentiel de la stabilité régionale, le rapport des sénateurs américains Baker et Hamilton sur le Moyen-Orient préconise la reprise du dialogue. En 2008, le président Bachar el-Assad se rend en visite en France, à l'occasion du sommet pour la Méditerranée, où il est reçu par Sarkozy. Tout en qualifiant régulièrement la Syrie de base arrière du terrorisme, les Etats-Unis l'enjoignent de rompre ses relations avec les organisations libanaises anti-israéliennes ou avec l'Iran. L'impérialisme américain multiplie les signes de réchauffement, considérant le régime syrien comme un facteur d'ordre dans la région. Mais, après le déclenchement des révolutions en Tunisie et en Egypte, l'existence d'un Etat syrien centralisé, dont les décisions ne dépendent pas directement de l'impé-

rialisme américain et qui joue un rôle essentiel au Liban, se refuse à isoler l'Iran, avait pu être un facteur de stabilité, mais devenait à présent contradictoire avec la politique de l'impérialisme américain, telle qu'elle s'est manifestée à travers l'agression contre la Libye.

LE RÉGIME SYRIEN NE CORRESPOND PLUS À LA NOUVELLE SITUATION

La réorientation de la politique du régime syrien, depuis l'accession au pouvoir de Bachar el-Assad, répondant aux exigences du FMI, avait aggravé toutes les disparités régionales jusqu'alors tempérées par les subventions massives distribuées par le régime. Cette réorientation avait provoqué au sein du régime de fortes contradictions entre ceux qui voulaient aller plus loin dans la collaboration avec les Etats-Unis et ceux qui s'y opposaient, entraînant règlements de compte et exécutions. Dès la chute de Ben Ali, par crainte de la contagion révolutionnaire, le gouvernement syrien annonçait qu'il verserait onze dollars par mois aux familles les plus déshéritées. Aussitôt, le FMI enjoignait à la Syrie d'abandonner toute subvention alimentaire. Il recommandait également d'augmenter les tarifs de l'électricité, qui étaient très bas grâce aux subventions de l'Etat. La privatisation du système économique syrien, produit de la pression des Etats-Unis, a certes reçu la bénédiction d'une fraction de la caste dirigeante, mais a surtout plongé une partie importante de la population dans la pauvreté, tout en amplifiant la corruption de groupes liés au pouvoir qui cherchaient à accaparer le produit des privatisations. Cette situation a avivé les particularismes existants, aidés en cela par divers groupes comme les Frères musulmans, des services secrets étrangers et certaines fractions issue du régime. La Syrie est en effet une mosaïque de populations et de religions (sunnites, chiïtes, alaouite, druzes, chrétiens, kurdes) « tenue » depuis un demi-siècle par un régime dont les dirigeants, notamment l'état-major, sont issus de la communauté alaouite et s'appuient sur la bourgeoisie commerçante sunnite et les chrétiens. Avec la marche à la révolution

dans la région, avec la déstabilisation de l'Egypte, le régime a, à la fois, réagit, comme il l'a toujours fait, par la répression brutale, tout en recherchant des négociations avec les Etats-Unis. Mais les Etats-Unis ne souhaitent pas négocier, car cela impliquerait de reconnaître une relative autonomie au régime syrien. Ce qu'ils veulent, c'est un régime qui soit à leur botte. Le régime syrien, dans la dernière décennie, a fait beaucoup pour donner des gages à l'impérialisme. Mais la nature même de ce régime, fruit d'un consensus entre différentes fractions et centralisé comme un régime militaire et policier, ne peut pas se « réformer » comme le souhaiterait l'impérialisme. La remise en cause des équilibres qui fondent le régime le ferait exploser. La pression américaine pour tenter de provoquer un coup d'Etat au sein du régime et l'utilisation comme moyen de pression de « l'Armée syrienne libre » ont débouché sur une véritable guerre civile, car le noyau central du régime ne s'est pas divisé.

LE QATAR, POISSON PILOTE DE L'IMPÉRIALISME

Une nouvelle fois, le Qatar, comme c'était le cas en Libye, a joué un rôle déterminant en encadrant, finançant et armant la prétendue « Armée libre syrienne ». Les Qataris sont proches des Frères musulmans syriens qui ont une place centrale dans le prétendu « Conseil national syrien ». La Turquie est le lieu de passage de l'armement de l'Armée syrienne libre, financée par le Qatar et l'Arabie Saoudite. De nombreux mercenaires, des islamistes, venus de Libye et d'ailleurs, mais aussi des troupes spéciales des pays impérialistes pénètrent en Syrie. Les intérêts économiques des Américains et des Qataris ne sont pas absents. L'émir du Qatar a longtemps été proche de Bachar el-Assad. Il y avait même un projet de gazoduc partant du Qatar, traversant la Syrie pour rejoindre la Turquie. Ce gazoduc aurait permis au Qatar d'exporter directement en Europe et d'éviter le détroit d'Ormouz sous contrôle iranien. En 2004, des forces spéciales iraniennes avait détruit une plate-forme de forage qatarie, au motif

que l'émirat puisait trop dans le champ de gaz naturel que se partagent le Qatar et l'Iran. A l'époque, Bachar el-Assad avait refusé ce gazoduc pour ne pas aller à l'encontre des intérêts de son allié iranien. En revanche, un nouveau pouvoir en Syrie, financé par le Qatar, pourrait permettre de relancer ce dossier. La Turquie et l'Europe étaient d'ailleurs favorables à la création de ce gazoduc, pour être moins dépendants du gaz russe, ce qui explique aussi, entre autres, le soutien de Moscou à Damas. C'est dans ces conditions que la réaction de l'impérialisme au processus révolutionnaire, qui mettait au centre la souveraineté des peuples et des nations, déclenche une marche à la barbarie généralisée. C'est dans ces conditions que toutes les aventures sont possibles, que le gouvernement israélien menace de bombarder à l'automne les installations nucléaires iraniennes. L'administration américaine a jusqu'à présent cherché à freiner les Israéliens, non pas pour défendre la souveraineté de l'Iran, mais par crainte d'une déstabilisation encore plus générale. Mais il est évident, pour l'administration américaine, que dans le cadre de son projet de « Grand Moyen-Orient » basé sur la dislocation des nations, le redécoupage de la région avec des régimes à sa botte implique que le problème iranien soit réglé et qu'une « solution » soit trouvée en Palestine. L'existence même du peuple palestinien, c'est-à-dire non seulement des populations vivant en Cisjordanie, à Gaza, mais aussi sur le territoire israélien, en Jordanie, au Liban posait la question du droit au retour de tous les réfugiés, ce que ne peuvent accepter ni les Etats-Unis ni l'Etat d'Israël. La généralisation de guerres menace.

LE DROIT DES PEUPLES EST CONTRADICTOIRE A L'IMPÉRIALISME

C'est pourquoi la IV^e Internationale, dès le mois de janvier 2011, a pris position pour le soutien aux révolutions en Tunisie et en Egypte, parce que c'est la lutte des travailleurs et de la population qui peut réaliser la souveraineté de la

nation en rompant les liens de subordination avec l'impérialisme (comme par exemple l'accord d'association avec l'Union européenne en Tunisie). Ce combat pour la rupture des liens de subordination avec l'impérialisme, l'expropriation des capitalistes étrangers des entreprises qu'ils ont pillées, constituaient les bases de la souveraineté de la nation. Considérant que l'impérialisme mondial est le principal ennemi des peuples, la IV^e Internationale ne pouvait en aucun cas considérer que l'impérialisme pouvait aider les peuples à travers les interventions militaires. C'est pourquoi elle a pris nettement position contre l'intervention militaire en Libye, comme elle dénonce la menace pesant sur la Syrie, à la différence de l'Internationale socialiste, qui soutient « l'ingérence humanitaire », de nombreux partis communiste et du Secrétariat unifié qui, tout en ne se prononçant pas ouvertement pour une intervention, appelle à la chute du régime syrien par l'armement et le financement de l'« opposition », ce que le Qatar et les Etats-Unis font déjà depuis des mois !

Il est significatif en Tunisie que le gouvernement d'union nationale « laïque islamiste » maintienne tous les accords d'association avec l'Union européenne et ceux passés avec le FMI et poursuive la politique de Ben Ali en matière économique. Le processus révolutionnaire, qui a été contenu mais n'a pas été écrasé, voit les masses rechercher les voies de la souveraineté. De ce point de vue, il est significatif que, depuis le congrès de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) de fin décembre 2011 qui a adopté le mot d'ordre « *ni Qatar ni Etats-Unis, Tunisie libre !* », celui-ci soit repris dans toutes les manifestations. L'UGTT a d'ailleurs pris position contre la menace d'intervention en Syrie.

La IV^e Internationale n'a pas d'intérêt distinct des travailleurs, et ceux-ci n'ont aucun intérêt à la guerre en Syrie ou aux bombardements en Iran qui renforceraient encore leur asservissement à l'impérialisme. Ils ont besoin de leur souveraineté et de chasser l'impérialisme.

Lucien Gauthier

Inde : face aux problèmes actuels de la lutte des classes, les leçons du soulèvement révolutionnaire d'août 1942

Par François Forgue et Olivier Doriane

Dans tous les continents aujourd'hui, les sections de la IV^e Internationale préparent le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. Le document sur les enjeux de ce congrès, adopté par le conseil général de la IV^e Internationale, part de la « *nécessité pour la IV^e Internationale de répondre, par la construction de sections, à une situation marquée par les développements de la révolution et de la contre-révolution* », cela dans les conditions de ce qu'il définit comme étant « *une crise totale et générale de la domination impérialiste fondée sur la propriété privée des moyens de production* ».

Il s'agit, pour les sections de la IV^e Internationale, d'une discussion totalement liée à leur activité quotidienne et qui ne s'adresse pas exclusivement aux militants organisés dans les rangs de la IV^e Internationale, mais également à tous ceux qui considèrent, sur la base de leur expérience, que la classe ouvrière a besoin d'une organisation politique exprimant ses intérêts, d'un parti qui vise à aider les masses dans la voie de leur combat émancipateur.

La « *crise totale et générale de la domination impérialiste* » frappe tous les continents et tous les pays. C'est le caractère mondial de cette crise, nourrie par la crise politique, économique et sociale de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme des Etats-Unis, qui trouve aujourd'hui certains de ses aspects les plus concentrés en Europe, la zone où se trouvent rassem-

blés — à l'exception des Etats-Unis et du Japon — les impérialismes les plus puissants (Angleterre, Allemagne, France, Italie, Espagne, etc.), les pays qui furent le berceau du capitalisme et où se sont développées des classes ouvrières porteuses d'une longue tradition de luttes révolutionnaires et d'organisation, matérialisée dans les conquêtes sociales qu'elles ont arrachées à la bourgeoisie.

Les aspects particuliers et centraux pour l'analyse de la situation mondiale de la crise qui ravage l'Europe ne sauraient cependant être saisis indépendamment de leur cadre international.

Comme chacun le constate, malgré les affirmations répétées sur le fait que les économies dites « émergentes » sauveront l'économie mondiale, les économies d'Asie et d'Amérique latine sont chaque jour plus fortement frappées par l'aggravation mondiale de la crise, tandis que le continent africain est d'ores et déjà entraîné dans un désastre qui va s'approfondissant.

L'ASIE DANS LA CRISE MONDIALE

Le continent asiatique a été le théâtre d'immenses bouleversements provoqués par l'action révolutionnaire des masses, entraînant l'effondrement des vieux empires coloniaux (Grande-Bretagne,

France, Hollande). En 1949, la Chine reconstitue son unité et retrouve sa souveraineté sur la base de la liquidation révolutionnaire de la domination impérialiste et de la bourgeoisie locale, conduisant à l'expropriation des grands moyens de production détenus par les capitalistes étrangers et par leurs subordonnés, les capitalistes chinois (1).

La domination coloniale britannique est renversée en 1947. Sous les coups de l'action révolutionnaire des masses, ce qu'on appelait « l'Empire des Indes » se disloque. L'indépendance politique à laquelle doit se résoudre l'impérialisme débouche pourtant sur la partition, la constitution de la République indienne et du Pakistan (2).

C'est comme conséquence différée de cette partition que le Bangladesh se constituera en 1971. Elle permettra également à l'impérialisme de négocier de manière séparée les conditions d'accès à l'indépendance du Sri Lanka. Ce processus de division des peuples assurant le maintien de la domination indirecte de l'impérialisme mondial sur le sous-continent a été rendu possible par les conditions de l'échec du mouvement révolutionnaire de 1942 — sur lesquelles nous reviendrons dans cet article —, par la politique de l'impérialisme, par celle de la bourgeoisie indienne et, de manière décisive, par la politique de la direction du Parti communiste indien subordonnée à la bureaucratie stalinienne.

Aujourd'hui, et avec encore plus d'intensité du fait de la crise mondiale, l'impérialisme cherche à assurer et à renforcer son contrôle sur l'Asie. Dans le précédent numéro de *La Vérité*, un article analyse les menaces grandissantes — y compris directement militaires — qui pèsent sur la Chine. Depuis, cette pression se renforce encore et les incidents se multiplient. C'est dans ce contexte que l'impérialisme américain cherche à assujettir l'Inde à ses plans d'hégémonie et à sa volonté d'encercllement de la Chine. Dans cette voie, c'est la souveraineté de l'Inde et à terme son unité qui sont menacées. L'ensemble du sous-continent est menacé. Sous la pression américaine, tous

les problèmes issus de la partition resurgissent avec plus de force encore. N'oublions pas que déjà, lors du terrible tsunami qui s'était abattu sur le Sri Lanka en 2004, le secrétaire d'Etat américain, Condoleezza Rice, avait cyniquement déclaré : « *C'est une merveilleuse opportunité pour les Etats-Unis.* » Paroles suivies d'actes, car, au nom de « l'aide à la reconstruction », l'implantation militaire américaine dans la région fut renforcée.

Aujourd'hui, les éléments de dislocation apparaissent plus avancés au Pakistan. Cependant, l'autre Etat issu des conséquences de la partition, le Bangladesh, est frappé de plein fouet par la crise économique mondiale et apparaît incapable de trouver une issue à l'impasse politique dans laquelle il est plongé. Ce serait une erreur d'imaginer que l'Inde puisse préserver une stabilité sans risque alors que ces Etats qui lui sont non seulement frontaliers, mais qui partagent avec elle les mêmes origines, sont en voie de dislocation.

Contrairement aux affirmations répétées par les défenseurs du capitalisme, l'Inde, loin de connaître un développement « fantastique », connaît une situation de plus en plus critique pour les masses ouvrières et paysannes. En 2011, on a relevé 15 000 cas de suicides de paysans ne pouvant payer leur dette. L'inflation, qui tournait autour des 10 % annuels, s'accélère alors que les salaires sont bloqués. Les multinationales arrachent la terre aux paysans pour des opérations spéculatives. Des entreprises ferment et licencient, les privatisations déchirent le tissu industriel. Proportionnellement à l'en-

(1) Voir à ce sujet les deux articles sur la Chine parus dans les numéros 73 et 74 de *La Vérité*.

(2) Ce qu'a signifié la partition était rappelé par l'écrivain Arundhati Roy, qui expliquait : « *Pour nous, dans ce sous-continent, le contexte, c'est la partition. La "Ligne Radcliffe", qui sépara l'Inde et le Pakistan en déchirant les Etats, les districts, les villages, les champs, les communautés, les systèmes d'alimentation d'eau, les foyers et les familles — et qui fut tracée en une nuit —, entraîna le massacre d'un million d'êtres humains et la plus gigantesque migration de l'histoire contemporaine. Huit millions de personnes, des Hindous fuyant le Pakistan qui venait de se créer, des musulmans fuyant une Inde nouvelle, abandonnèrent leur résidence, n'emportant que ce qu'ils avaient sur le dos.* »

semble de la population active, le secteur dit « informel » ou « inorganisé » s'étend, proliférant sur la base de la désindustrialisation. Dans ce secteur qui regroupe aujourd'hui plus de 80 % des travailleurs salariés indiens, l'emploi ne se fait que sur la base de contrats précaires, sans aucune garantie et sans aucun bénéfice social. Parfois, des commentateurs vantent le développement d'un secteur de haute technologie, d'une Silicon Valley à l'indienne. Non seulement ce secteur a déjà atteint ses limites, mais tout compris, en y incluant des activités comme les centres d'appel, il n'a jamais représenté que 0,5 % de la main-d'œuvre totale.

Le militant syndicaliste indien Nambiath Vasudevan expliquait, dans un rapport présenté au comité de coordination issu de la conférence mondiale d'Alger (novembre 2011) organisée à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples :

« Dans les dernières années, la situation a empiré. Le chômage a considérablement augmenté, des travailleurs employés de manière permanente ont vu leur salaire baisser, le secteur manufacturier s'est réduit et les droits ouvriers existants ont été brutalement mis en cause. »

L'Inde connaît une « régionalisation » de plus en plus marquée de sa vie politique. Le grand parti national de la bourgeoisie indienne, le parti du Congrès, dont les origines remontent à la lutte pour l'indépendance, ne peut plus aujourd'hui gouverner sans l'appui de partis régionaux n'existant que dans l'un des Etats de la Fédération indienne, s'appuyant sur des particularités locales, linguistiques ou « ethniques », sur la représentation de castes spécifiques. Dans le cadre de la constitution fédérale, le gouvernement de chaque Etat s'engage dans une course avec les autres pour apparaître comme le plus attractif pour les investisseurs...

LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 28 FÉVRIER 2012

C'est dans ces conditions que, le 28 février 2012, a eu lieu la plus grande grève

générale de vingt-quatre heures de l'histoire de l'Inde depuis son accession à l'indépendance en 1947. Dans tout le pays, plus de 100 millions de travailleurs ont été unis dans cette grève. Pour la première fois depuis 1947, l'ensemble des onze confédérations syndicales existantes ont appelé à la grève, celles qui sont liées aux deux partis issus de la crise du stalinisme, mais aussi la confédération syndicale qui est liée au parti historique de la bourgeoisie indienne, le parti du Congrès, aujourd'hui au gouvernement. La lutte contre la hausse des prix, l'exigence d'un salaire minimum mensuel de 180 euros (alors qu'aujourd'hui nombre de salariés ne perçoivent que 50 euros), le refus des privatisations, l'exigence du respect des lois du travail pour tous étaient les principaux mots d'ordre communs.

Malgré l'immensité du pays et les différences considérables d'une région à une autre, la grève a véritablement été une grève nationale, touchant — certes à des degrés différents — tous les Etats de l'Inde, des régions rurales les plus reculées jusqu'aux grands centres industriels.

Immense mobilisation attestant de la disponibilité et de la force de la classe ouvrière ; immense mobilisation démontrant que l'unité et l'indépendance nationale de l'Inde ne peuvent être véritablement défendues que par les travailleurs.

Revenant sur la portée de cette grève générale, lors d'une réunion de la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, en mars 2012, le camarade Vasudevan expliquait que c'était la première fois depuis l'indépendance que

« le syndicat affilié au parti du Congrès participait à une grève nationale contre le gouvernement (...). Cela est lié au fait que la mise en cause des droits ouvriers, la difficulté de faire reconnaître comme légales des organisations syndicales — y compris si elles sont des composantes de la centrale proche du parti du Congrès — a entraîné ce syndicat à se joindre à la grève. »

Le camarade Vasudevan ajoutait :

« Cela a montré qu'il est possible à tous les travailleurs de se rassembler,

quelles que soient leurs différentes opinions politiques, et que même lorsque les partis auxquels ils sont liés sont au pouvoir, les syndicats doivent rester indépendants du gouvernement. Les syndicats doivent uniquement prendre position par rapport à la classe ouvrière et aux travailleurs qu'ils représentent. »

Ce qui s'est passé le 28 février indique que de nouvelles relations tendent à s'établir au sein du mouvement ouvrier indien. C'est aussi l'une des conséquences de ce qu'a signifié la défaite des partis issus du stalinisme au Bengale-Occidental, événement politique majeur traité plus loin dans cet article.

L'immense mobilisation du 28 février a eu un effet immédiat sur le gouvernement. Toute une série de réformes anti-ouvrières ont été différées ou ralenties. Et les porte-parole de l'impérialisme se plaignent de la paralysie qui affecte le gouvernement indien.

Pourtant, cette mobilisation n'a pas eu de suite politique immédiate dans l'action. Elle n'a pas débouché à l'échelle de tout le pays, ni même d'un Etat sur une campagne visant à imposer la réalisation des mots d'ordre qui étaient en son centre. On invoque parfois la dispersion des forces syndicales. On souligne aussi que les organisations syndicales sont généralement subordonnées à un parti politique ou à un autre.

LA POLITIQUE DES DIRECTIONS ISSUES DU STALINISME

C'est exact. Mais la question principale, c'est celle de la politique suivie par ceux de ces partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, notamment les deux partis communistes. Quelques mois avant cette grande journée du 28 février, des élections générales avaient lieu en Inde.

A cette occasion, les deux partis communistes ont perdu le contrôle du Bengale-Occidental, dont la capitale est Calcutta, où ils exerçaient le pouvoir gouvernemental à l'échelle de l'Etat depuis quarante ans. Ils avaient été portés au pouvoir dans la foulée

d'une mobilisation de la paysannerie, notamment sur la base de pas en avant dans la voie d'une réforme agraire dont se réclamait alors le Parti communiste.

A contrario, aujourd'hui, leur défaite électorale survient à la suite d'affrontements violents entre la paysannerie et le gouvernement des PC, affrontements provoqués par la décision de celui-ci de se saisir de terres appartenant aux paysans pour les livrer à des multinationales et à la grande entreprise capitaliste indienne Tata pour y constituer une « zone économique spéciale » où ils pourraient surexploiter les travailleurs, une zone où l'activité syndicale serait, de fait, proscrite, une zone où les lois du travail ne s'appliqueraient pas (3).

Le document préparatoire au VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale explique :

« L'accusation principale que porte la IV^e Internationale contre les vieilles organisations issues du stalinisme ou de la social-démocratie, c'est, dit le Programme de transition (programme sur lequel la IV^e Internationale a été fondée), leur refus de rompre avec le demi-cadavre politique de la bourgeoisie. A l'époque de l'impérialisme décomposé et putréfié, qui entraîne l'humanité sur la voie de la barbarie, ce refus de rompre le lien qui les unit au demi-cadavre politique de la bourgeoisie conduit ces partis non seulement à accompagner la politique de destruction, mais à la prendre directement en charge, à la mettre en œuvre et à la revendre (...). »

C'est précisément de cela qu'il s'agit. La politique suivie au Bengale-Occidental n'était que l'expression la plus achevée d'une politique permanente s'étendant pendant des années où ces partis ont soutenu par leurs votes au Parlement le gouvernement fédéral, y compris dans sa politique de privatisation et d'ouverture. Politique qu'ils dénonçaient parfois dans leurs discours, dans les Etats où ils n'exerçaient pas de responsabilités, mais qu'ils prœnaient

(3) C'est une loi de 2004 qui a généralisé l'implantation de telles zones dans tout le pays. Au Parlement, les députés des deux PC ne s'y sont pas opposés. En 2010, plus de deux cents responsables syndicaux, de tout le pays, ont contresigné un appel se prononçant pour l'abrogation de cette loi.

à leur compte là où ils exerçaient des fonctions gouvernementales et qu'ils cautionnaient au plan national par leurs votes au Parlement. Cela s'est exprimé avec force dans la dernière période par leur refus de s'opposer à la loi généralisant les « zones économiques spéciales ».

C'est dans ce contexte que se posent aujourd'hui en Inde certains des problèmes les plus centraux soulevés dans le texte préparatoire au congrès mondial de la IV^e Internationale.

Pour commencer à y répondre, il est nécessaire de revenir sur les traditions révolutionnaires et l'expérience des travailleurs et du peuple indiens dans leur lutte contre l'impérialisme.

Il est des moments où, expliquait Léon Trotsky, il est nécessaire pour chaque classe ouvrière de revenir sur les moments les plus élevés de sa lutte passée pour faire face à des tâches nouvelles. Aujourd'hui, revenir sur les leçons de ce qui s'est passé en août 1942 en Inde est indispensable.

INDE, AOÛT 1942 : LE SOULÈVEMENT DE TOUT UN PEUPLE

Il y a soixante-dix ans, en août 1942, en Inde, tout un peuple se soulève contre la domination britannique. On est en pleine guerre mondiale.

Dans leur combat, les millions de travailleurs de l'Inde vont réaliser pratiquement ce que Trotsky avait expliqué en 1939, dans une *Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde* (l'écrasante majorité d'entre eux n'avait, bien entendu, absolument pas connaissance de ce document) :

« Le peuple de l'Inde doit, dès le début, dissocier son destin de celui de l'impérialisme britannique : les oppresseurs et les opprimés sont des deux côtés opposés de la tranchée. Aucune aide, quelle qu'elle soit, aux propriétaires d'esclaves ! Au contraire, il faut utiliser les immenses difficultés que la guerre apportera pour asséner un coup mortel à toutes les classes dirigeantes. »

Il est nécessaire de rappeler brièvement ici le déroulement de ces événements d'août et septembre 1942, ainsi que les conditions dans lesquelles ils se sont déclenchés.

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, en septembre 1939, le peuple indien est jeté contre son gré dans la guerre pour le seul compte de l'impérialisme britannique. Les droits politiques élémentaires sont suspendus. La répression frappe tous ceux qui s'opposent à la guerre, tant les militants de l'aile gauche du parti du Congrès que les militants du Parti communiste, qui, à ce moment, en raison du pacte germano-soviétique, dénoncent la guerre. C'est d'ailleurs à l'initiative du PC indien que la première manifestation contre la guerre a lieu à Bombay, rassemblant 50 000 travailleurs.

Mais la position du PC indien va changer du tout au tout après l'agression nazie contre l'URSS. Pour la bureaucratie stalinienne, rien ne doit gêner les impérialismes « démocratiques » (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis). Pour la bureaucratie stalinienne, le seul impératif, c'est toujours la préservation de son pouvoir. Lorsque celle-ci passe par une alliance avec le régime d'Hitler, toute attaque contre celui-ci doit cesser. Et lorsque, en 1941, l'impérialisme britannique devient un « allié » de la bureaucratie, toute remise en cause des fondements de sa puissance doit cesser : il ne faut pas toucher à sa domination coloniale. La lutte des classes est rejetée.

Il reste que les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.

En 1942, tout va s'accélérer. Le gouvernement britannique, soucieux de s'assurer l'appui de la bourgeoisie indienne, propose au parti du Congrès la transformation de l'Inde en un dominion du Commonwealth (4) à la fin de la guerre, à la condition qu'elle accepte, entre-temps, la pleine coopération à l'effort de guerre dans les conditions de la domination impérialiste directe.

(4) Il s'agit d'un statut comparable à celui du Canada ou de l'Australie à l'époque, c'est-à-dire des pays disposant de leurs propres institutions, mais dont la politique étrangère s'inscrit dans le cadre d'une association avec la monarchie britannique.

La direction du parti du Congrès refuse et lance la campagne « *Quit India now* », qui, pour cette direction, est une campagne de pression (par le moyen de ce que l'on appelle la désobéissance civile) pour obtenir des concessions immédiates de l'impérialisme. Mais on est en pleine guerre : le gouvernement colonial ne peut céder sur rien et arrête les principaux dirigeants du Congrès, ainsi que des milliers de cadres.

Le 9 août 1942, les masses se mettent en mouvement. C'est un véritable soulèvement contre la domination coloniale qui commence. Dans ses publications, le PC indien, qui vient d'être légalisé, s'oppose aux grèves. Mais rien n'y fait.

UN RAPPORT ÉCRIT DANS LE FEU DE L'ACTION

La revue trotskyste américaine *Fourth International* publie, dans son numéro d'octobre 1942, un rapport sur le soulèvement d'août écrit par un militant de l'organisation trotskyste indienne, le Bolshevik-Leninist Party of India (BLPI) :

« *Les masses de Bombay et des autres villes d'Inde se levèrent spontanément pour exprimer leur amertume et leur indignation contre le gouvernement lors de l'arrestation de dirigeants du Congrès. Elles brisèrent la coquille de non-violence dans laquelle la foi dans le Mahatma et le Congrès les avaient emprisonnées si longtemps et révélèrent à un monde étonné que les masses de l'Inde étaient révolutionnaires. A Bombay, les masses se répandaient dans les rues, arrêtant les bus, les trams et même des trains. Les étudiants des collèges arrêtaient le travail et se répandaient pour appeler les ouvriers dans les autobus, les trams et les trains à arrêter de les conduire. L'après-midi du jour suivant, le lundi, de petites barricades, sommairement construites, apparurent dans les rues de quelques parties de la ville, suffisantes pour empêcher le mouvement des véhicules motorisés de la police et des militaires. Bientôt, les masses, grisées par leur succès initial, s'en prirent aux postes de police, aux gares de chemin de fer et autres sièges du pouvoir gouvernemental. Les manifestations étaient spontanées, les masses agissaient spontanément, sous des*

dirigeants de hasard. Les plus actifs, les plus courageux et les plus déterminés dans la foule devenaient ses dirigeants.

Les masses avaient pris complètement possession des rues et des places, le lundi et le mardi. La police n'était plus désormais capable de contrôler les masses et leurs activités. Les militaires apparurent dans les rues le mardi dans l'après-midi. On instaura un couvre-feu. Des camions blindés et même des tanks patrouillaient dans les rues. L'après-midi du mercredi 12 août, les rues et les places de la cité furent "reprises" par les militaires et la police en armes. Beaucoup de gens furent tués par les charges des lathi, par les fusillades de la police et des militaires, et, de façon générale, dans les combats de rue. Il y eut un choc à Parel — avec des pertes des deux côtés — entre les forces armées et des ouvriers en grève. Ce fut l'unique incident important dans lequel les ouvriers de Bombay participèrent activement au cours de ces journées d'août riches en événements. »

Quelques jours après, 50 000 ouvriers des grandes usines Tata étaient en grève pour exiger la libération de tous les emprisonnés. Cependant, les ouvriers de certaines des plus grandes usines de Bombay ne participèrent pas activement au mouvement par le moyen d'une grève générale. Le rapport du militant trotskyste explique que c'est avant tout parce que ceux que les travailleurs considéraient comme leurs dirigeants, les responsables du PC indien, pesèrent de tout leur poids pour empêcher qu'ils rejoignent la mobilisation spontanée qui se développait. Les travailleurs n'avaient aucune confiance dans les dirigeants du Congrès et la jeune organisation trotskyste indienne était particulièrement faible à Bombay.

Cependant, comme le souligne le rapport, si l'action des dirigeants staliniens impose un blocage partiel à Bombay, elle ne peut empêcher l'extension du mouvement à tout le pays :

« *A partir du lundi 10 août, le mouvement commença à se répandre de province en province. Les immenses réserves d'énergie révolutionnaire des masses explosaient partout sans plan ni système. Le mouvement se répandit dans un champ sans limites, de Peshawar au Cap Comorin et de Karachi aux frontières de la Birmanie occupée. A Bangalore, dans le Mysore, le mouvement de masse monta à un niveau*

très élevé. Les étudiants furent le fer de lance de l'attaque contre le pouvoir féodal indien et l'impérialisme britannique. Les ouvriers, dans les usines, les mines et les ateliers de Mysore, soutinrent activement les masses petites-bourgeoises (...).

Dans les régions de Tamil Nad et d'Andhra, la paysannerie et les masses petites-bourgeoises urbaines manifestèrent avec une grande vigueur (...). A Ténali, Tamnad, Madras, Coimbatore et Madura, la classe ouvrière soutint le mouvement par une action gréviste (...).

Dans la troisième semaine d'août, tout le Bihar, des parties des Provinces-Unies et des Provinces centrales, et même des parties du Bengale et de l'Orissa étaient dans un état de rébellion virtuelle. Dans ces régions, l'administration civile du gouvernement s'était effondrée. C'était particulièrement le cas dans les régions rurales de ces provinces. Le Bihar était le centre de la tempête. Dans différentes parties du Bihar, la paysannerie mit sur pied des gouvernements "swaraj" (ou gouvernements du Congrès). Leur juridiction ne s'étendit jamais au-delà de quelques villages. Et ils ne durèrent jamais plus que quelques jours. Mais ces éphémères "gouvernements paysans", qui apparurent dans les régions de l'Inde rurale les plus semi-féodales et les plus pressurées par les grands propriétaires, nous indiquent dans quel sens soufflait le vent. Il est vrai que "ces Etats paysans embryonnaires" qui flottèrent sur la crête montante du mouvement des masses reconnaissaient la direction de la bourgeoisie indienne. Mais cela ne diminue en rien la signification fondamentale de ces phénomènes qui se manifestèrent en Inde depuis la première semaine de la lutte. Ils nous enseignent que la paysannerie était debout (...).

Les ouvriers métallurgistes de Jamshepur et les travailleurs de la zone charbonnière de Jharia se mirent en grève par sympathie avec les masses en révolte (...).

Mais, précise le rapport :

« Il n'apparut ni programme indépendant de la classe ouvrière ni mot d'ordre pour lui montrer l'issue de la crise. La volonté de lutte des travailleurs était éparpillée et paralysée. Ils ignoraient la ligne de marche, où frapper et comment frapper l'ennemi. Ils croyaient que la bourgeoisie du Congrès était leur amie. »

Cette situation ne résultait ni de la naïveté ni de l'inexpérience des masses, mais de la trahison de ceux qui étaient à la tête des

organisations qu'ils considéraient comme les leurs. L'action des masses se heurte à la politique de la direction du PC indien subordonné à la bureaucratie stalinienne.

Le rapport ajoute :

« Tandis que la confusion, l'hésitation et le doute régnaient dans la direction de la lutte, les impérialistes frappaient durement, coup sur coup. Des troupes britanniques avec des chars d'assaut, des avions et tous les instruments de la guerre moderne étaient massées. Les impérialistes, non seulement terrorisèrent les masses par le déploiement de leurs forces armées, mais utilisèrent même des tanks et des avions pour mitrailler les masses paysannes (...).

S'il y avait eu un parti révolutionnaire ouvrier pendant ces jours critiques d'août pour montrer aux ouvriers, clairement et concrètement, le chemin de la lutte, la lutte des masses qui commença à Bombay lors de l'arrestation du Mahatma Gandhi et des membres du comité d'action du Congrès aurait pris une tournure différente. »

Le soulèvement d'août 1942 s'est étendu à toutes les parties de ce qui est alors « l'Empire britannique », de Bombay et Delhi à Madras, dans le sud, des zones rurales les plus arriérées aux centres industriels, de Chittagong (aujourd'hui au Bangladesh) à Lahore (aujourd'hui au Pakistan). Ouvriers, paysans, étudiants, qu'ils soient musulmans ou hindous, s'y retrouvent unis contre la domination coloniale. C'est tout le peuple qui entre en action. Les insurrections paysannes rejoignent les mobilisations ouvrières.

La spontanéité qui marque ce puissant soulèvement contre la domination impérialiste est la marque même de sa profondeur. En même temps, elle ne saurait suffire. La révolution indienne qui commençait en août 1942 a, une fois encore, posé en termes aigus la question de la direction révolutionnaire.

En effet, au moment où les ouvriers et les paysans indiens se dressent pour mettre en œuvre leur revendication centrale, « Hors de l'Inde l'impérialisme britannique ! », les appareils des II^e et III^e Internationales proclament partout dans le monde que leur mouvement est irresponsable, qu'il fait le jeu du fascisme. L'expression concentrée de cette opposition

au droit inaliénable du peuple indien de décider de son propre avenir se manifesta dans la position de la bureaucratie stalinienne, qui imposa au parti qui dépendait de lui en Inde, le Parti communiste indien, de se ranger du côté de la répression impérialiste.

En effet, non content d'avoir freiné le soulèvement et bloqué son développement, la direction du PC indien est allée jusqu'au point de soutenir activement la répression déchaînée par l'impérialisme britannique contre les militants nationalistes et les militants trotskystes. C'est ainsi que, le 23 mai 1943, lors de son congrès tenu à Bombay, le PC indien adopte la résolution suivante :

« Les groupes qui forment la cinquième colonne sont le Forward Bloc, le parti du traître Bose, le Parti socialiste du Congrès qui a trahi le socialisme au début de la guerre et qui a mené une politique opportuniste et destructrice pour finir dans le camp des traîtres trotskystes, et finalement les groupes trotskystes qui sont des gangs criminels payés par les fascistes. Le Parti communiste déclare que ces trois groupes doivent être traités par tout Indien honnête comme les pires ennemis de la nation, chassés hors de la vie politique et exterminés. »

Les trotskystes indiens, ainsi désignés à la répression, paieront un lourd tribut pour leur engagement sans réserve dans la lutte du peuple indien pour son indépendance (5).

Car, dès 1941, la section indienne de la IV^e Internationale avait appelé à la lutte contre « l'impérialisme britannique, qui, à l'époque de la décadence du capitalisme mondial, constitue la force réactionnaire la plus puissante en Inde nourrissant toutes les autres formes de réaction » et proclamé que c'était « l'action indépendante des travailleurs qui pouvait défendre l'Union soviétique ». A l'opposé de la politique stalinienne, les trotskystes affirment la nécessité immédiate de la lutte pour l'indépendance :

« Le Bolshevik-Leninist Party of India met les masses en garde face aux promesses mensongères des impérialistes japonais et aux offres trompeuses des impérialistes britanniques. De même que la première tâche des masses chinoises est de chasser l'impérialisme japonais, la

première tâche des masses indiennes est de chasser l'impérialisme britannique. »

LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE STALINIENNE

Divisée, privée de direction et livrée à la répression, la classe ouvrière est durement frappée. Certes, le mouvement des masses indiennes qui a été ainsi refoulé n'a pas été totalement écrasé. Et en 1945-1947, dans le contexte mondial de la vague révolutionnaire qui déferle sur toute la planète, tous les problèmes se reposent. Mais ce qui s'est passé trois ans auparavant aura des conséquences profondes.

A la fin de la guerre, la mobilisation révolutionnaire des masses renoue dans ses formes (grèves, manifestations, insurrections, mutineries des travailleurs indiens sous l'uniforme) avec le contenu même du mouvement de 1942. Cette mobilisation révolutionnaire, combinée avec la situation mondiale, en particulier avec la montée de la révolution chinoise, la situation politique et sociale en Angleterre même contraignent l'impérialisme anglais à un départ précipité.

Mais les conditions de la lutte ont changé. La politique du PC indien, sa trahison de la vague révolutionnaire de 1942 ont remis le sort de la lutte pour l'indépendance nationale entre les mains du parti de la bourgeoisie, le parti du Congrès. Ce dernier apparaît comme la direction légitime du combat pour l'indépendance nationale. Les conséquences sont profondes : les masses exploitées ont perdu l'initiative qui était la leur. C'est pourquoi les formes politiques de l'accession à l'indépendance de l'Inde, la réalisation de la partition qui aboutit à la constitution de la République indienne et du Pakistan ont été négociées, par-dessus les masses et contre leurs intérêts, par les représentants de la bourgeoisie et des grands féodaux.

(5) On trouvera les détails de cette féroce répression ciblée dans le n° 21 (mars 1985) des *Cahiers Léon Trotsky*.

C'est là la conséquence de l'échec de la première vague révolutionnaire de 1942, qui marque toute l'histoire de l'Inde et du sous-continent dans son ensemble jusqu'à présent. Non seulement la trahison de la direction du PC indien inféodée à la bureaucratie stalinienne a livré les travailleurs aux coups de la répression, mais elle a fait que la lutte pour l'émancipation nationale a été confiée à la bourgeoisie. Celle-ci, pour préserver son règne, a en permanence cherché à maintenir l'alliance avec l'impérialisme et, comme condition même de son pouvoir, elle a été incapable de promouvoir une révolution agraire ; elle a au contraire utilisé tous les moyens pour l'empêcher, maintenant ainsi l'Inde dans son arriération économique et dans sa subordination à l'impérialisme.

LA POSITION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Les militants qui avaient commencé à se regrouper dans le Bolshevik-Leninist Party of India, constitué à partir de l'activité de cadres trotskystes venus du Sri Lanka et de militants indiens, se placèrent au premier rang des combats révolutionnaires d'août 1942. Ils s'y étaient préparés par leur assimilation des positions développées par Trotsky, notamment dans la *Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde* que nous avons citée plus haut (6). Ils avaient mené, dans l'illégalité, une activité politique constante, exprimée en particulier dans la parution de leur journal, *The Spark*. C'est ainsi que, en mars 1942, le journal de l'organisation trotskyste américaine, le Socialist Workers Party, publiait une lettre d'un marin américain qui rapportait ses rencontres avec des militants trotskystes indiens :

« Les militants de la Quatrième Internationale en Inde sont en majorité des ouvriers et ont gagné à leurs positions nombre de militants syndicalistes. Ils militent dans des conditions très difficiles. Nombre de camarades sont en prison » (*The Militant*, 7 mars 1942).

Les conséquences de la guerre faisaient que, d'un point de vue organisationnel, la IV^e Internationale ne pouvait avoir d'ac-

tivité organisationnellement centralisée au niveau international. Pratiquement aucune communication n'était possible entre les militants agissant dans les pays occupés par les forces nazies, et qui se trouvaient dans des conditions de totale clandestinité, et ceux des pays « alliés » (Etats-Unis, Angleterre, Amérique latine), où ils faisaient également face à la répression du fait de leur opposition à la guerre impérialiste. Pourtant, la centralisation politique, l'expression commune de positions procédant de l'internationalisme et de la défense de l'indépendance de classe, justification pratique de la proclamation de la IV^e Internationale en 1938, se manifestèrent avec éclat lors du soulèvement indien de 1942.

Alors que les différents gouvernements impérialistes « démocratiques », tout comme la bureaucratie dirigeante en URSS, piétinaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (dont ils se réclamaient cyniquement) en dénonçant les travailleurs indiens comme des complices du fascisme, suivis sur ce terrain non seulement par les différents partis staliniens, mais aussi par les directions officielles du mouvement ouvrier (Labour Party en Angleterre, dirigeants de l'AFL et de la CIO aux Etats-Unis), seule la IV^e Internationale, au travers de l'activité de ses sections, prenait une position sans équivoque de soutien inconditionnel aux masses indiennes.

En septembre 1942, le comité exécutif international de la IV^e Internationale, alors installé aux Etats-Unis, publiait un *Manifeste* qui affirmait :

« La révolution des ouvriers et des paysans de l'Inde contre l'impérialisme britannique ne trouvera d'alliés internationaux que si sa lutte est menée avec une ferme détermination. Ce n'est pas dans les immeubles gouvernementaux de Washington et Londres, de Moscou et de Tchoung-King, de Tokyo et de Berlin, mais chez les ouvriers et les paysans du monde que se trouvent les alliés de la révolution indienne.

(6) Le texte intégral de la *Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde* de Léon Trotsky (juillet 1939) et celui du *Manifeste de la IV^e Internationale* adressé aux ouvriers et paysans de l'Inde (septembre 1942) sont reproduits dans les *Cahiers du Cermtri*, n° 98 (septembre 2003).

Prolétaires de l'Inde ! Vous avez la possibilité d'assumer le glorieux rôle qui a été joué par les ouvriers de la Russie tsariste arriérée en 1917. Dans les ténèbres de la troisième année de la première guerre mondiale impérialiste s'est levée l'étoile de la révolution russe. Les ouvriers russes semblaient alors terriblement isolés dans un monde hostile, mais les masses opprimées du monde sont venues à leur secours. L'étoile polaire de la révolution russe inspira les soulèvements des masses en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et l'éveil de larges masses dans l'Europe entière, en Afrique et en Asie. De même que la Russie était en 1917 le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, de même c'est ce qu'est l'Inde aujourd'hui ! »

En Angleterre, au cœur même de la puissance coloniale, dans les conditions de la guerre où la liberté d'expression était sérieusement réduite, l'organisation trotskyste britannique prenait clairement position contre « son » propre impérialisme. L'organe de la Workers' International League (IV^e Internationale) titrait en août 1942 : « *Soutien total à la libération de l'Inde. Halte à la terreur contre le peuple indien !* » L'éditorial expliquait :

« En refusant de considérer que la solution soit d'accorder maintenant la liberté à l'Inde, le gouvernement britannique a délibérément choisi une politique au compte de laquelle des milliers de soldats britanniques, envoyés en Inde prétendument pour "combattre pour la démocratie" et pour "la liberté des nations" seront utilisés dans le but d'écraser par la force armée la lutte des masses de l'Inde pour leur liberté.

Devrions-nous rester passifs et accepter que nos fils, nos frères et nos maris soient utilisés par les impérialistes comme une armée d'oppression contre nos frères de classe coloniaux ? La réponse du mouvement ouvrier ne peut être que : NON. »

La section américaine de la IV^e Internationale, pour sa part, informa largement dans ses publications — son hebdomadaire *The Militant* et sa revue théorique *Fourth International* — sur les développements révolutionnaires en Inde. Et ses publications furent l'instrument d'une campagne de solidarité avec les travailleurs indiens contre l'impérialisme.

En France, occupée par les forces nazies, les militants trotskystes publiaient clandestinement, depuis 1940, *La Vérité*. Son numéro du 15 septembre 1942 titrait : « *Les Indes en lutte pour leur liberté !* » On pouvait y lire :

« Depuis des semaines, les masses hindoues sont entrées en lutte ouverte pour l'indépendance de leur pays. Trois faits essentiels dominent cette lutte : c'est, d'une part, l'ampleur du mouvement national qui s'est propagé à travers tout le pays, c'est, d'autre part, la brutalité et la sauvagerie de la répression britannique ; c'est, enfin, l'absence de toute direction capable de mener le mouvement à une victoire substantielle (...).

La classe ouvrière, malgré les agents de l'impérialisme dans ses rangs, a pris la tête de la lutte : c'est sous sa direction que l'Inde deviendra libre. L'émancipation pour son émancipation. »

ET AUJOURD'HUI...

Aujourd'hui, alors que se préparent à l'échelle mondiale comme en Inde même des bouleversements considérables, les leçons d'août 1942 sont d'une brûlante actualité. Tout d'abord, le fait que, dans le combat contre l'oppression impérialiste, pour la défense du droit du peuple indien à disposer de lui-même, la classe ouvrière est la seule force sociale à même de mener la lutte jusqu'au bout. Ses revendications, parce qu'elles posent la question de l'existence même du système capitaliste, mettent en cause la domination impérialiste. Il en découle que la condition d'un combat effectif contre l'impérialisme est l'indépendance effective des organisations ouvrières, du mouvement ouvrier, vis-à-vis de l'impérialisme et des partis bourgeois. Ce qui pose la nécessité d'un parti politique exprimant les intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière, donc la lutte mondiale contre le système d'exploitation capitaliste.

Le document préparatoire au VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale publié dans ce numéro de *La Vérité* reprend une citation de Trotsky qui explique :

« L'intervention active des masses dans les événements historiques est en fait

l'élément le plus indispensable d'une révolution (...). Le soulèvement des masses doit aboutir au renversement de la domination d'une classe et à l'instauration de la domination d'une autre (...). Afin de balayer l'ordre social périmé, la classe progressiste doit comprendre que son heure a sonné, se fixer la tâche de conquérir le pouvoir. Ici s'ouvre le chapitre de l'action révolutionnaire consciente où la prévision et le calcul s'unissent à la volonté et au courage. En d'autres termes, ici s'ouvre le champ d'action du parti. »

Et Trotsky précise :

« Sans un parti capable de s'orienter dans la situation, d'apprécier la marche, le rythme des événements et de conquérir à temps la conscience des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Telle est la relation réciproque entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution et de l'insurrection. »

Il ne s'agit pas d'identifier ni même de prétendre comparer des situations dissemblables. Il s'agit de la dynamique de la lutte des classes.

Les événements récents qui ont été évoqués, la défaite électorale des deux PC au Bengale-Occidental et la grande grève générale de février 2012 s'intègrent dans une situation mondiale où tous les facteurs de l'équilibre préexistant sont mis en cause.

Pour préserver aujourd'hui ce qu'elle a conquis par ses luttes et qui demeure, malgré les coups qui lui ont été portés, la classe ouvrière indienne — regroupant autour d'elle la masse des exploités et des opprimés — sera contrainte de s'engager dans des luttes dont l'ampleur, dans d'autres circonstances, sera la même que celles de 1942. L'enjeu en sera l'existence même de la classe ouvrière indienne, de ses organisations, de sa capacité d'agir — et, du même coup, le maintien ou non de l'Inde comme une puissance encore souveraine et unie. Ces combats se préparent dans des conditions où toutes les relations antérieures, y compris au sein du mouvement ouvrier lui-même, sont remises en question. La constitution d'un regroupement politique, capable de s'insérer dans ces processus pour y défendre une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, est vitale.

En répondant massivement à l'appel de ses organisations syndicales, la classe ouvrière indienne a, une fois encore, montré qu'elle était prête aux plus grands combats. Mais la puissance qui s'est manifestée alors n'a trouvé aucun prolongement, elle n'a pas été concentrée autour de ce qu'un militant trotskyste indien analysant, dans le feu de l'action, les événements de 1942, appelait « *un mot d'ordre, un drapeau* ».

La grève générale de février 2012 s'est faite autour de revendications dictées par les menaces qui pèsent sur la classe ouvrière : défense des emplois, défense des lois du travail, refus de la précarité généralisée, refus des privatisations, de la destruction de secteurs entiers de l'économie au nom de la pénétration impérialiste.

C'est un immense acquis de la classe ouvrière indienne que d'avoir imposé à toutes les directions des organisations syndicales, quelle que soit leur affiliation politique, l'unité autour de ces mots d'ordre. Mais ces revendications, pour qu'elles soient arrachées, ne posent-elles pas avec intensité des questions politiques d'orientation à l'échelle nationale, donc des questions qui relèvent non seulement des organisations syndicales, mais des partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière ? La question de la dette et des exigences du FMI, la question des accords de libre commerce avec les Etats-Unis et l'Union européenne, la question des zones économiques spéciales, la question de la politique internationale poursuivie par le gouvernement indien, et donc en définitive la question de la souveraineté de l'Inde et de son unité.

Face à la crise qui s'aggrave chaque jour en Inde comme conséquence et expression de la crise mondiale, les partis qui se trouvent dans l'opposition comme ceux qui sont au pouvoir « *restent muets* », écrit un militant indien, qui ajoute :

« Il n'y a là rien de surprenant dans la mesure où la plupart des partis politiques d'Inde — y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme — partagent le pouvoir dans un Etat ou un autre de l'ensemble fédéral que constitue l'Inde et appliquent donc la politique du gouvernement fédéral dans ces Etats,

même s'ils la dénoncent dans leur propagande.»

Quel est le dénominateur commun de cette renonciation ? C'est la collaboration avec la bourgeoisie, l'acceptation de la préservation du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production, la renonciation à une politique indépendante de la classe ouvrière, qui, partant de ses revendications, pose la question de la disparition de ce système.

On sait où cette politique a conduit dans le cas du Bengale-Occidental. Il s'agit, répétons-le, de bien plus qu'une défaite électorale. En 1942, le fait que la direction du PC indien se soit rangée du côté de l'impérialisme britannique au nom de la « guerre antifasciste » a discrédité, pour la masse du peuple indien, le principal parti se réclamant de la classe ouvrière du point de vue du combat pour l'émancipation nationale. Ce combat a été laissé entre les mains de la bourgeoisie nationale. La volonté des dirigeants des PC indiens gouvernant au Bengale-Occidental d'être au premier rang de ceux qui attireraient les investissements étrangers, de réaliser coûte que coûte un développement profitable aux multinationales et aux grands capitalistes indiens a conduit au fait que la paysannerie a refusé de considérer plus longtemps ces partis comme la représentant.

Dans aucun de ces partis une discussion démocratique publique et sérieuse ne s'est engagée sur les conséquences de cette défaite, pas plus qu'à l'échelle fédérale il n'y a eu de débat réel sur l'appui apporté au gouvernement du parti du Congrès et sur l'adoption de la loi sur les « zones économiques spéciales » en 2004.

Le mouvement ouvrier indien ne peut faire l'économie de ce bilan. Il se fera en liaison avec les luttes des travailleurs indiens et les problèmes qui surgiront de ces luttes. C'est dans ce cadre que seront posées les bases du parti ouvrier indépendant dont la classe ouvrière indienne a besoin.

Dans la lettre qu'il adressait aux travailleurs de l'Inde le 25 juillet 1939, Léon Trotsky écrivait :

« Pour réaliser une telle politique, un parti révolutionnaire qui s'appuie sur l'avant-garde du prolétariat est nécessaire. Un tel parti n'existe pas en Inde. La Quatrième Internationale offre à ce parti son programme, son expérience, sa collaboration. Les conditions fondamentales pour un tel parti sont : indépendance complète envers la démocratie impérialiste, indépendance complète envers la Deuxième et la Troisième Internationales, indépendance complète envers la bourgeoisie nationale de l'Inde. »

Aujourd'hui, la classe ouvrière indienne a besoin d'un parti qui exprime dans les faits sa complète indépendance à l'égard de l'impérialisme en pleine décomposition, de toutes ses agences, y compris au sein du mouvement ouvrier, sa complète indépendance à l'égard de la bourgeoisie indienne ; un parti qui vise à unir l'action des travailleurs indiens à la lutte mondiale de la classe ouvrière pour son émancipation.

Il serait vain de chercher, par avance, à déterminer les étapes et les formes de la construction d'un tel parti. Comme le dit le document préparatoire au VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale :

« Dans tous les cas de figure, quelle que soit la tactique appropriée, c'est qu'il n'y a pas de place pour la IV^e Internationale en dehors du mouvement réel et concret de la lutte des classes. Il n'y a pas de place pour la IV^e Internationale en dehors d'une politique qui, en toutes circonstances, va chercher à dégager les axes du combat pour le front unique à partir des revendications concrètes de la classe. »

C'est sur ce terrain, en relation avec les développements de la lutte de classe internationalement et en Inde même, que des pas effectifs peuvent être faits dans la voie de la constitution et du développement d'un tel parti.

La discussion préparatoire au VIII^e Congrès mondial a comme sens d'aider à la réalisation de ce processus.

François Forgue et Olivier Doriane

Le PCF et la question coloniale

Par Lucien Gauthier

Il y a cinquante ans, le peuple d'Algérie, après une guerre de huit années qui fit un million cinq cent mille victimes, obtint son indépendance et infligea une défaite au colonialisme français.

A l'occasion de ce demi-siècle d'indépendance, de nombreuses publications traitent de cet événement.

L'Humanité, journal du Parti communiste français, a publié plusieurs dossiers et articles consacrés au combat du peuple algérien et au rôle du PCF. Mais *L'Humanité* réécrit l'histoire. Rétablissons les faits.

Depuis le début des années 1930, la direction stalinienne du PCF n'a pas été aux côtés du mouvement national algérien. En 1956, les députés du PCF voteront même les pouvoirs spéciaux que réclame le président du Conseil, Guy Mollet (Parti socialiste, Section française de l'internationale ouvrière SFIO, IIE Internationale), pour réprimer le peuple algérien. Mais la résistance du peuple algérien et, en France, la mobilisation des étudiants contre la guerre, le rejet de cette guerre par les travailleurs et une grande masse des militants du PCF, amène la direction de ce dernier à couvrir ces mobilisations en avançant comme mot d'ordre

« *Paix en Algérie* », sans formuler un quelconque soutien à l'exigence de l'indépendance de l'Algérie.

Il faut revenir aux origines du mouvement national algérien pour comprendre les fondements de la politique du PCF à son égard.

En 1914, la guerre met l'Europe à feu et à sang. Les « grandes puissances » mobilisent en masse ouvriers et paysans. Le gouvernement français, pour remplacer les centaines de milliers de morts ou de blessés au front, puise très vite dans ses « réserves coloniales ».

Six cent mille colonisés sont ainsi mobilisés et envoyés au front, dont 173 019 Algériens ; 25 000 d'entre eux seront tués.

En 1917, le refus par les Algériens de la conscription massive, qui vide le pays de ses hommes jeunes, débouche sur une véritable révolte des « fellahs » (*paysans*) en Kabylie, révolte réprimée dans le sang. En pleine guerre mondiale, le gouvernement français envoie 14 000 soldats pour écraser la révolte.

Après qu'en 1917 les ouvriers et les paysans ont abattu l'empire tsariste, les

bolcheviks, qui ont lutté pour aider à la victoire des travailleurs en Russie, réunissent en 1919 des militants du monde entier pour constituer l'Internationale communiste (IC, III^e Internationale), afin de combattre pour l'émancipation des travailleurs et des peuples. En effet, pour les bolcheviks, la révolution ouvrière ne peut triompher qu'à l'échelle internationale.

En 1920, à Bakou (Azerbaïdjan), se tient, à leur initiative, le « congrès des peuples d'Orient », rassemblant des délégués d'origines politiques diverses, pour contribuer à la lutte de libération nationale des peuples colonisés. L'Internationale communiste est en effet très attentive à ce que les partis communistes des empires coloniaux aient une attitude intransigeante de soutien aux peuples colonisés.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ENJOINT AU PCF DE SOUTENIR LES COMBATS D'INDÉPENDANCE NATIONALE

Le PCF, constitué par la majorité de la SFIO qui avait fait le choix de la révolution russe, était très marqué de traits opportunistes et réformistes, empreints de républicanisme bourgeois. Pour l'essentiel, la direction du PCF issue de la direction de la SFIO avait fait mouvement vers l'Internationale communiste, plus sous l'effet de la radicalisation de la base que d'une compréhension et d'un accord avec les positions du bolchevisme. Lors du IV^e Congrès de l'Internationale communiste (novembre-décembre 1922), une commission fut mise en place, sous la direction de Léon Trotsky, pour discuter de l'ensemble de la politique du PCF.

Dans son rapport (1^{er} décembre 1922), Trotsky aborda la question de l'attitude du PCF sur les colonies. Il condamne en ces termes la section de Sidi bel Abbès :

« La section de Sidi bel Abbès ne peut admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies, parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la

féodalité ; et les communautés françaises d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité » (1).

Et Trotsky de conclure :

« Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures ni deux minutes des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves » (souligné dans le texte).

Le point 9 du programme de travail et d'action du PCF adopté par le IV^e Congrès de l'Internationale communiste énonce que « *le parti doit prendre en mains la cause des populations coloniales exploitées et opprimées par l'impérialisme français, soutenir leurs revendications nationales constituant des étapes vers leur libération du joug du capitalisme étranger* ».

Le 20 mars 1922, l'exécutif de l'Internationale communiste lance un appel « *pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie* ». C'est dans ce contexte, entre 1924 et 1926, que, en France, des Algériens vont fonder la première organisation nationaliste algérienne conséquente : l'Etoile nord-africaine (ENA). Messali Hadj en a été l'un des fondateurs et le principal dirigeant. Il écrira dans ses *Mémoires*, à la fin de sa vie : « *Ces hommes ont été très sensibles à la révolution bolchevique, à ses appels, à ses promesses.* »

C'est en 1920-1924 qu'a lieu la première vague d'immigration du Maghreb. 120 000 Maghrébins, dont 100 000 Algériens, arrivent en métropole. Ils vont très vite — notamment par le biais des syndicats — se trouver en contact avec le mouvement ouvrier français. Les membres fondateurs de l'ENA, comme Messali, suivent le PCF, qui aide alors l'ENA à se constituer. Les travailleurs algériens se syndiquent, luttent avec leurs camarades français pour les droits ouvriers, et, par là même, se posent la

(1) *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, éditions François Maspero.

question de leurs droits politiques et nationaux. L'ENA se développe puissamment.

En 1927, le programme de l'Etoile nord-africaine est adopté :

« 1. *L'indépendance totale de l'Algérie.*

2. *Le retrait total des troupes d'occupation.*

3. *Constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel (...).*

4. *La remise en totalité à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des forts et des services publics accaparés par les conquérants.*

5. *La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières ; la restitution aux paysans des terres confisquées. Le respect de la moyenne et petite propriété. Le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français.*

6. *L'instruction gratuite et obligatoire à tous les degrés en langue arabe.*

7. *La reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical, de coalition et de grève ; l'élaboration de lois sociales. »*

LE TOURNANT DU PCF SUR ORDRE DE STALINE

En 1923, contre la bureaucratisation du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), se constitue un regroupement autour de Trotsky, qui donnera naissance à l'Opposition de gauche, d'abord en URSS puis à l'échelle internationale.

En France, contre la politique de la direction du PCF, l'Opposition de gauche combattra pour le soutien à la lutte des peuples colonisés, contre son propre impérialisme. La politique de la bureaucratie naissante au Kremlin, sous couvert de « construire le socialisme dans un seul pays », commençait à s'opposer au développement de la révolution mondiale. Pour les militants de l'Opposition de gauche, dans la continuité des quatre premiers congrès de l'Internationale commu-

niste et du congrès des peuples d'Orient, il s'agissait de défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en saisissant qu'à l'époque de l'impérialisme, seul le prolétariat peut réaliser les tâches nationales et démocratiques. Comme l'écrivait Léon Trotsky dans *La Révolution permanente* :

« Dans la mesure où les tâches sont démocratiques au sens historique large, ce sont des tâches démocratiques bourgeoises, mais là, la bourgeoisie est incapable de les résoudre (...). La véritable et totale solution des tâches démocratiques et nationales de libération n'est concevable que par la dictature du prolétariat assurant la libération de la nation opprimée. »

En URSS, le développement de la bureaucratisation, la montée en puissance de Staline, l'exclusion de Léon Trotsky du PCUS en 1927 entraînent un nouveau cours de l'Internationale communiste, de plus en plus soumise aux ordres du Kremlin. En fonction de la politique du Kremlin, les partis communistes doivent modifier leurs positions sur les peuples colonisés. Ainsi, l'Internationale communiste enjoint au PCF de veiller à « ce que l'ENA ne se développe pas sous la forme d'un parti » (*Vague rouge*, février 1929). Les tensions entre l'ENA et le PCF se multiplient. Mais les cadres de l'Etoile n'entendent pas se soumettre à de telles exigences. En 1929, le PCF suspend son aide à l'ENA.

« *J'ai vu un changement dans la commission coloniale du PCF ; ils ont changé le responsable, cela se tend, mais je n'ai pas fait à l'époque le rapprochement avec l'expulsion de Trotsky* », (propos de Messali Hadj rapportés par Pierre Lambert).

La répression s'abat contre l'ENA. Le gouvernement la dissout en novembre 1929. Réprimée, soumise à la persécution policière, dénoncée par le PCF, l'ENA poursuit son combat. Elle participe à la manifestation de front unique du 12 février 1934 en réponse aux émeutes fascistes du 6 février, avec un cortège de plusieurs milliers de manifestants algériens au coude à coude avec les ouvriers français, contre le fascisme, pour l'unité des travailleurs.

Dans toutes les colonies, des mobilisations ont lieu au début des années trente. En 1930-1931, en Indochine, se combinant avec des grèves ouvrières, des révoltes paysannes éclatent. En Tunisie, où a été fondé un parti nationaliste, le Néo-Destour, une grève générale éclate en 1934. Cette même année se constitue au Maroc le Comité d'action marocaine.

En 1935, après l'accord entre Staline et le président du Conseil français, Pierre Laval, le PCF réoriente une nouvelle fois sa politique et, au nom de la lutte contre le fascisme, refuse tout « *affaiblissement de la France démocratique* », autrement dit de l'« empire français ». Contre l'ENA et le combat d'indépendance, il crée le Parti communiste algérien (PCA) en 1936, à la veille de la victoire du Front populaire.

L'ENA adhère au Front populaire. La grève générale voit ouvriers français et algériens lutter ensemble pour leurs droits. Les cadres de l'ENA engagés dans ce combat attendent du Front populaire qu'il les aide à réaliser les tâches d'émancipation nationale en Algérie. La désillusion va être totale. Maurice Violette (ancien gouverneur de l'Algérie de 1925 à 1927) rédige un projet, connu sous le nom de « plan Blum-Violette », qui prévoit d'accorder l'égalité politique à... 20 000 Algériens (les titulaires de diplômes ou de grades militaires). L'ENA déclare être « *contre le projet Blum-Violette. Le peuple algérien est indivisible et ne doit pas se laisser diviser par fractions de 20 000.* »

De retour en Algérie en août 1936 après de longues années d'exil, Messali Hadj est accueilli par des milliers d'Algériens. Au nom de l'Etoile, il prend la parole dans le stade d'Alger et, ramassant une poignée de terre, déclare : « *Cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne.* » Il est ovationné : les masses veulent l'indépendance. Pendant ce temps, le PCF et le PCA organisent la lutte physique contre les militants de l'ENA. Finalement, le gouvernement du Front populaire dissout l'ENA en 1937.

« *Ils nous ont trahis. Le Front populaire est parjure ! Le Front populaire a immolé l'un de ses membres avec l'appui des*

communistes », titre *El Ouma*, le journal de l'ENA (24 janvier 1937).

Le 11 mars 1937, Messali et ses camarades constituent le Parti du peuple algérien (PPA). En août, Messali et cinq cadres dirigeants du PPA sont arrêtés. Sous le titre : « *Six trotskystes arrêtés à Alger* », *L'Humanité* approuve « *l'arrestation de ces auxiliaires du fascisme* ».

Tout combattant de l'indépendance nationale est ainsi qualifié de « trotskyste » par les staliniens. Lors du IX^e Congrès du PCF en 1937, une résolution proclame : « *Dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, il faut s'assurer, contre le fascisme qui provoque la rébellion et à la guerre civile dans les colonies, l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique.* » Les militants trotskystes français, avec certains socialistes de gauche et des anarchistes, vont au contraire soutenir l'Etoile nord-africaine contre leur propre impérialisme.

L'audience du PCA s'effondre parmi les Algériens, tandis que les élections de 1939 consacrent le triomphe du PPA. La campagne de dénonciation des « *hitléro-trotskystes* » se développe. Fin septembre, le PPA est interdit. Messali, libéré quelques mois plus tôt, retourne en prison.

LES MASSACRES DU 8 MAI 1945 EN ALGÉRIE

Une nouvelle fois, des dizaines de milliers d'Algériens vont être mobilisés au cours de la Seconde Guerre mondiale. De nouveau, des milliers d'Algériens meurent au combat. En Algérie, la famine se développe.

Le 8 mai 1945 (le jour même de l'armistice en Europe), des manifestations ont lieu dans la plupart des villes d'Algérie, avec comme mots d'ordre inscrits sur des banderoles : « *A bas le colonialisme et le fascisme* », « *Vive l'Algérie indépendante* ».

A Sétif, la police tire sur les manifestants. Les masses se soulèvent, notamment à Sétif, Guelma et Kherrata. La troupe coloniale écrase les manifestants en tuant 45 000 Algériens ! L'armée tire à vue, les avions envoyés en renfort bombardent et tirent à la mitrailleuse sur les foules. Les ordres sont venus du gouvernement, où siègent PS et PCF.

Le ministre de la Défense s'appelle François Billoux, celui de l'Aviation, Charles Tillon. Tous deux sont membres du comité central du PCF, qui se déchaîne contre le PPA, qualifié de « fasciste », d'« hitléro-trotskyiste ». Dans certaines villes, comme à Taher, le PCF et le PCA organisent des milices pour réprimer les Algériens.

« Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du Manifeste. La délégation s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques », indique le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien Alger Républicain, le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le châtement rapide et impitoyable des provocateurs ». Le communiqué concluait : « Ces mesures (proposées par la délégation) appliquées sans délai contribueraient réellement à ramener le calme » (Alger Républicain, 12 mai 1945) » (2).

Pour le PCF donc, le peuple algérien ne peut obtenir ses droits que dans le cadre de « l'Union française » (3).

LE SOUTIEN DU PCI AU PEUPLE ALGÉRIEN

En 1946, le PPA clandestin constitue sa vitrine légale, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Le Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale, soutient le MTLD.

Le 4 août 1946, le PCI participe à un meeting du comité de défense des libertés démocratiques — constitué à l'initiative du MTLD avec des militants français — en présence de 1 800 Algériens. A la tribune, outre les responsables du MTLD, siègent deux Indochinois, au moment où le peuple vietnamien lutte lui aussi pour son indépendance, et un responsable du PCI qui prend la parole pour dire :

« Certains vous proposent d'attendre calmement du bon vouloir de l'impérialisme la reconnaissance de vos droits et de vos libertés démocratiques. On vous dit que c'est au sein de l'Union française que vous pourriez le mieux atteindre plus de bien-être et plus de liberté. Ceux qui croient ces promesses sont pour le moins des dupes, cent ans de colonialisme dans une égale misère et un égal esclavage suffiraient à le prouver. Mais vous venez de vivre une tragique expérience qui ne peut que vous confirmer dans votre méfiance et votre incrédulité.

Si j'en parle ce soir, ce n'est pas pour vous informer, vous, travailleurs algériens, qui avez le triste privilège de savoir bien mieux que moi ce qui s'est passé le 8 mai dernier en Algérie. C'est pour en informer les travailleurs français qui sont systématiquement tenus dans l'ignorance.

La provocation montée par l'administration coloniale et qui coûta la vie à 80 Français fut payée par la mort de près de 40 000 Algériens ! 40 000 ! Dont un très grand nombre de femmes, d'enfants, de vieillards puisqu'une grande partie des hommes pendant ce temps étaient mobilisés dans l'armée française.

Voilà comment l'Union française prépare de libres élections. Voilà ce que l'Union française appelle tenir ses promesses démocratiques.

Mais la réponse du peuple algérien fut que 60 % des électeurs boycottèrent les élections. C'est une réponse très claire : les Algériens considèrent comme des

(2) Extraits de *La question coloniale et la politique du Parti communiste français 1944-1947*, 1977, Grégoire Madjarian, éditions François Maspero.

(3) L'Union française est créée par la Constitution d'octobre 1946 (fondant la IV^e République), en se substituant à l'empire colonial français, les colonies devenant des départements et territoires d'Outre-mer. C'est la version « démocratique » du colonialisme cherchant à préserver sa domination sur les peuples qui veulent se libérer.

menteurs ceux qui parlent de libertés dans le cadre de l'Union française.

La bourgeoisie française ne peut accorder de libertés démocratiques aux coloniaux, car elle ne peut accepter que lui soit marchandé même un tant soit peu son "droit" à l'esclavagisme colonialiste. Seule la lutte pour l'indépendance de l'Algérie peut arracher chemin faisant les libertés démocratiques — droit syndical ; droit d'association ; Assemblée nationale constituante. (...)

Et surtout, nous nous engageons, nous ouvriers français, à exiger l'indépendance immédiate et sans condition de votre pays.

Nous nous engageons à lutter de toutes nos forces pour une Algérie libre et indépendante. »

En 1947, le PCF, pour justifier le maintien de l'Algérie dans l'Union française contre la revendication d'indépendance, ira même jusqu'à écrire :

« Dans le moment présent, et pour les raisons déjà indiquées, "l'indépendance" de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse. Par contre, ils soutiennent non seulement le Parti communiste algérien mais aussi les autres mouvements algériens dans tout ce que leur position comporte de progressif, à l'égard notamment de l'Union française. Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections que les députés communistes ont soulignées au cours du vote de la Constitution, donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. Il appartient à ces peuples et au peuple de France d'en faire, par leur action conjuguée, une union libre et fraternelle des peuples. C'est donc, comme toujours, par une lutte persévérante et lucide que seront renversés les obstacles à une telle union, y compris ceux qui ont empêché le vote d'un statut progressiste de l'Algérie » (Cahiers du communisme, septembre 1947).

La section française de la IV^e Internationale a, pour sa part, combattu en permanence pour appuyer le combat du peuple algérien et de son organisation, l'Étoile nord-africaine, pour l'indépendance, contradictoire à l'Union française.

En avril 1946, se tint une conférence de la IV^e Internationale dont l'une des résolutions affirmait :

« Nos sections dans les pays impérialistes métropolitains et dans tous les pays capitalistes ont le devoir de défendre activement la lutte émancipatrice des peuples coloniaux contre l'impérialisme, même dans le cas où cette lutte est dirigée par des éléments nationalistes et démocrates bourgeois. Elles revendiquent le droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes immédiatement, sans aucune limitation, et s'opposent énergiquement, en faisant appel à l'action de solidarité internationale de la classe ouvrière, à tout envoi de troupes et d'armes pour écraser leur révolution. »

Après avoir dénoncé les massacres du 8 mai 1945 en Algérie, le PCI, avec le groupe trotskyste indochinois, organisa le soutien au combat des Vietnamiens. Et quand une répression féroce s'abattit à Madagascar en 1947, le PCI a été aux côtés du peuple malgache. M^e Yves Dechezelles, ami de Pierre Lambert et avocat de Messali Hadj, défendit les militants malgaches à leur procès.

L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

C'est pourquoi *La Vérité* (deuxième quinzaine d'avril 1949) rendra compte du meeting du congrès des peuples coloniaux, initiative tenue en pleine guerre d'Indochine, le 14 avril 1949, qui a rassemblé des milliers de travailleurs, notamment indochinois et surtout algériens, solidaires du peuple vietnamien en lutte pour son indépendance.

La Vérité relate le déroulement de ce meeting :

« Après Gorkin, du POUM, et Ahmed Alaoui du parti de l'Istiqlal marocain, le docteur Mestefai, délégué à l'Assemblée algérienne, vint apporter le point de vue du mouvement de Messali Hadj. Il affirme que le peuple algérien est sans réserve aux côtés des Vietnamiens en lutte. C'est contraints et forcés, déclara-t-il, que les spahis algériens sont envoyés en Indochine. C'est le propre de l'im-

périalisme que d'utiliser les peuples opprimés les uns contre les autres, ainsi fit-il déjà à Sétif, en mai 1945, en employant les soldats marocains contre leurs frères algériens.

Pierre Lambert apporta le salut du PCI. "Tous les appels pacifistes resteront purs bavardages si les masses n'imposent pas par leur action la cessation des hostilités au Vietnam. La classe ouvrière française a intérêt à ce que cette guerre cesse :

— parce qu'elle coûte chaque jour 300 millions au pays, qui se traduisent par de lourds impôts, de bas salaires, par une production orientée vers la guerre, alors que les ruines du dernier carnage mondial ne sont pas relevées ;

— parce que tout coup porté par l'héroïque résistance vietnamienne à la puissance de la Banque d'Indochine et des trusts du caoutchouc affaiblit l'impérialisme français et renforce la lutte des ouvriers — chez Michelin, Renault, etc. — contre leurs patrons."

Lambert cite la résolution adoptée par la Fédération de l'enseignement de l'Hérault, qui demande à la CGT et à la CGT-FO d'organiser le boycott des envois d'armes et de munitions à destination de l'Indochine. »

C'est sur cette orientation de soutien au combat pour l'indépendance nationale que la section française de la IV^e Internationale combattra pour le soutien au peuple algérien.

Durant la guerre d'Algérie, cent quatre procédures judiciaires devant le tribunal militaire furent ordonnées contre les dirigeants du PCI, rançon de leur combat internationaliste.

Le mouvement se poursuivait. Le 1^{er} Mai 1950, 15 000 travailleurs algériens

se regroupent derrière le cortège de la CGT avec leurs propres banderoles et slogans. « *Indépendance, liberté, paix au Vietnam ! Libérez les Malgaches ! Libérez Messali ! L'indépendance des peuples colonisés, c'est la paix !* » La revue *La Vérité* en rendait compte ainsi :

« Ceux à qui l'impérialisme a volé leurs pays, qu'il a amenés en France pour leur faire faire les travaux les plus pénibles à des salaires de famine, les soumettre dans des conditions épouvantables, tous ces parias pourchassés jusque' alors par une police de mentalité raciste, avaient pris conscience de leur force. La manifestation nord-africaine du 1^{er} Mai est l'écho de la colère grondante du peuple algérien... Rien ne pourra arrêter l'immense aspiration des Algériens et de toute l'Afrique du Nord à l'indépendance » (La Vérité, première quinzaine, mai 1950).

Le comité central du PCI des 3 et 4 juin notait :

« La bourgeoisie française a vu aussi au cours de ces dernières années grandir ses difficultés en Afrique du Nord. Nous devons comprendre que celle-ci est à la merci de soulèvements dans ce secteur colonial. La violente répression qu'elle a engagée en Algérie, tout comme les discussions autour de l'Etat associé en Tunisie, ne pourront redonner à la domination française la stabilité qu'elle a perdue dans ce pays » (La Vérité, n° 255).

Quatre ans plus tard éclatèrent le soulèvement et la guerre d'Algérie qui durera huit ans. Douze ans plus tard, et au prix de 1 500 000 morts, l'Algérie était indépendante.

Lucien Gauthier

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris